

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بالقان فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

Notre Enquête

auprès des personnalités politiques et littéraires

III.

René Arcos



RENÉ ARCOS est né à Clichy.

Il a publié son premier livre, un recueil de poèmes :
 L'ÂME ESSENTIELLE, à 19 ans. Vinrent ensuite : LA

TRAGÉDIE DES ESPACES, poèmes ; CE QUI NAÎT, poème ; L'ÎLE PERDUE, poème dramatique en cinq actes ; LE MAL, 1914—1917, roman ; LE SANG DES AUTRES, poèmes ; LE BIEN COMMUN, récits ; PAYS DU SOIR, essai ; CASERNE.

René Arcos a publié, en outre, de très nombreux essais, articles et chroniques dans les revues et les journaux de France et de l'étranger.

A la fin de 1907, René Arcos fit une tournée de conférences littéraires à travers l'Europe.

Ami de Romain Rolland, René Arcos fit partie de ce petit groupe de Français qui restèrent fidèles à leur idéal, ne désespèrent jamais de l'homme et n'oublièrent pas que les patries n'existent qu'en fonction de l'humanité. Il a écrit à cette époque : « Nous ne pouvons admettre que l'homme, cette chose lourde, aveugle, encore pleine de terre, puisse dire à un autre homme foulant en même temps que lui l'argile originelle : Tu es un étranger. »

René Arcos est aujourd'hui co-rédacteur en chef de la revue littéraire internationale éditée à Paris : EUROPE. Il a précisé l'esprit qui inspire cette nouvelle revue, dont le succès a été immédiat, dans un essai : PATRIE EUROPÉENNE, publié dans son premier numéro.

Pour juger en toute équité la question macédonienne, il me faudrait des éléments que je n'ai pas. J'ignore à peu près tout, en effet, de cette question.

Pour ce qui est des droits des minorités ethniques, je ne doute pas un instant qu'ils sont presque partout méconnus, sacrifiés. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'a été qu'un engin de guerre parmi d'autres. La guerre terminée provisoirement, l'engin a été rejoint par ses confrères dans les magasins des réserves.

Une fédération balkanique, dites-vous ? Elle ne me paraît souhaitable que pour en annoncer une plus grande : la Fédération Européenne, les Etats-Unis d'Occident. Le rêve est encore lointain, mais pour hâter sa réalisation, le meilleur moyen est encore, me semble-t-il, d'être nombreux à le croire réalisable.

René Arcos

F. Lindner

Luc Durtain



Docteur en médecine, né en 1881 à Paris; études scientifiques et littéraires, nombreux voyages d'études: Scandinavie, Spitzberg, Levant, Egypte, Etats-Unis, Canada. Il publie, en 1906, L'ETAPE NÉCESSAIRE, puis des poèmes: PÉGASE; puis, encore, les contes du MANUSCRIT TROUVÉ DANS UNE ÎLE, et, au retour d'une croisière en Norvège: KONG HARALD.

La guerre au front: ambulance; puis, sur sa demande, médecin de bataillon. En 1918, il repasse les images du front lorrain dans le poème de LISE et souligne la crise des consciences qui suivit la guerre dans le RETOUR DES HOMMES.

Sa principale œuvre de prose: une série de romans, groupés sous le titre de CONQUÊTE DU MONDE. En 1922, il publie son DOUZE CENT MILLE, en 1924 LA SOURCE ROUGE, en 1925 MA KIMBELL.

Luc Durtain collabore à la NOUVELLE REVUE FRANÇAISE, à EUROPE et à de nombreuses revues de jeunes.

Le rayonnement toujours plus large de chaque fait intellectuel et économique, le nombre sans cesse croissant de ces figures enchevêtrées qui en dessinaient l'extension sur une carte idéale du monde semblent, à première vue, caractériser notre époque et lui donner sa grandeur. Mais les anciens temps gardent leur pouvoir. Leurs étroites habitudes subsistent: dans les compartiments des frontières, les esprits paresseux trouvent autant de grossiers absolus qui leur suffisent.

On se rappelle qu'à la fin de l'existence de la Grèce antique, dans certaines des villes qui, depuis de siècles, s'épuisaient en luttes féroces, quelques esprits clairvoyants songèrent à dépasser non seulement l'unité religieuse et politique de l'époque, la cité, mais les ligues mêmes qui s'étaient peu à peu établies entre ces cités. Il eût fallu abandonner tant de rancunes, passer sur tant de rivalités de races et de dialectes! Ce fut à la Macédoine que revint le rôle d'esquisser, la première, une unité supérieure que Rome ensuite sut imposer durablement au monde. Ainsi, faute d'esprit de pardon et de générosité, la Grèce perdit son importance, puis son indépendance et sa pensée même.

L'Europe d'aujourd'hui en est là. Tandis que de nouvelles forces surgissent en Amérique et en Asie, ses fils ennemis se massacrent pour déplacer de quelques lieues un poteau de bois bariolé. Et pourtant, cela est certain, pour tout observateur qui revient, soit du Nouveau Monde, soit du monde islamique, l'unité européenne n'est point un but, mais un fait. Un fait d'ailleurs inaperçu par les peuples qui y participent et que tous leurs efforts s'appliquent à contrarier.

L'Europe s'en apercevra-t-elle? Sa paix, son existence, et, peut-être, l'existence de la civilisation sont à cette condition.

Aussi, tout ce qui peut préparer l'avènement d'un esprit vraiment européen doit-il être aidé de tout cœur par ceux qui ont conscience du péril. En particulier, établir une fédération

balkanique serait mettre fin à plusieurs des pires antagonismes qui ont ensanglanté les siècles, notre siècle plus que tout autre. Rien ne contribuerait plus puissamment à préparer l'unité et la réconciliation européennes.

Les Balkans donneront-ils l'exemple?

En ce qui concerne les gouvernements actuels des nations balkaniques, celui qui écrit ces lignes ne les connaît pas assez, malgré un récent voyage en Orient, pour tenter de départager entre eux les responsabilités. Mais il est certain que, dans l'ensemble, tous ces gouvernements ont été créés ou modelés précisément par ces conflits interminables auxquels ne sauraient mettre fin, ni guerres, ni annexions, ni oppression à l'intérieur des frontières. Les gouvernements actuels ne sont donc certainement point qualifiés pour résoudre le problème, ni même pour accepter qu'il soit envisagé.

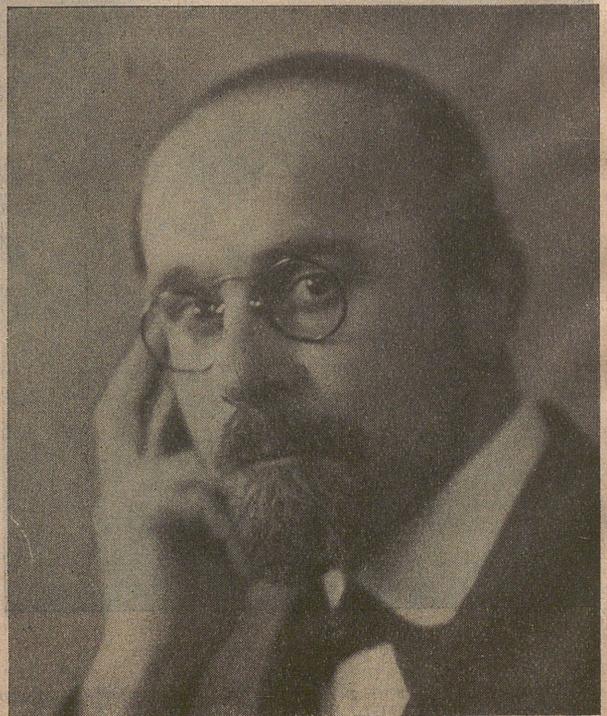
Pour la Macédoine, même question préalable. Mais que le peuple macédonien existe et qu'il ait été méconnu par des pacificateurs aussi indifférents et inaccessibles aux vœux des peuples que les diplomates de l'ancien régime, voilà qui, non plus, n'est pas douteux. Et que, dans ce malheureux pays déchiré entre ses maîtres, il y ait, de tous côtés, tyrannie, voilà qui, de même, appartient à l'évidence.

Une fédération est-elle possible entre des peuples aussi divers de langues, de races, et de religion que le sont les peuples balkaniques? Le modèle de telles fédérations qui superposent à des peuples hétéroclites des unités plus vraies existe déjà et les résultats en sont probants. C'est ainsi que l'U. R. S. S., tout en assurant aux peuples qui la composent leur liberté réciproque, a empêché de se morceler le grand domaine de l'âme russe, si indispensable au progrès humain. De même, les Etats-Unis d'Amérique, malgré les vices de leur constitution, ont le mérite de grouper des Etats non seulement aussi différents, mais aussi opposés d'intérêts que la Californie ou l'Illinois, le Maine ou la Louisiane. On peut permettre à un témoin récemment revenu d'un voyage à travers toute l'Amérique du Nord de l'affirmer: ces Etats sont rivaux, voire ennemis les uns des autres, à un degré que l'on n'imagine guère ici. Et cependant cette unité, toute factice qu'elle soit, ne donne-t-elle pas à l'Amérique une redoutable puissance de rayonnement?

La politique doit savoir se contenter d'approximations. Une unité politique n'a nul besoin d'être de nature mathématique ou métaphysique, même pas de réaliser l'une de ces étroites interdépendances dont la physiologie nous donne le modèle, pour constituer néanmoins un être réel, d'une haute signification. L'exemple de la Suisse trilingue, où se nouent tant de conflits de races et de religions, a, ici, une singulière force justificative. Il peut être particulièrement proposé aux peuples des Balkans, qui, à l'égard des dimensions et de la complexité, se trouvent à peu près à mi-chemin entre ce pays et les larges agglomérations de la Russie et de l'Amérique du Nord.

Luc Durtain

Charles Vildrac



CHARLES VILDRAC est né à Paris en 1882. Il a commencé par collaborer aux jeunes revues. Il publia successivement des ouvrages de poésie et de critique : POÈMES, en 1905, puis IMAGES ET MIRAGES, LE LIVRE D'AMOUR, DÉCOUVERTES, LES CHANTS DU DÉS-ESPÉRÉ et, en 1925, L'ÎLE ROSE.

Mais c'est sa première œuvre dramatique qui lui valut sa grande réputation : LE PAQUEBOT TENACITY, œuvre qui a été traduite dans toutes les langues et jouée à Londres, à Genève et à Prague.

Toutes les œuvres de Charles Vildrac procèdent d'un même principe de simplicité, fort savante, d'ailleurs.

LE PAQUEBOT TENACITY a été acclamé à Paris pendant deux cents représentations.

Il est évident que la situation de la Macédoine est, selon l'expression de Vandervelde, un scandale européen. Elle constitue l'un des témoignages trop nombreux, hélas, du pharisaïsme qui a présidé à la confection du traité de Versailles et de l'imposture des hommes d'Etat qui, pendant la grande guerre, invoquaient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Les états balkaniques seront constamment exposés à des conflits sanglants tant qu'ils n'auront pas réalisé leur unité, leur fédération, sous un régime de respect humain, de paix et de liberté. Les rancunes, les rivalités ethniques plus ou moins factices, s'éteindraient naturellement chez les peuples si elles n'étaient soigneusement entretenues, attisées, exploitées par ceux qui la mettent au service de leurs ambitions politiques ou de leurs intérêts de caste.

Rien à espérer des gouvernements, d'autant plus que les états balkaniques subissent cette crise aiguë de réaction, cette barbarie militaire et nationaliste, qui est presque toujours consécutive à la guerre, chez les vaincus comme chez les vainqueurs.

Ici comme ailleurs, c'est au peuple que doit venir le salut et la paix. Il faut que l'idée de fédération balkanique, en même temps qu'elle atteindra l'opinion européenne, germe et grandisse dans les masses populaires de chacun des pays intéressés. Parce qu'elle propose un idéal de paix et de sécurité à des populations constamment persécutées par la soldatesque, cette idée peut devenir assez puissante pour balayer les gouvernements terroristes et triompher.

Nul doute qu'elle ne rallie les esprits libéraux et les cœurs généreux de partout !

Charles Vildrac

Gabriel Péri

GABRIEL PÉRI est né à Toulon, en février 1902. Rédacteur du CONSCRIT, il fut emprisonné comme tel lors de la première campagne antimilitariste après la guerre impérialiste.

Aujourd'hui, il est rédacteur de la rubrique internationale de L'HUMANITÉ et membre du Comité de Direction de ce journal.

Jamais peut-être autant qu'après la signature en grande pompe des accords de Locarno et leur remise solennelle à la Société des Nations, l'œuvre poursuivie par *La Fédération Balkanique*, les mots d'ordre propagés, les campagnes entreprises par elle n'ont correspondu davantage à la réalité.

On pourrait dire à cet égard que l'incident gréco-bulgare, survenu quelques jours seulement après les parloteries du Lac Majeur, est une manière de symbole. — On avait dit retour de Locarno que les hommes d'Etat de l'Europe de 1925 s'étaient attaqués aux causes mêmes des rivalités impérialistes — on avait dit que grâce aux instruments forgés sous le ciel du Tessin la « force du droit » allait se substituer au « droit de la force ». On avait dit que l'ère qu'ouvrait la Conférence du Pacte serait une ère de Justice, de Paix, de Réconciliation humaine.

Cinq jours s'étaient écoulés ; l'encre des signatures n'était point séchée encore et les clameurs des augures ne s'étaient point apaisées que le conflit gréco-bulgare rappelait aux naïfs l'existence au cœur même de la péninsule des Balkans d'un foyer redoutable de guerre.

Il rappelait qu'il était illusoire, utopique, mensonger de parler de Paix tant que ne serait point guérie la maladie balkanique.

Pour la lutte contre la révolution prolétarienne, les Traités de Versailles, de St. Germain, de Neuilly, de Trianon ont créé une poussière de petits états impérialistes, d'états dits nationaux, la Tchéco-Slovaquie, la Yougo-Slavie, la Roumanie, la Grèce, fondés sur l'annexion de territoires considérables, peuplés d'autres nationalités et constituant ipso facto des foyers d'oppression nationale et de réaction sociale.

Jetons un coup d'œil sur cette partie du monde. Ici ce sont les paysans ukrainiens annexés par la Pologne, la Tchéco-Slovaquie et la Roumanie qui subissent le joug social le plus odieux. Là, c'est l'impérialisme serbe qui masque son vrai visage derrière la théorie d'une « nation » serbo-croate-slovène, c'est la Croatie,

la Slovénie, la Macédoine qui réclament leur indépendance. Plus loin, ce sont les Slovaques, les Allemands, les Hongrois las de subir la domination de l'impérialisme tchèque — ailleurs c'est le problème haut-silézien, puis la question hongroise, puis le problème albanais....

Et, au centre de tout cela, les questions de Macédoine et de Thrace, aggravées, rendues plus aiguës encore par les traités de 1919—1920. Le partage de la Macédoine entre la Yougo-Slavie, la Grèce, la Bulgarie a renforcé l'aspiration des Macédoniens dans les divers tronçons de leur patrie démembrée, à s'unir et à constituer une Macédoine une et indépendante. Et la lutte nationale qu'ils mènent depuis si longtemps — l'histoire tragique de ces dernières années est là pour leur enseigner quelle est la voie de salut : *Ils savent que ce n'est point celle de l'ORIM inféodée aux bourreaux de Sofia.*

La même aspiration à une Thrace indépendante unit le peuple de Thrace déchiré en trois parties par la Grèce, la Turquie, la Bulgarie !

Voilà la plaie béante de l'Europe « locarnisée ».

Et l'on pourra discuter à perte de vue sur l'arbitrage, la sécurité, le désarmement ! On n'aura rien fait pour la paix tant que là, comme ailleurs, on n'aura pas donné l'indispensable coup de pioche, dans l'œuvre infâme des Traités d'après-guerre !



On n'aura pas le droit de parler de Paix tant que subsistera ce Carcan de Fer imposé à des populations entières par les signataires des « actes diplomatiques » de 1919 et 1920.

Et c'est parce que le mot d'ordre de la Fédération Balkanique répond aux aspirations des Minorités Nationales opprimées et aux besoins de paix qui inspirent les peuples, qu'il s'impose chaque jour davantage à l'attention de tous.

Est-il besoin de vous dire qu'on ne le fera point triompher sans de grandes luttes ? — et de vous exprimer ma conviction que dans l'action que nous mènerons en sa faveur, nous nous heurterons certainement à cet instrument perfectionné de l'impérialisme le plus dangereusement camouflé qu'est la Société des Nations.

Il n'y a rien là qui puisse nous surprendre.

La Société des Nations a la même origine que le statut de guerre de la péninsule balkanique.

Elle est la fille des traités de brigandage exclusifs de la Paix. La Fédération Balkanique naîtra des efforts conjugués des masses laborieuses et des peuples opprimés.

Gabriel Péri

Lisez! Propagez!

**La Fédération Balkanique,
l'organe de combat des opprimés
et des exploités des Balkans.**

Une manifestation grandiose Contre la terreur blanche et pour la Fédération Balkanique

Le meeting de la salle Wagram

II

(Suite et fin)

Puis Vernochet, professeur, Secrétaire de l'Internationale de l'Enseignement, qui a accompagné Barbusse dans son voyage en Roumanie, prend la parole.

Discours de Vernochet

Vernochet dresse un réquisitoire formidable contre le régime des boyards. Il évoque, d'abord, l'affaire Morarescu.

— Morarescu, dit-il, est un quelconque lieutenant qui commande un Secteur, en Bessarabie, sur le Dniester. Pour atteindre le père qui était alors député de l'opposition, député tzaraniste, on poursuivit le fils, et le lieutenant Morarescu fut impliqué dans une affaire banale, de droit commun, dans une affaire de factures quelque peu majorées, de réquisitions sans mandat et pour des fins personnels... Ce qui devait arriver arriva! Au cours de l'instruction le Commissaire royal, le capitaine *Chiriac*, se trouva, bien malgré lui, placé, par les temoins, devant des révélations gênantes... qu'il ne put supprimer... Bien que l'acte d'accusation n'ait pas été publié par la presse de gauche, par peur de représailles, des extraits en parurent, et l'on apprit que le lieutenant Morarescu était poursuivi pour *plusieurs* crimes commis avec préméditation (le nombre exact de ces crimes, toutefois, n'était pas indiqué) : on sut également qu'il s'était rendu coupable de détournements de fonds, de faux, de corruption, d'abus de pouvoir, de contrevention à la loi de passeports et d'autres peccadilles du même genre. Toute la presse de droite voua le malheureux capitaine *Chiriac* aux gémonies ; une interpellation fut déposée à la Chambre, au sujet de ce Commissaire royal qui n'avait pas su étouffer l'affaire Morarescu ! Entre temps, le député Morarescu, pour sauver son fils, quittait le Parti tzaraniste et adhéra au Parti libéral, au Parti de Mr Jean Bratiano ; le lieutenant Morarescu, remis en liberté, renvoyé à la garnison mondaine de Constanza, comparaisait devant ses juges et pairs, comme prévenu libre, cependant que 21 soldats, 21 soldats qui avaient servi sous ses ordres, ses victimes plus que ses complices, poursuivis avec lui, restaient en prison.

Le grand écrivain Panaït Istrati a consacré au « scandaleux acquittement » de Morarescu deux articles du *Quotidien* (13 et 14 décembre 1925). De ces articles, je me borne à citer ce que dit la presse roumaine de gauche (*Lupta et Aurora*) du procès de Morarescu.

« Devant le Conseil défilent les anciens soldats, aujourd'hui redevenus pères et laboureurs. Ils racontent, avec simplicité, des fragments de l'épopée du Dniester.

« Les scènes ne peuvent pas se décrire. Accusation et défense écoutent, épouvantés, le récit des scènes d'exécution qu'on dirait inventées par la fantaisie d'un romancier affamé de sensations nouvelles : fusillades en masses, par groupement et individuelles. Des dents brisés à coups de poings. Tueries d'enfants, de femmes et de vieillards.

« On a vu des soldats pleurer et refuser de tirer contre des êtres humains qui tombaient à genoux et demandaient grâce. A la fin, ils étaient pourtant obligés de tuer, Morarescu les flagellait et les menaçant de mort avec les grenades à mains qu'il gardait constamment sur son bureau.

« J'ai reçu plus de coups que je n'ai de cheveux sur la tête, déclare un malheureux. »

Les soldats de Morarescu ont été contraints à tuer... à tuer des enfants de trois ans. Au procès, un paysan décrit comme suit la scène :

« La mère d'un enfant de trois ans vient d'être fusillée ; l'exécuteur a pitié de l'enfant et l'apporte à Morarescu. — « Pas encore fusillé, crie celui-ci. — Quel mal peut-il faire m'sieur le lieutenant ? — Qu'il rejoigne sa mère ! » — Et le soldat fusille. — « Pouvaît-il faire autrement, lui qui savait que m'sieur le lieutenant, s'il eût désobéi, l'eût défigurée. »

Pouvait-il faire autrement, ce lieutenant Morarescu, respectueux sans doute de la discipline sans laquelle il n'y a pas d'armée !

Que dit le major Precup, chef du Bureau d'informations auprès du commandant militaire de Bessarabie ?

« Morarescu n'a fait qu'exécuter les instructions données à tous les officiers. »

Que dit le général Popovici qui commandait à Kichinev, en novembre 1925, si ce n'est que :

« Morarescu n'a fait qu'exécuter les ordres qu'il recevait comme l'ont fait ses collègues. »

Que dit le général Epuré ?

Le général Epuré dépose et déclare que « A personne ne conteste l'exactitude des faits imputés à Morarescu, nul n'ignore,

» non plus, que Morarescu peut prétendre s'être borné à exécuter les ordres du Commandement. »

Peut-être devons-nous nous demander qui commande au Commandement et trouver là, avec l'explication, avec la cause de la terreur en Roumanie et ailleurs, la solution, la seule solution à un tel état de choses.

Chaque régime s'incarne en quelque type de héros plus ou moins national. — Le régime de terreur qui pèse sur la Roumanie a fait choix du sien. Est-ce ce qui explique qu'une association d'écrivains qui compte, en ses rangs, Mr Romulus Voinescu, directeur général de l'Okhrana roumaine, ne saurait être unanime en son admiration pour le grand bourgeois, honnête et droit, qu'est Mr C. Foru.

Vernochet passe à la description de la fameuse Siguranza.

— Je garde, continue-t-il, le souvenir d'une conversation que nous eûmes avec Mr Costa Foru, un certain matin, alors que nous nous disposions à regagner la prison de Kichinev, pour y suivre le procès de Tatar Bounar. La nuit durant, Mr Costa Foru avait lu un mémoire qui venait de lui être remis. En ce mémoire, figurent, en bon ordre, rigoureusement collationnés, méthodiquement ordonnés, les discours, les paroles officielles des hommes d'Etat roumains touchant la Bessarabie. A son dire, ce simple groupement de textes contrôlés constitue le plus formidable des réquisitoires qui pût être dressé contre eux. Aussi, il y avait quelque chose de poignant dans la souffrance qui se lisait sur le visage de notre compagnon de route.

Lui faudrait-il donc renoncer à croire en les Droits de l'Homme et des minorités ethniques solennellement consignés dans le préambule du Traité de Paris (9 décembre 1919), comme en l'article 5 de la Constitution du Royaume et de la Grande Roumanie ? Est-ce que cette Constitution infiniment libérale, Constitution qui ne comporte point la peine de mort, Constitution calquée, nous disaient quelques lumières du barreau de Bucarest, sur celle de la noble Belgique, à moins que ce ne fut sur celle de la douce France, de la France de 89, n'était, elle aussi, qu'un chiffon de papier ?

Qu'il ne vous soit point possible, Mr Costa Foru de renoncer à votre foi, je le crois, je le comprends. C'est pourquoi, à votre tour, vous dressez contre la Siguranza le plus sévère des jugements, non point tant parce que vous condamnez le droit de l'Etat démocratique à se défendre, que les abus et les vices des organes de la Sécurité générale.

Sous les abus et les vices, l'institution d'Etat, la Siguranza, reste ce qu'elle est, ce qu'elle ne peut pas ne pas être.

Deux pages de votre brochure la caractérisent :

D'abord, l'une des déclarations des 70 victimes que vous avez interrogées et dont vous avez consigné, en votre livre, le témoignage : la déclaration de Stefan Toth, tourneur en fer, nous fait savoir ce qu'est un interrogatoire à la Siguranza (prison de Jivala).

Enfin, votre appréciation sur les méthodes de tortures propres à la Siguranza, appréciation qui peut et doit gêner ceux d'entre vos compatriotes qui font commerce de patriotisme, constitue à nos yeux un jugement porté à bon escient.

A — « Les méthodes de tortures de la Siguranza ne sont point empruntées au moyen âge, elles sont tout à fait modernes. Un médecin veille sévèrement à la systématisation des tortures. Les instruments employés ne laissent aucune trace permanente. On calcule exactement l'endurance du corps humain aux matrasques en caoutchouc, à la douleur d'avoir les cheveux arrachés, à la main tordue, — afin de ne pas compromettre par un trépas prématuré cette « institution civilisée », ainsi nommée par son chef suprême Romulus Voinescu, dans la presse jaune roumaine. »

B — « Au moyen âge, les bourreaux s'appelaient : bourreaux ; en Roumanie, on les appelle « Vice-Consuls », « Commissaires », « Inspecteurs », « Directeurs ». A la place de la potence, de la roue, du bâcher, de l'huile bouillante, — au lieu de couper les oreilles, d'écarteler, dans ce pays « civilisé » où la peine de mort est abolie par la loi, on applique une méthode, tout à fait sommaire, le « système bessarabien » : le prisonnier est tué en tentative de fuite. »

C — « Si, dans leur zèle patriotique, les agents de la Siguranza font tomber goutte à goutte de l'eau bouillante sur la tête rasée de leur victime, s'ils lui détachent les phalanges des doigts avec un couteau émoussé, s'ils lui brisent les os des jambes en dix endroits différents, s'ils lui enlèvent la peau en lanières, ou s'ils lui font passer un fort courant électrique à travers les oreilles — afin d'obtenir l'aveu de « sa faute », cela ne se fait pas en public, comme au moyen âge, mais dans la discrète retraite d'une cellule de la Siguranza très modernement installée « ad hoc », à Bucarest, à Arad ou à Kichinev. Puis la victime inanimée de ces méthodes modernes d'instruction est

» chargée sur une charette, tuée par un coup de fusil en tentative de fuite, et jetée dans le Dniester. »

Monsieur Costa Forù (p. 61 de la brochure citée) écrit :

« Des déclarations ici reproduites, j'ai retenu l'expression « système bessarabien » qui ne s'applique pas seulement aux tortures terriblement spécialisées, mais aussi à des exécutions clandestines, opérées par des gendarmes ou des soldats qui sous prétexte d'évasion commettent et justifient l'exécution. »

Une telle dénomination « Système bessarabien » entre de plein droit dans l'histoire, au lendemain de la guerre de la Civilisation. De cette appellation historique se dégage une impression puissante. Elle signifie : « Voilà comment on torture, voilà comment on frappe et comment on tue, en Bessarabie. »

Est-il vraiment si étrange que plus d'une fois et non par des bolcheviks, nous entendimes dire avec quelque amertume : « La Roumanie a plus russifié la Bessarabie en 6 années que la Russie des tzars ne l'avait pu faire en plus d'un siècle. »

A « roumaniser » de la sorte, les Bessarabie, les Dobroudja ou les Transylvanie, l'imprudencé est d'autant plus grande que de l'autre côté du fleuve, de l'autre côté du Dniester, la grande artère naturelle qui parcourt ces plaines et ne les sépare point, il y a la République Fédérative Soviétique de Moldavie. Un fleuve, même gardé militairement, par des Morarescù n'est pas, ne peut être une barrière entre un Etat prolétarien et un Etat bourgeois.

Quelques assassinats n'y changeront rien.

Qui dit la Défense, au procès de Morarescù ?

« On a tué surtout des Juifs ! »

« Partout, réplique le général Epuré, où j'ai attrapé un Juif, je l'ai nettoyé tout de suite. »

La gravité des faits incriminés par une opinion publique timorée n'est-elle point singulièrement atténuée si les victimes (!) ne sont que des Juifs, voire de plus affreux bolcheviks....

Que disent Morarescù ou Duca et Tatarescu, ministres de Roumanie ?

Morarescù, agent subalterne, se défend, en invoquant la peur du bolchevisme. Les officiers du Conseil de guerre de Bucarest acquittent leur camarade, à l'unanimité, et déclarent : « qu'en empêchant aux bolcheviks de pénétrer en Roumanie, il n'a fait que son devoir ! » (Quotidien du 12 décembre 1925).

Que dit la Siguranza lorsque M^r Costa Forù lui reproche les illégalités et les tortures subies par les emprisonnés ? « Ce sont des bolcheviks ! »

Que dit le représentant de la France des Droits de l'Homme et de la Révolution à Bucarest ? Nous n'eûmes point l'honneur de le soupçonner. Il conférait alors avec M^r Briand, et nous ne vîmes à Bucarest qu'un modeste secrétaire d'Ambassade, pauvre hère et pauvre esprit ! On ne saurait réciter de façon plus plate ni plus ridicule qu'il ne le fit son couplet d'admiration béate à l'endroit des hommes d'Etat de la Grande Roumanie et son couplet contre le péril bolcheviste.

Quant aux ministres, il est exact que nous fûmes reçus par eux, sur notre demande et que nous ne déclinâmes point l'honneur de leur poignée de main, si nous estimâmes devoir décliner quelque autre marque de civilité ; quant à ces ministres par les soins desquels nous fûmes conduits à Constanza, sous bonne escorte et embarqués à bord du Carol I^{er}, il n'est que trop évident qu'ils sont pénétrés d'une double certitude :

« Il y a un péril bolchevique de l'autre côté du Dniester. »

« La Roumanie est le rempart de la civilisation contre les barbares ! »

Pauvre Roumanie qui compte encore 80% d'illettrés contraints à la garde du Dniester, alors que ses trop nombreux soldats sont misérablement vêtus et que ses instituteurs crèvent de faim avec des salaires de 1.500 à 3.000 leis par mois, environ 150 à 300 Frs.

Faut-il demander au compte de qui cette garde est montée et si les Morarescù se paient peu ou prou, sur le pays qui paie les hommes d'Etat qui revendiquent pour leur pays une telle charge et un tel honneur !

Je songeai à ces choses lorsque M^r Tatarescu nous parlait avec des pleurs dans la voix de ses pauvres gendarmes mal payés — la Roumanie n'est point riche — et qui tombent sous les coups des méchants bolcheviks....

Maintenir l'ordre en Bessarabie, maintenir l'ordre aux confins de l'Europe capitaliste n'exclut point la possibilité de s'y enrichir, ni de devenir, quelques crimes aidant, un héros national.

L'auxiliaire, l'adjutant des Morarescù, c'est la terreur, « la frousse ». L'Adeverul (1^{er} décembre) le constate. Médecins et paysans sont terrifiés : le D^r Yonuescu obéit, rédige les certificats requis, les paysans se taisent et se terrent !

Panaït Istrati trace de la Roumanie présente (Quotidien du 14 décembre 1925) un tableau pénible :

« Vous croyez, écrit-il qu'une nation peut encore, à notre époque, disposer d'elle-même, ou au moins trouver son salut en elle et par elle-même ? »

Comment le pourrait-elle la Roumanie ?

Tout ce qu'elle a eu comme élément d'avant-garde à été tué ou emprisonné. Etat de siège. Pas de presse. Pas de droit de réunion, sans la présence du commissaire. On n'écrit et on ne parle que de ce qui est contrôlé et approuvé par le gouvernement.

L'opposition ? trois ou quatre groupements qui contemplant les fenêtres du Palais Royal, dont ils attendent le pouvoir et la fortune.

Tout en bas, une population en guenilles qui craint la fusillade. Au-dessus de tous : une poignée de gouvernants et leur armée de partisans qui détiennent toute la fortune du pays.

Pauvre Roumanie !

Vernochet brosse un tableau rapide de la terreur blanche en Bulgarie et conclut par un appel vibrant à l'unité contre le fascisme.

Discours de Compère-Morel

L'apparition du député socialiste sur la scène donne lieu à une manifestation touchante : toute la salle éclate en un cri immense et prolongé : « Unité ! Unité ! Unité ! »

Le citoyen Compère-Morel dit que lorsqu'il a été prié de prendre la parole à cette démonstration contre le fascisme, il a répondu immédiatement présent.

Il a répondu présent parce que le fascisme est la manifestation d'un état d'esprit et de faits réactionnaires et contre-révolutionnaires.

Le fascisme est l'organisation de combat du capitalisme contre les revendications du monde du travail.

Tant que le prolétariat était subjugué par le capitalisme et n'avait pas encore conscience de sa puissance et de ses possibilités d'émancipation, le capitalisme se satisfaisait de son pouvoir économique et de sa domination sur l'Etat qu'il avait asservi.

Le citoyen Compère-Morel expose qu'au fur et à mesure que les forces révolutionnaires du prolétariat s'accusent par une organisation politique et économique plus développée, le capitalisme sent la nécessité de fonder des ligues et des faisceaux pour les opposer, dans la rue, l'atelier et dans les manifestations publiques, aux forces ouvrières politiquement et syndicalement groupées.

Il met en garde le monde du travail contre les dangers du fascisme qui, dans les Balkans, est entretenu et protégé par des nations occidentales qui veulent s'en servir pour des fins impérialistes.

Le fascisme, comme la dictature personnelle, peut, des Balkans, venir vers les nations occidentales, créé par un capitalisme apeuré.

Le seul moyen d'empêcher ces formations de combat contre-révolutionnaires de naître et de se développer, c'est de leur opposer toutes les forces ouvrières unies.

Pour lui, le prolétariat étant un, il ne peut y avoir qu'une seule expression politique et syndicale.

Il a connu, lui aussi, dans sa jeunesse, des divisions entre socialistes et révolutionnaires, elles ont, par la force des choses, disparu.

Il en sera de même dans le présent.

Que chacun y mette du sien et contre le fascisme l'Unité révolutionnaire sera.

La salle ponctue la fin du discours du leader socialiste par des cris répétés d'unité et par l'Internationale qui retentit comme un chant d'espoir !

Discours de Victor Basch

Le citoyen Victor Basch, professeur à la Sorbonne, vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme, s'est chargé plus spécialement de parler du fascisme hongrois et du récent scandale des faux-monnayeurs patriotes.

Victor Basch a fait un exposé dans la forme vigoureuse et humoristique qui lui est propre. Il a montré comment la réaction hongroise, après avoir versé à flot le sang des communistes et des Juifs, a tenté, à la faveur d'une intrigue ignominieuse, de renverser la situation en Europe et de rétablir, avec l'aide des fascistes d'Allemagne et de Bavière, les trônes des Habsbourg et Wittelsbach, et des Hohenzollern.

Examinant les dernières données du scandale de Budapest, il a insisté sur la complicité du comte Bethlen, président du Conseil, avec les faux-monnayeurs et donné lecture de la lettre de ce dernier, lettre qui établit cette complicité.

Victor Basch, parlant ensuite de l'antisémitisme, a montré que la réaction en Hongrie et en Roumanie s'est particulièrement manifestée par les violences exercées contre les Juifs.

La grande assistance a fait le meilleur accueil au citoyen Victor Basch, qui, en cette circonstance, comme en tant d'autres, a montré son dévouement à la cause de la justice des peuples opprimés.

Discours de Marcel Willard

Maître Willard parle ensuite au nom du Comité de Défense. Il analyse la situation générale dans les Balkans. Dans la Hongrie

fasciste les réactionnaires, avec leur chef Horthy et Bethlen, sont pris aujourd'hui dans le scandale de la fabrication de fausse monnaie au détriment de la France. C'est le couronnement de l'œuvre de violence réactionnaire qui dure dans ce pays depuis la chute du gouvernement de Karoly et de la République Soviétique.

En Yougoslavie, la réaction se manifeste surtout par la répression du mouvement prolétarien et des minorités nationales croate, slovène, monténégrine, macédonienne.

En Grèce le général Pangalos vient d'aggraver sa dictature. Il manifeste à l'extérieur des sentiments de plus en plus belliqueux, en même temps qu'il supprime toutes les libertés dans le pays, à l'imitation de son maître Mussolini.

En Roumanie, « pays victorieux », nous voyons les paysans plus malheureux que jamais, réduits à la misère et au servage, les Juifs traqués et traités en étrangers. Les Bessarabiens massacrés, ruinés et affamés systématiquement.

C'est à la malheureuse Bulgarie que doit échoir la palme pour le fascisme et la terreur blanche. Là, malgré les apparences du changement ministériel, c'est la Ligue Militaire qui fit le Coup d'Etat du 9 juin 1923, qui est toujours au pouvoir. Les prisons sont pleines. Les tortures et les assassinats continuent. Le projet d'amnistie, déposé par M^r Tsankoff, et repris avec quelques modifications par M^r Liaptcheff, ne constitue qu'une sinistre duperie.

Telle est la situation générale dans les Balkans. Tous les honnêtes gens sont d'accord pour constater et déplorer de pareils faits. Mais où sont les causes ?

Il faut les chercher d'abord dans les traités de spoliation et d'injustice qui ont terminés la grande guerre. Le droit des nationalités a été, en maints endroits de la péninsule balkanique, méconnu d'une façon criante. La situation ainsi créée est instable et ne peut manquer de susciter des conflits de toutes sortes. Le remède ne peut être cherché dans l'action des gouvernements qui se disent démocratiques, car nous les voyons à toute occasion fraterniser avec les fascistes et même recevoir cérémonieusement à la Société des Nations, un Tsankoff, couvert du sang de 20.000 Bulgares.

Les opprimés doivent chercher leur salut en eux-mêmes, dans leur union et aussi dans l'alliance avec les prolétariats occidentaux et des hommes de cœur de tous les pays.

Pour notre part, nous avons voulu, non pas seulement parler, mais agir. C'est pourquoi nous avons constitué le Comité de Défense. Celui-ci peut s'enorgueillir d'avoir efficacement contribué aux premiers résultats qui ont été obtenus, tant en Roumanie qu'en Bulgarie. Mais la tâche est immense, et il faut la poursuivre.

Nous réclamons pour tous les pays balkaniques l'abrogation des lois d'exception, l'amnistie effective et sans restriction, le rétablissement des droits de coalition, des associations pour les ouvriers, la cessation des intrigues occidentales et des manœuvres impérialistes des grandes puissances dans les Balkans, l'affranchissement des minorités nationales et l'accès au pouvoir de classes laborieuses.

Marcel Willard parle ensuite de la question macédonienne et il montre qu'elle ne peut être résolue que par le mouvement général non seulement du *peuple macédonien*, mais de *toutes les populations de la péninsule* pour établir enfin une libre Fédération balkanique où toutes les classes comme toutes les races pourront s'épanouir harmonieusement.

Ce sont, dit-il, en terminant, les Macédoniens surtout qui ont intérêt, en cessant les luttes fratricides dans lesquelles ils s'épuisent, de propager et de faire triompher la grande idée de la Fédération balkanique.

Discours de Henri Torrès

Maître Henri Torrès retrace à larges traits son voyage en Roumanie et en Bessarabie. Il décrit l'épouvantable dictature fasciste que fait régner là-bas l'oligarchie de grands propriétaires, d'industriels et de profiteurs groupés sous le nom de parti libéral et sous l'égide de M^r Bratiano.

Il montre les liens qui se sont noués à travers la péninsule balkanique entre les dictatures fascistes, dans l'aveuglement de la diplomatie française et il dénonce avec d'accablantes précisions les collusions entre Bratiano et Tsankoff, comme entre Bratiano et Horthy.

Il dépeint la Roumanie livrée au bon plaisir des militaires, officiers sans scrupules et gendarmes sans subsistances et sans solde qui se nourrissent et se payent sur l'habitant.

Il décrit les rigueurs et les horreurs de l'état de siège qui sévit là-bas 7 ans après la guerre et qui s'accompagne et s'aggrave de la suppression des libertés publiques, de l'institution d'une censure aussi ridicule que sévère, et de la multiplication des procès politiques devant des conseils de guerre impitoyables.

Evoquant alors le grand procès de Kichinev, il montre ce qu'est ce drame judiciaire, dans lequel il a joué avec énergie un rôle courageux : parvenant à forcer toutes les résistances, il a siégé à la barre des avocats, déposé des conclusions,

fait entendre ses protestations autorisées et pris contact, à la barre des géoliers, avec tous les accusés du procès.

M^e Henri Torrès explique que l'insurrection de Tatar Bouнар a été la réaction spontanée des paysans bessarabiens contre un abominable régime d'oppression physique, de violence morale et de misère économique.

Il marque que dans les persécutions roumaines aucun des éléments ethniques de la Bessarabie n'est épargné et que les Moldaves eux-mêmes qui avaient lutté sous les tsars pour l'incorporation de la Bessarabie à la Roumanie, sont les premières victimes de ce régime « libéral » qui se résume dans la bâtonnade, le massacre, le pillage et la famine.

Il rapporte avec une pathétique éloquence ses conversations avec les Chefs du parti Moldave qui pleurent sur leurs illusions perdues et sur le martyre de leurs compatriotes.

En appelant de toutes ses forces l'avènement de la Fédération des républiques balkaniques qui sera dans l'Europe orientale la seule garantie de la paix et de la civilisation, M^e Henri Torrès remercie tous ceux qui dans l'Europe occidentale, ignorante ou indifférente, collaborent à ce grand devenir.

Il dégage avec autorité la leçon de cette manifestation qui unit, pour l'institution de la justice politique et sociale dans les Balkans, le peuple ouvrier de Paris à des hommes comme le professeur Langevin, qui sont à travers le monde, l'honneur du génie français et la parure de l'esprit humain et qui continuent le soir leur enseignement de la journée, puisque c'est encore servir la science que de travailler contre la réaction pour le progrès et pour la paix, contre les forces de violence.

Discours d'André Berthon

C'est le citoyen André Berthon, député de Paris, qui a clos la série des discours.

Il a d'abord insisté sur la situation cruelle faite à M^r et M^{me} Léger, citoyens français, et à M^{me} Nicolova, française mariée à un Bulgare, depuis la répression des événements du 16 avril dernier.

On sait que M^r et M^{me} Léger et M^{me} Nicolova, pour avoir logé des hommes impliqués dans l'affaire de l'Attentat, ont été condamnés à mort.

— Ainsi, dit A. Berthon, même en admettant la thèse de l'accusation pour des actes qui auraient valu à cet homme et à ces deux femmes peut-être deux années de prison dans un pays civilisé, la justice de M^r Tsankoff a prononcé la peine capitale. Ce fut seulement sur l'intervention du Ministre de France à Sofia que la peine a été commuée en prison perpétuelle. Mais ce qui est monstrueux, c'est que, depuis le jour de leur arrestation, M^r Léger et sa femme et M^{me} A. Nicolova ont été victimes dans la prison des mauvais traitements systématiques. Nous protestons avec indignation contre ces faits et nous réclamons la libération immédiate de nos compatriotes.

André Berthon, dans un raccourci vigoureux, montra ensuite les responsabilités directes des puissances occidentales et en particulier de la France dans le développement du mouvement fasciste dans les Balkans.

— La Hongrie, dit-il, comme la Roumanie, comme la Bulgarie, ont été directement incitées par nos gouvernements à se constituer, sous prétexte de servir de bastion anti-soviétique, en gouvernements réactionnaires, ennemis des libertés les plus élémentaires. On peut donc dire que le fascisme balkanique est ainsi l'héritier direct de l'entente des Etats démocratiques d'Occident, et pour préciser, André Berthon fait la critique de la politique intérieure et extérieure du gouvernement français, et montre à ce sujet que des ministères comme ceux de M^r Hériot, Painlevé, Briand, qui comptent dans leurs rangs les chefs mêmes du Cartel des Gauches et les principaux dignitaires de la Ligue des Droits de l'Homme n'ont pas suivi une politique nettement différente de celle des gouvernements du Bloc National.

André Berthon termine son discours en se tournant vers le citoyen Victor Basch, de la Ligue des Droits de l'Homme, pour marquer l'espoir qu'à l'avenir celle-ci exige de tous ses membres et surtout de ceux qui sont ministres, une politique conforme aux principes de la Ligue elle-même.

Le professeur Langevin, au milieu des acclamations, donne lecture de l'ordre du jour suivant :

Les citoyens réunis le 22 janvier, salle Wagram, sous la présidence du citoyen Langevin, professeur au Collège de France, à l'appel du Comité de Défense des victimes de la terreur blanche en Bulgarie et dans les Balkans.

Remercient les orateurs des diverses opinions qui ont apporté leur concours pour une manifestation commune en faveur des malheureux peuples opprimés par le fascisme.

Ils saluent cette union et expriment le vœu qu'elle se maintienne pour les démonstrations plus amples encore.

Ils déclarent encore que la lutte doit être continuée avec une énergie accrue contre tous les gouvernements de terreur blanche dans les Balkans.

En Bulgarie, où le fasciste Liaptcheff, qui a pris la succession du ministre-assassin Tsankoff, affirme cyniquement qu'il suivra

l'œuvre de son prédécesseur et présente, comme don de joyeux avènement, une caricature d'amnistie, véritable outrage pour le peuple bulgare et pour l'opinion mondiale.

En Roumanie où le gouvernement Brătianu écrase les travailleurs, martyrise les paysans bessarabiens rattachés contre leur gré au trône de Ferdinand de Hohenzollern, brime toutes les minorités nationales et cherche à répandre cette peste héritée du moyen âge qui s'appelle l'antisémitisme.

En Hongrie, où le régime de Horthy, établi par la force des baïonnettes françaises contre le peuple hongrois, trébuche dans la honte du faux-monnayage patriotique.

En Grèce, où les chefs du militarisme vaincu par l'étranger prennent leur revanche contre le peuple, déportent les militants des organisations prolétariennes dans les îles de la mer Egée et, sous l'apparence républicaine, établissent la dictature la plus rétrograde.

En Yougoslavie enfin, où se maintient contre les travailleurs, ouvriers et paysans et contre les minorités nationales, un régime d'oppression économique et politique.

Les citoyens réunis à l'appel du Comité de Défense constatent que la misère des nations balkaniques a été aggravée par les traités de paix impérialistes issus de la guerre du Droit qui devait libérer les opprimés.

Ils constatent en outre que les démocraties occidentales n'ont rien fait, malgré les règles de justice internationale proclamées par la Société des Nations, pour arrêter Tsankoff assassinant 20.000 Bulgares, Brătianu décimant la Bessarabie, ou aujourd'hui Pańgalos refaisant de la Grèce, vieille terre de liberté, une terre de servitude comme au temps des sultans turcs.

Ils affirment que le salut des peuples opprimés doit être l'œuvre des peuples balkaniques eux-mêmes, qu'ils doivent s'unir contre les dynasties et les gouvernements de proie qui les rongent et se grouper dans une libre fédération où toutes les races pourront se réconcilier et vivre fraternellement.

Ils s'engagent à continuer la lutte entreprise par le Comité de Défense.

Et se séparent aux cris de : A bas le fascisme international ! Vive la Fédération balkanique ! Vive l'émancipation des races et des classes par l'union mondiale des travailleurs manuels et intellectuels !

Excellente journée pour l'idée lumineuse, féconde et belle dont *La Fédération Balkanique* est le porte-parole.

Paris

Boris

Le ministère Liaptcheff à l'œuvre

Deux mois viennent de s'écouler depuis que Liaptcheff a remplacé Tsankoff. Dans ce laps de temps il a donné des preuves plus que suffisantes de ce que son gouvernement suit imperturbablement le chemin de Tsankoff, et qu'il applique les mêmes méthodes gouvernementales que le professeur sanguinaire. Pourrait-il en être autrement ?

Le gouvernement Liaptcheff, tout comme celui de Tsankoff, est issu du parti « Demokratiticheski Zgovor », parti dirigé par les facteurs irresponsables groupés dans la Ligne Militaire. Le commandant de cette Ligne est, on le sait, le général Volkoff qui, chez Liaptcheff comme chez Tsankoff, dirige le ministère de la Guerre et tient par conséquent sous son commandement la force armée du pays. Volkoff a aussi sous ses ordres les quelques milliers d'officiers de réserve bien armés, ainsi que les quelques centaines de bandits de Protoguéroff.

Nous avons salué le « nouveau » gouvernement comme il le méritait : avec dégoût et aversion. Nous sommes actuellement en état de prouver, faits en mains, que le système de violence, de terreur et de meurtres continue en Bulgarie, et que le peuple bulgare vit sous le régime Liaptcheff dans les mêmes conditions insupportables qu'auparavant.

Le troisième projet de loi pour l'amnistie politique avait été déjà élaboré sous Tsankoff. Le gouvernement Liaptcheff accepta le projet tout entier de son prédécesseur et le fit voter au Parlement. Au lieu de donner une amnistie complète et sans conditions à ceux qui sont des adversaires politiques irréductibles de la dictature de la Ligne Militaire — qui se trouvent dans les prisons ou ont fui au delà des frontières — le gouvernement Liaptcheff a octroyé une amnistie aux voleurs, aux maraudeurs, aux spéculateurs, aux criminels de droit commun qui étaient poursuivis par les lois de l'Etat bourgeois. Non seulement il les libéra tous des prisons et de toute responsabilité pénale et civile, mais il supprima aussi les amendes auxquelles ils avaient été condamnés.

De plus, ce gouvernement fit voter un article spécial dans la loi d'amnistie par lequel l'Etat s'oblige à payer à quelques dizaines de spéculateurs, dont les biens ont été confisqués, des indemnités s'élevant à 87 millions de lewas.

Tandis que Liaptcheff agit de la sorte envers les spéculateurs et les voleurs, il laisse périr dans les prisons et errer à l'étranger 5.000 à 6.000 ouvriers, paysans et intellectuels bulgares. Les trois quarts des citoyens bulgares condamnés pour « délits »

politiques ne sont pas atteints par l'amnistie. Le ministre de la Justice lui-même déclarait dans l'organe gouvernemental *Svobodna Retch* que des 2.240 condamnés par la loi sur la sécurité de l'Etat, 1.005 seulement seront amnistiés, soit moins de la moitié.

La vie des citoyens est menacée des mêmes dangers qu'auparavant. On continue à assassiner et à jeter des bombes dans les demeures privées, tout comme sous Tsankoff.

Quelques jours après le procès des « conspirateurs » à Sevlévo, au début du mois de février dernier, l'avocat Make-donsky, du parti radical, reçut une lettre par laquelle il était menacé de mort s'il se chargeait de la défense des « conspirateurs ». Une personne inconnue jetait, le 10 du même mois, une bombe dans une fenêtre de la demeure de Makedonsky, se trouvant vis-à-vis des casernes militaires, qui n'explosa pourtant pas et tomba dans la rue. Cette personne n'a pas été arrêtée. Le gouvernement s'efforce de présenter cela comme une « affaire enfantine » — on le voit des « informations » que l'organe personnel de Liaptcheff, *Zora*, publie relativement à cet attentat. Mais nul prend au sérieux ces explications ridicules. Le but de l'attentat est clair : terroriser les avocats pour qu'ils ne se fassent pas les défenseurs des « conspirateurs », c'est-à-dire des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

Sous Liaptcheff aussi, les meurtres continuent de plus belle et les assassins restent introuvables. La protestation qu'adressèrent 800 familles d'un village des alentours d'Orkhanie, aux portes de Sofia, au ministre-président (nous avons reproduit cette protestation dans le numéro précédent de notre journal), disant que depuis le 9 juin 1923 ils vivent dans l'inquiétude et la terreur, demandant où aller pour sauver leur vie, donne une idée claire de l'enfer dans lequel vivent les citoyens bulgares.

Sous Liaptcheff, tout comme sous Tsankoff, les facteurs irresponsables continuent, sans être dérangés, à semer la terreur parmi la population bulgare. Ils prirent une part active à la terrorisation qui fut exercée dans tout le pays sur les électeurs, lors des dernières élections municipales. Ce furent eux qui, sous menace de mort, forcèrent les électeurs de la région de Pétritch — en Macédoine sous la domination bulgare — à voter pour les listes gouvernementales (nous nous arrêterons plus loin sur les agissements des facteurs responsables et irresponsables du pouvoir pendant ces élections). Nous énumérerons ici des cas de menaces et de violences des facteurs irresponsables.

A Lom et à Razgrad, comme d'ailleurs partout en Bulgarie, il y a des groupes d'une organisation « patriotique » nommée « *Rodna Zachtita* ». Le président de cette organisation est l'assassin bien connu des ouvriers et des paysans en septembre 1919, le général Chkoinoff, qui, par ordre du ministre de la Guerre d'alors Liaptcheff — le ministre président actuel — massacra quelques milliers de paysans et de soldats-ouvriers qui, retournant du front, voulurent établir un gouvernement populaire en Bulgarie.

Les membres de cette organisation, dans les villes nommées plus haut, battent et menacent les citoyens bulgares israélites, pour les forcer à quitter la Bulgarie et à émigrer en Palestine. Les journaux de l'opposition légale, en commentant ces illégalités, disent que des agents de cette organisation, comme de beaucoup d'autres organisations contre-révolutionnaires secrètes, obligent les citoyens bulgares, surtout les israélites, à acheter différents livres, portraits, etc., ramassent de l'argent pour des « buts patriotiques », menacent et battent les gens — et ils demandent aux « gardiens des lois » en Bulgarie si l'article 1 de la loi sur la Sécurité de l'Etat existe encore dans ce pays ?

Oh ! la question naïve ! La loi sur la Sécurité de l'Etat vise les ouvriers et les paysans, et non les différentes organisations contre-révolutionnaires fascistes. Est-il possible qu'un pouvoir fasciste poursuive ces organisations qui sont les plus forts appuis de la dictature ?

Les actes de terreur contre les « conspirateurs » continuent sous Liaptcheff. Les tribunaux départementaux de Tinovo et de Sofia firent récemment deux procès et condamnèrent sept ouvriers à des travaux forcés de 10 à 15 ans et à des amendes s'élevant à plus d'un million de lewas.

Sous Liaptcheff non plus — tout comme c'était le cas sous Tsankoff — il n'y a pas de presse ouvrière. La liberté de la presse, de la parole, des réunions, des associations n'existe que pour les assassins du peuple, pour les banquiers et les spéculateurs.

Tsankoff supprimait tous les journaux qui n'approuvaient pas son système de meurtres. Liaptcheff en fait de même.

Deux journaux populaires très modérés, le *Zemia i Troud* et *Novini*, paraissaient à Sofia depuis quelques semaines. Liaptcheff ne put les tolérer. Après que l'un d'eux, le *Novini*, fut confisqué à deux reprises, tous les deux furent dernièrement suspendus et leurs rédacteurs arrêtés. On ignore encore quel sera leur sort.

Liaptcheff ne peut même pas supporter des journaux syndicalistes — à tel point il est l'ennemi des ouvriers. Le journal syndical *Edinstvo* paraissant à Sofia est non seulement soumis à la censure la plus sévère, mais sa propagation est interdite par la Sécurité Générale. Les organes responsables et irrespon-

sables de Liaptcheff confisquèrent les numéros de ce journal dans quarante villes bulgares, proférant des menaces contre ses gérants. Lorsque la rédaction protesta publiquement contre ces illégalités des autorités gouvernementales, elle fut ouvertement menacée par les journaux gouvernementaux, et leur acte de protestation fut qualifié de « trouble de l'ordre public », d'« insolence », et de « dévergondage »...

Tout comme sous Tsankoff en novembre 1923, lors des élections législatives, et plus tard, lors des élections municipales et départementales, tous les moyens de terrorisation morale et physique dont un gouvernement est capable ont été appliqués sous Liaptcheff lors des dernières élections municipales.

Le 14 février dernier eurent lieu les élections municipales dans 72 villes en Bulgarie.

Liaptcheff déclara que les élections se feront en toute liberté — mais en réalité il appliqua les mêmes moyens de terrorisation et de violence dont se servait son prédécesseur. Nous laisserons parler des illégalités et des arbitraires du gouvernement les journaux de l'opposition légale *Zname, Radical, Narod, Nezavisimost*.

A *Sliven*: terreur et arrestation de propagandistes et des candidats de l'opposition; un attentat fut commis dans la demeure d'un social-démocrate. *Doumitza*: quatre officiers pénétrèrent dans le club du parti social-démocrate et arrêtaient les deux candidats, Dr Palamareff et S. Yanef. *Région de Doumitza*: le député du parti gouvernemental, un des décapiteurs de Protogouérouff, Tasko Stoilkoff, cria publiquement: « Battez! battez à mort! gagnez les élections, et l'amnistie vous attend. » *Pechtera*: des bandes circulent à travers la ville et terrorisent les électeurs de l'opposition. *Nova Zagora*: un député de l'opposition fut arrêté; les cartes d'électeurs sont tenues par un fonctionnaire gouvernemental qui les distribue à qui il veut; on donne aux fonctionnaires d'Etat et municipaux des bulletins marqués pour savoir ceux qui n'auront pas voté pour la liste gouvernementale; des jeunes gens mineurs ont été invités à voter, et quelques agents gouvernementaux ont voté à plusieurs reprises. On force les réfugiés à voter pour la liste du gouvernement. *Haskovo* et les villages d'alentour: quatre citoyens furent arrêtés, et de mémoire des habitants, il n'y eut de terreur pareille à celle qui y fut exercée lors de ces élections. *Région de Stara Zagora*: on arrête des maires appartenant à l'opposition. *Aitos*: des provocations et des attaques contre des réunions de l'opposition, à la suite de quoi on arrêta le 7 février 15 citoyens, qui sont encore détenus. *Tatar Pazardjik*: des gens terrorisés et battus; trois personnes couvertes de sang et leurs corps rendus informes. *Radomir*: terreur et arrestations. *Pleven* et les environs: des arrestations et des bastonnades dans le chef-lieu de l'arrondissement: les commissariats de police sont remplis de gens arrêtés. *Razgrad*: attaque des réunions de quartiers. *Choumen*: menaces de « faire disparaître sans traces ». Là et à *Provadia*: interdiction des réunions d'arrondissement de la droite de l'Union Agraire. *Lovetch*: arrestations et internement dans les villages de l'arrondissement. *Troyan*: terreur. *Lom*: menaces et arrestations; des agents de police, se trouvant en état d'ivresse, profèrent des menaces et se livrent à des actes de fureur. *Belogradchik*: le préfet du département rassemble les citoyens dans la préfecture de l'arrondissement, place son revolver sur la table et leur déclare que les « conspirateurs » seront poursuivis, que les événements de septembre (massacres d'ouvriers et de paysans) se répéteront! *Roussé*: les autorités distribuent des cartes d'électeurs à qui ils veulent et enlèvent celles des personnes sympathisant avec l'opposition, etc., etc.

Ce sont des renseignements que nous puisons en hâte dans la presse bulgare. La terreur a été générale avant et après les élections. Elle a atteint des villes et des villages (une semaine après les élections dans les villes, des élections devaient avoir lieu dans 2.381 communes villageoises, sur lesquelles nous n'avons pas encore de renseignements). La terreur et la violence étaient dirigées contre tous les partis de l'opposition.

Malgré que les autorités eurent recours à de telles ferocités, malgré la campagne électorale des ministres, des députés et de tous les fonctionnaires civils et militaires, malgré leurs promesses et menaces — le gouvernement Liaptcheff perdit les élections.

En examinant les résultats des élections il faut ne pas perdre de vue que les agrariens et communistes étaient privés de toute possibilité de développer une propagande quelconque; ils n'avaient même pas un journal, ils ne purent pas même publier un appel; on leur interdit de convoquer des réunions ou faire de la propagande individuelle et, dans beaucoup d'endroits, ils ne purent même pas faire légaliser leurs listes de candidature et avoir leurs représentants dans les bureaux électoraux — tellement ils étaient persécutés par les autorités.

Et, même dans une pareille situation, les résultats électoraux ont été les suivants: En tout, 180.000 électeurs ont voté dans 72 villes; 72.000 électeurs, ou les 40%, votèrent pour le parti du gouvernement et 108.000, ou les 60%, pour l'opposition.

Le gouvernement obtint à SOFIA 10.500 voix, ou $\frac{1}{3}$, et l'opposition: 21.300 voix, ou $\frac{2}{3}$. A Varna, le gouvernement obtint 2.670 voix, ou $\frac{1}{4}$, et l'opposition 8.580 voix, ou $\frac{3}{4}$; à Sliven: 1.540 et 4.000, ou $\frac{1}{4}$ et $\frac{3}{4}$.

Les voix de l'opposition se répartissent de la manière suivante: 26.400 électeurs votèrent pour les communistes et les agrariens; 24.400 pour les national-libéraux; 17.000 pour les démocrates; 11.300 pour les social-démocrates; 11.000 pour les stambolovistes; 6.700 pour les radicaux; 4.800 pour la coalition des radicaux et des démocrates; 2.600 pour les artisans, et 770 pour les réfugiés.

Le gouvernement Liaptcheff est battu, et bien battu. Le peuple bulgare a prononcé sa sentence contre ce gouvernement, contre le règne par le feu et le fer, contre les « disparitions sans traces », contre les meurtres « en tentative de fuite », contre les crimes que l'Entente Démocratique de Tsankoff et de Liaptcheff, la Ligue Militaire des généraux Volkoff et Rousseff, Kimon Guéorguieff et St. Vassileff, et la bande criminelle de Protogouérouff et Iv. Mikhaïloff exercent sur le peuple bulgare depuis le 9 juin 1923.

Le peuple bulgare s'est prononcé; il a dit que le gouvernement Liaptcheff est aussi tyrannique et criminel que l'était celui de Tsankoff.

Le 14 février, le peuple bulgare a dit son mot décisif.

Le gouvernement de la dictature sanglante doit s'en aller.

G. Kazanovsky

Les élections municipales en Roumanie

Pour pouvoir apprécier le résultat des élections municipales qui ont eu lieu en Roumanie les 18, 19 et 20 février, il faut d'abord le comparer à celui des élections pour les Chambres agricoles du 25 août de l'année passée, mais en tenant compte de deux choses: *Premièrement*: aux élections agricoles d'août le bloc oligarchique était composé des partis *libéral, populiste, hongrois et allemand*, et le bloc d'opposition des partis *paysan et national*. Aux élections municipales le bloc oligarchique a perdu les populistes (général Avarescu), qui se sont rangés, non sans certaines intentions perfides, dans le front de l'opposition (nous parlons pour le moment seulement des villages — dans les villes le front anti-libéral comprenait les social-démocrates et le bloc de la démocratie ouvrière et paysanne). Donc un premier affaiblissement du bloc oligarchique. *Deuxièmement*: aux élections agricoles d'il y a six mois n'ont pris part, conformément à la loi, que les propriétaires d'au moins trois hectares de terre, c'est-à-dire les éléments ruraux qui sont par leur situation les moins enclins au radicalisme. Aux élections municipales participèrent, au contraire, quand ils n'y ont pas été empêchés par la violence ou par des fraudes, aussi les paysans possédant moins de trois hectares de terres ou ne possédant pas de terres du tout, c'est-à-dire les catégories plus pauvres, et partant plus radicales, qui constituent la majorité de la population villageoise. Nous ne parlons pas ici des villes où, aux élections municipales actuelles, ont participé des couches encore plus radicales et avancées, tels que les ouvriers de l'industrie, ou des couches profondément mécontentes du régime libéral, tels que les employés de l'Etat, les artisans, les petits patrons, les petits commerçants, etc. Donc, un second et décisif affaiblissement des positions oligarchiques dans les élections municipales.

Et pourtant, dans les élections agricoles le bloc de l'opposition a battu le bloc oligarchique, conquérant les 43 des 76 Chambres agricoles. Dans les élections municipales, le bloc de l'oligarchie a pris dans les villages 5.601 mairies des 6.685 dont on connaît jusqu'ici les résultats définitifs. Comment expliquer ceci? Est-ce que depuis août jusque février les libéraux auraient transformé leur politique oligarchique en une politique paysanne et auraient conquis la sympathie des masses villageoises? Qu'à Dieu ne plaise! Le procès de Tatar Bounar, la famine, les inondations indiquent ce qu'il en a été. Et pourtant, ils ont 83% des conseils municipaux dans les villages. C'est au moins ainsi qu'ils interprètent les résultats.

Il est vrai que les dirigeants de l'opposition contestent cette interprétation. Ils disent: d'une part, dans les 4.250 des 8.700 mairies rurales existant en Roumanie, les listes prétendues gouvernementales sont proclamées élues sans vote, parce qu'une seule avait été enregistrée, les listes de l'opposition ayant pour la plupart été repoussées pour des raisons de procédure; d'autre part, ceci ne signifie point que toutes ces 4.250 listes aient été purement gouvernementales, beaucoup de ceux qui ont été proclamés de par ces listes étant agrariens ou nationalistes. Nous ne savons pas encore dans quelle mesure cette explication de l'opposition correspond à la réalité. Mais ce que nous savons, c'est que les chefs nationalistes et agrariens, d'accord avec le roi, c'est-à-dire avec l'oligarchie, ont décidé dès le premier moment « à ne pas mener de lutte dans les campagnes », « à ne pas exposer les habitants aux persécutions et à la vengeance administratives », « à ne pas troubler les hommes dans leur travail », « à ne pas donner un caractère politique aux élections dans les villages » — c'est-à-dire que les chefs de l'opposition ont capitulé en face de la Cour, qui ne veut pas qu'on excite les villages — et ils n'ont pas opposé à l'oligarchie des listes, dans bien des communes rurales, dans

l'illusion que par là ils conquerront la faveur du roi, leur unique espoir pour leur avènement au gouvernement.

Dans de telles conditions le résultat des élections municipales dans les villages ne peut donc pas présenter une image de la force et de la « popularité » de l'oligarchie : c'est à peine s'il peut présenter une image de la platitude ignoble des chefs de l'opposition démocratique, une image de leur désorientation et de leur impuissance. Mais ce qui est en tout cas sûr, c'est que le résultat des élections dans les villages prouve le degré de la terreur et des fraudes des autorités. Ne serait-il pas vraiment grotesque que d'accepter comme correspondant à la vérité ce résultat : le parti bancaire des grandes villes vainqueur chez les paysans, et le parti paysan battu dans les villages !

Par contre, le résultat dans les villes est clair et éloquent. Pour pouvoir l'apprécier il faut, ici aussi, tenir préalablement compte de quelques faits. La grande majorité des habitants ayant le droit de vote fut écartée, par des faux et des obstacles administratifs, des inscriptions sur les listes électorales. Ainsi, par exemple, à Bucarest, des 800.000 habitants dont au moins les 250.000 possédaient le droit de vote, ont été inscrits sur les listes électorales seulement 54.000. Puis, une petite partie seulement de ces inscrits, parfois pas même la moitié, put recevoir des cartes pour voter. Sur beaucoup de points, des quartiers ont été déclarés pour la durée des élections contaminés de maladies contagieuses, et encerclés par des cordons de police, et les électeurs furent ainsi empêchés de se rendre au vote (le cas de Beltz et d'ailleurs). Enfin, avec des fausses cartes d'électeurs on fit voter les agents du gouvernement. A Bucarest on a appréhendé 4 sergents de ville, travestis en civil, votant avec des cartes électorales appartenant à des tiers ; mais au grand ébahissement des candidats libéraux, même ces agents achetés par le gouvernement avaient voté pour les listes de l'opposition. Nous ne parlons pas ici du mécontentement provoqué dans les masses pour l'autre capitulation des chefs de l'opposition : renoncement à leur programme qui contenait l'abrogation de la Constitution libérale, des lois d'exception, l'amnistie générale, etc., abdication qui sans doute a détourné beaucoup d'électeurs radicaux du vote. Et cependant, malgré toutes ces fraudes et tous ces obstacles, malgré toute cette terreur qui en dehors de centaines d'arrestations et de blessés, a causé aussi six morts, le bloc de l'oligarchie a été écrasé, broyé dans les villes. Il n'a pu prendre aucune des capitales des dix provinces (Bucarest, Jassy, Klausenburg, Cernowitz, Kichenev, Temesvar, Constantza, Craiova, Oradia-Mare et Bazardjik) et aucun des ports danubiens. De même, le gouvernement a perdu la plupart des villes des provinces. Le front-unique anti-oligarchique, qui comprenait aussi les social-démocrates et le bloc de la démocratie ouvrière et paysanne, a été élu ici à de grandes majorités : à Bucarest, par exemple, par 17.000 voix sur 24.000 ; à Kichenev par les 92% des voix. Le résultat des élections dans les villes est d'autant plus caractéristique qu'il signifie, d'une part, une défaite des libéraux, c'est-à-dire de ce parti qui a des racines dans la bourgeoisie des villes industrielles et commerciales, et d'autre part une victoire en premier lieu des organisations ouvrières, mais aussi du parti paysan qui a été « battu » dans les villages !

Mais considérons le résultat des élections, non pas seulement d'après la géographie sociale, mais d'après la géographie nationale aussi. Prenons les provinces annexées. Le tableau devient alors plus éloquent encore, ce qui ne veut pourtant pas dire qu'il est toujours réjouissant. Commençons par la partie la moins réjouissante. Là où les démocrates minoritaires ont capitulé devant les réactionnaires minoritaires, et ensemble, ont pactisé avec l'oligarchie libérale, là, et ce non seulement à la campagne mais aussi dans nombre de villes, les listes gouvernementales ont vaincu. Ce fut le cas dans la Transylvanie. Ceci montre que, quoique à l'oppression politique s'ajoute l'oppression nationale, des couches minoritaires encore larges ont suivi les chefs réactionnaires et carriéristes du parti hongrois ou allemand, malgré que ceux-ci aient trahi ouvertement les intérêts vitaux des masses minoritaires. En sont coupables aussi les partis roumains d'opposition qui, par leur indécision et leurs préjugés ou intérêts chauvins, ne se sont pas approchés des masses minoritaires. Là seulement où l'influence du parti communiste s'est fait ressentir, le bloc oligarchique des libéraux et des magnats a pu être jeté par terre. Les centres les plus importants ont été ainsi conquis par l'opposition (Klausenburg, Hermannstadt, Oradia-Mare, Temesvar, Kronstadt, etc.). Même à Oradia-Mare c'est le front-unique de l'opposition et des organisations ouvrières unitaires qui a vaincu, quoique dans cette ville les social-démocrates aient fait cause commune avec le bloc libéral !

Dans la Dobroudja le pourcentage des mairies conquises par l'opposition est important. Dans le district de Tulchea, par exemple, ce pourcentage fut de 75%, d'après l'*Adeverul* du 24 février. Il en fut de même en Boukovie.

Les résultats les plus significatifs sont ceux de la Bessarabie. Aucune ville n'y a pu être prise par le gouvernement. Et l'opposition y a été élue à des quasi-unanimités. A Kichenev,

par exemple, elle a obtenu 92% du total des voix exprimées. De même à Soroki et ailleurs. Par contre, le gouvernement est élu à Tatar Bounar ! Quel symbole....

Quant aux juifs, minorité dispersée sur tout le territoire, la masse a voté avec l'opposition — ce qui fait dire à la presse gouvernementale que la population juive a reçu des ordres des ... synagogues. La bourgeoisie juive, cependant, a donné, comme par le passé, la main à l'oligarchie.

Le bloc oligarchique a donc été en général politiquement broyé aux élections municipales. Mais ce serait une illusion que de nous imaginer que les libéraux quitteront pour cela le gouvernement. Ils ont fait les élections communales pour voir dans quelle mesure ils peuvent assurer une forme « légale » à la continuation de leur domination. Si nous supposons que l'opposition, luttant partout dans la campagne, eût conquis non seulement une victoire politique, mais aussi une victoire formelle — c'est-à-dire si elle avait eu la majorité absolue des mairies — les libéraux n'auraient pas non plus quitté le pouvoir, mais, voyant alors que les formes « légales » ne peuvent plus les servir, ils auraient passé outre : et la dictature ouverte, déclarée, en aurait été la conséquence. Mais comme l'opposition a renoncé à la lutte dans la plupart des villages, donnant ainsi aux libéraux la possibilité d'obtenir la majorité formelle dans le pays, la continuation du gouvernement et du régime oligarchique devient plus facile, parce que, grâce aux chefs de l'opposition, la forme « légale » est maintenue.

Sans une lutte décisive, l'oligarchie ne sera pas abattue. Et la politique de platitudes des chefs de l'opposition devant le palais ne signifie poins une lutte, encore moins une lutte décisive.

J. Mateescu

La situation de la coalition Pachitch-Raditch

Ces derniers temps divers conflits assez aigus éclatèrent au sein du ministère de coalition Pachitch-Raditch. Dans les circonstances actuelles, ils auraient pu avoir des conséquences, non seulement pour le gouvernement de l'« entente », mais aussi pour toute la vie politique et sociale de la monarchie Karadjordévitch. La presse yougoslave se cesse de parler sur la crise et les conflits qui déchirent le cabinet actuel.

On prétend devant l'opinion publique que les discours faits par Raditch en Dalmatie et la Bosnie-Herzégovine auraient pu empêcher le gouvernement actuel de continuer son travail. Les journaux de Pribitchévitch et toute la presse fasciste yougoslave interprètent les discours de Raditch comme un retour à son ancien programme républicain et séparatiste, et en profitent politiquement. Cette fausse interprétation de l'activité politique de Raditch fut acceptée par des partis de l'opposition qui ne sont point fascistes : comme le parti démocrate de Davidovitch, et le Dr Korochevz. Pachitch, qui connaît bien des choses, a vu dans l'attitude de Raditch une dérogation au contrat conclu entre les radicaux et les raditchiens, c'est pourquoi il demanda la publication de l'« Entente ». Après quoi il déclara : « Nous ayons publié ce document pour qu'on se rende compte que le parti radical n'a pas abdicé de son programme. » Il est compréhensible qu'une pareille déclaration, venant de Pachitch, ne dit pas grand' chose. Mais il est aussi compréhensible que Pachitch n'ait pu déclarer publiquement la vérité sur les voyages récents de Raditch, quoiqu'il sache qu'il s'agit de sa propre personne. La presse neutre, c'est-à-dire celle qui est tour à tour aux uns et aux autres, dépendant de ceux qui la payent et dont l'*Obzor* d'Agram est le représentant typique, défend Raditch et fait des courbettes à Pachitch. Il réconcilie, pour que le gouvernement de l'« entente » continue à rester compact, car l'*Obzor* en tire des profits.

A notre avis, ces derniers conflits qui ont éclaté en Yougoslavie, doivent être compris d'une toute autre façon. C'est-à-dire qu'il faut pénétrer leur véritable caractère et leur cause.

Il ne s'agit nullement ici d'une crise ministérielle, mais d'une crise de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. La monarchie Karadjordévitch, celle qui machina le procès de Salonique et qui inspira l'*Obznanina*, est fondée sur un grand nombre de crimes. Le plus ignoble est celui de Salonique, qui a divisé les gouvernants actuels de Yougoslavie en deux camps. D'un côté est le roi avec ses partisans, de l'autre Pachitch. Aujourd'hui ces deux camps ennemis luttent ouvertement l'un contre l'autre. C'est là la véritable cause de la dernière crise yougoslave, ainsi que de bien d'autres. Le conflit entre le roi et Pachitch éclata lors du gouvernement Davidovitch. Alors le roi essaya de se débarrasser de Pachitch, mais sans succès. Il fit le même essai pour la seconde fois pendant la conclusion de l'« entente » avec Raditch. En bon stratège Pachitch recula devant le roi, sans pourtant capituler. Depuis le début du gouvernement de l'« entente » jusqu'aujourd'hui, la lutte ne cesse de continuer un seul instant. Les disputes au sein du Club radical, entre le groupe de Pachitch et celui de Liouba Yovanovitch, qui défend la politique du roi, — ensuite l'écartement des officiers, membres de la Main Blanche, mais partisans de Pachitch et contre l'*Pami royal* Pierre Jivkovitch, certaines affaires de corruption

dirigées contre Pachitch qui n'était pas mis en cause personnellement (le procès Stojadinovitch-Radé Pachitch) — en sont des preuves.

Dans la lutte contre Pachitch, le roi utilise Raditch aussi qui, dès le début du gouvernement de l'« entente » fut avec le roi contre Pachitch. Ces dernières semaines, cette attitude devient de plus en plus ouverte.

Le roi voulait ouvrir une crise gouvernementale pour faire tomber Pachitch. Si Raditch voyagea en Bosnie et en Dalmatie, ce n'est pas par sa propre volonté ou pour rendre visite aux paysans pauvres et pour s'intéresser à leur sort, dans l'intention de les secourir, mais par ordre du roi, afin de faire une campagne contre Pachitch. C'était un voyage d'un courrier royal qui apportait dans chaque village qu'il visitait le salut du roi et répétait bien souvent dans ses discours : « Je sais qu'en retournant à Belgrade, j'aurai des difficultés pour les paroles que je prononce ici, mais le roi est juste. » Quoique Raditch parle souvent à tort et à travers, nous pensons que cette fois il parla en agent conscient du roi.

La crise à laquelle s'attendait le roi ne vint pas. Et Raditch fut obligé de démentir devant la Skoupchtina tous ses discours. Il « s'est de nouveau entendu » avec Pachitch ! A nouveau, c'est l'armistice entre les camps adverses.

La question qui se pose est celle de savoir pourquoi la crise gouvernementale tant préparée ne se produisit pas ; et outre il s'agit de savoir la durée de la situation actuelle en Yougoslavie ? Nous répondrons facilement à ces questions. Il n'y eut pas de crise, car toute crise gouvernementale est en même temps la crise de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, suivie de mutineries armées. Le conflit entre le roi et Pachitch, qui date du procès de Salonique, est aujourd'hui tellement aigu, qu'il ne peut être résolu par la voie parlementaire et par aucun regroupement de partis. Pour que le roi écarte Pachitch, il est nécessaire qu'il risque un coup d'Etat, ce qui voudra dire la dictature de l'une ou de l'autre partie. Pachitch peut encore éviter les conflits armés et gouverner avec la démocratie réactionnaire, car grâce à son rôle dans le procès de Salonique, sa situation est meilleure que celle du roi, de Liouba Yovanovitch et de Pierre Jivkovitch. Mais vu le mécontentement qui règne dans les masses paysannes et ouvrières du pays, vu la corruption, le pillage et la situation économique précaire auxquels ont conduit les gouvernants actuels, cela ne pourra durer longtemps — d'autant plus que le même mécontentement règne parmi les minorités nationales chez lesquelles on veut étouffer toute conscience nationale.

Ainsi, la situation économique et politique de la Yougoslavie est telle qu'elle ne peut être résolue que par les armes. Elle pourra tourner en faveur des masses paysannes et ouvrières par la formation d'un gouvernement ouvrier-paysan, c'est-à-dire par la révolution. Dans le cas contraire, nous pouvons nous attendre d'ici peu à la dictature : de Pachitch, ou du roi et de sa clique militaire.

M. Vladimirov

La meurtrière Mencia Karniciou

En lisant la brochure parue en allemand sur le procès de la fille Mencia Karniciou, contenant les notes sténographiques des débats qui se déroulèrent devant les Assises de Vienne, c'est une page de l'histoire révolutionnaire de la Macédoine qu'on revit. Car le soir du 8 mai 1925 est une date pour les combattants de l'indépendance macédonienne. Todor Panitza n'était pas qu'un voïvode, mais le véritable chef d'un mouvement qui a des racines profondes parmi les paysans et les intellectuels révolutionnaires de la Macédoine. Son influence était telle, que de son vivant déjà, la légende s'était emparée de son nom dans le département de Sérres — véritable forteresse du fédéralisme.

Panitza était l'ennemi implacable et redoutable des autonomistes et de leurs maîtres — les impérialistes bulgares — qui cherchaient à le tuer depuis des années. Déclaré hors la loi, poursuivi, calomnié, recherché partout, il restait introuvable et insaisissable, parvenant toujours à dépister les agents de ses ennemis. Sa vie fut une suite de guerillas, dans lesquelles cet homme d'action par excellence faisait preuve de capacités extraordinaires.

Après le coup d'Etat de juin 1923, l'assassinat de Panitza était plus que pressant pour le régime sanguinaire de Tsankoff. Le sang des ouvriers et des paysans bulgares, que ces criminels firent couler par flots, ne leur suffisait pas. Ils commencèrent à envoyer des assassins à gages à l'étranger. C'est ainsi qu'un certain Tzitzonkov abattit à Prague, en 1924, Raïko Daskalov, leader de l'Union Agraire et le bras droit de Stambolijsky. (On apprend qu'il vient de se pendre dans la prison de Prague, — par remords de conscience, peut-être — où ils purgeait sa peine.)

Le Manifeste de Mai, que signèrent les trois membres du Comité Central de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne, et qui se déclarait pour le front-unique ré-

volutionnaire macédonien et balkanique, mit aux abois les satrapes soviètes. Se servant de Protoguéroff, ils firent assassiner, outre des dizaines de partisans du Manifeste, le chef même de l'Organisation, Todor Alexandroff, qui venait, du reste, de renier sa signature apposée au bas de ce document historique. Peter Tchaouleff, resté fidèle, fut condamné à mort par l'Organisation autonomiste de Protoguéroff et d'Ivan Mihailoff, qui recevaient leurs ordres de Tsankoff-Volkoff-Lazarov. Pour exécuter Tchaouleff, ils envoyèrent en Europe un obscur komitadjji, du nom de Stéfanov, qui réussit à le tuer à Milan, en décembre 1924, grâce à l'aide que lui prêtèrent les assassins professionnels attachés aux légations bulgares à l'étranger et jouissant de l'immunité diplomatique.

Assassiner Todor Panitza était chose difficile. S'il savait être audacieux, voire téméraire, dans les luttes armées qu'il livrait dans les montagnes macédoniennes, il savait aussi vivre en illégal dans un grand centre comme Vienne. Et les essais que faisait la bande autonomiste et les gouvernants bulgares pour venir à bout de Panitza, restaient toujours sans résultat. En fin de compte, ils trouvèrent en Mencia Karniciou l'instrument dont ils avaient besoin. Une fois bien stylée et instruite sur la mission qu'on lui confiait, munie d'argent et d'auxiliaires, la fille aux moeurs légères — connue comme telle dans certains cercles de Sofia — partait pour Vienne, car on avait eu vent que le chef révolutionnaire macédonien y séjournait.

Ayant pu s'introduire dans la famille de Panitza, elle commença à préparer son mauvais coup. Exagérant outre-mesure sa maladie, — la tuberculose — elle sut capter la confiance et la pitié de l'entourage du voïvode, et joua son rôle perfide jusqu'au bout. Si elle rencontrait des difficultés sur son chemin, elle allait à la légation bulgare consulter Antonov et ses amis. C'est cet individu aussi qui lui transmettait l'argent qu'elle recevait du gouvernement bulgare et des autonomistes. Quelques jours avant l'attentat il lui remettait sept millions de couronnes autrichiennes. Le jour même de l'affreux crime, il lui donnait ses instructions et faisait les dernières recommandations d'usage. Et le soir du 8 mai 1925, la fille Mencia Karniciou revolverisait mortellement Todor Panitza au *Burgtheater*, pendant qu'on jouait *Peer Gynt*, blessait sa femme et son garde-de-corps. L'abominable fille, moyennant deniers, accomplit sa mission....

Le procès qui se déroula les 30 septembre et premier octobre de l'année passée devant les jurés de la Cour d'Assises de Vienne, ne devait la préoccuper outre-mesure, sinon pour sa vanité malade, car elle savait qu'elle ne risquait pas grand'chose — et cela, on le répéta certainement à la mercenaire dès le début de la monstrueuse machination. Du reste, pour l'assister elle avait toute une armée d'individus louches, venus expressément de Sofia, qui avaient inondé la salle des audiences et les bancs réservés à la presse. Toma Karayovov, Velef et d'autres lieutenants de Protoguéroff et de Tsankoff y étaient ; il n'y a que Tomalevsky qui manquait à l'appel, préoccupé qu'il était à préparer la réception solennelle de la meurtrière à Sofia.

La presse réactionnaire bulgare et macédonienne présente Karniciou comme une héroïne, une martyre, une idéaliste. On la compara à Charlotte Corday, à Jeanne d'Arc. Les agents de l'étranger furent mobilisés jusqu'au dernier pour faire une campagne en sa faveur. Malgré les dollars qu'ils semèrent à tort et à travers, ils ne purent tromper personne, et Mencia Karniciou resta aux yeux de l'opinion publique la vulgaire mercenaire qu'elle était. Pendant les deux jours que dura le procès, le prétoire fut transformé en une infirmerie. L'accusée était étendue sur une civière ; des infirmières très pressées l'entouraient, et la lâche comédienne continuait son jeu.

Prétentieuse et vaniteuse, méchante et rancunière, aussi laide physiquement qu'elle est repoussante moralement, elle avait la voix sifflante d'une hystérique. D'une taille moyenne, maigre, elle ressemble à un singe plutôt qu'à un être humain. Le visage creux, le regard morne, en écoutant ses interventions, en observant ses gestes et ses poses, on a l'impression bien nette qu'elle considère avant tout l'assassinat de Panitza, comme une affaire qui rapporte. Ensuite entre en jeu sa vanité et son ambition. L'insolence dont elle fit preuve à des moments donnés n'était que la riposte aux regards que lui témoignaient les jurés et les jurés. C'est encore un calcul qu'elle faisait, voulant impressionner les petits-bourgeois de Vienne. Si elle avait comparu devant un tribunal révolutionnaire, il est sûr qu'elle aurait eu une toute autre attitude, diamétralement opposée à celle qu'elle eût, et autrement modeste.

Condamnée à huit années de prison, elle fut libérée pour des raisons de maladie, qui ne l'empêchent nullement de faire des meetings en Bulgarie.

Durant le procès, la personne de la meurtrière joua un rôle de second ordre. Ce n'était par elle qui était au banc d'accusation, mais le régime du bourreau Tsankoff et la bande criminelle de Protoguéroff et de ses sbires.

L'histoire retiendra le nom de la fille Mencia Karniciou comme celui d'une ignoble mercenaire, qui priva la Macédoine d'un grand chef révolutionnaire.

N. Mermet

Une conférence de M^{lle} Paule Lamy

La terreur blanche dans les Balkans

(Correspondance de Belgique)

Tel fut le titre d'une très intéressante conférence donnée le 11 février dernier par M^{lle} Paule Lamy, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, aux membres de la Fédération des Femmes Universitaires.

M^{lle} Lamy, parcourait en novembre et décembre 1925 la Hongrie, la Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie dans un but général d'études sociales, et spécialement pour faire une enquête dans le procès alors pendant devant le Conseil de guerre de Kichinev des 300 paysans bessarabiens inculpés de haute trahison.

M^{lle} Lamy rapporta de son voyage une documentation du plus haut intérêt et d'une précision remarquable sur l'état politique actuel des Balkans.

Malheureusement, limitée par le temps, elle fut forcée de restreindre sa conférence à peu près uniquement à la situation roumaine.

Il résulte de son exposé que le gouvernement de Bratiano, amené par une réaction fasciste, a supprimé toutes les libertés, et que des lois de circonstances lui ont donné un pouvoir arbitraire tel qu'il peut pratiquement faire incarcérer n'importe quel citoyen gênant — confisquer n'importe quel bien convoité.

Il paraît d'ailleurs que la prison n'est pas le seul moyen utilisé pour se débarrasser des importuns — des mesures plus expéditives sont souvent employées.

Les prisonniers politiques sont soumis à un régime d'une dureté inhumaine qui leur coûte la santé et souvent la vie; quant aux enquêtes judiciaires, elles se bornent à une parodie de justice.

En résumé, la presse est muselée, le pays est terrorisé.

M^{lle} Lamy, gardant une attitude impartiale, ne servit à se auditeurs que des faits. L'impression n'en fut que plus forte. Il est à souhaiter vivement que de telles choses soient connues du public et que l'opinion occidentale s'émouve enfin de pareilles barbaries.

La discussion qui suivit la conférence de M^{lle} Lamy montra avec quelle attention soutenue elle avait été écoutée.

Bruxelles, le 15 février

Spectator

REVUE DE LA PRESSE

Presse roumaine

Le « système » bessarabien: fusillé en tentative de fuite

L'*Aurora*, officieux du parti paysan, qui paraît sous la direction de M^r le Dr Lupu, ancien ministre de l'intérieur, écrit sous le titre suggestif « Je n'essaierai pas de fuir » (N^o 1.284 du 18 février):

« Anfim Boghea, du village Eschipoles, département d'Ismail (Bessarabie du sud), est agrarien. Il n'a pas eu jusqu'à présent dans son village une activité parce qu'il n'avait pas l'occasion. Mais pour les élections municipales (des 18, 19 et 20 février — N. D. L. R.) il a fait de la propagande électorale avec beaucoup d'enthousiasme et d'esprit combattif, et il a constitué une liste agraire contre le maire d'Eschipoles qui, lui, n'a pas réussi à former une liste libérale (n'ayant pu trouver les 25 signatures nécessaires pour déposer une liste — N. D. L. R.).

« Le maire a d'abord essayé de le corrompre, mais n'y réussissant pas, il a décidé, d'accord avec la gendarmerie locale, d'inculper Boghea de « bolchévisme »... et de le faire arrêter! »

Et maintenant vient la partie la plus intéressante de la lettre qu'Anfim Boghea a envoyée à la rédaction de l'*Aurora*:

« Puisque, écrit-il, il est d'usage chez nous de fusiller les arrêtés qui « essayent de fuir » — mesure prévue par la loi — et puisque je puis m'attendre à tout, je déclare qu'à une éventuelle arrestation de ma personne je n'essaierai pas de fuir.

« Nous ne savons pas, ajoute l'*Aurora*, ce qu'il est advenu avec Anfim Boghea, mais combien tragique est une situation dans laquelle on doit s'attendre à être arrêté d'un moment à l'autre et fusillé parce qu'on fait une politique contraire aux intérêts gouvernementaux!

« Les élections communales découvrent ainsi de nouveau cette plaie toujours vive et toujours douloureuse, la plaie de la Bessarabie opprimée et terrorisée. »

Dans le *Cuvantul*, quotidien pro-fasciste, M^r Eugène Titeanu qui a mené à Paris et dans la presse de Bucarest une campagne furibonde contre « les inspecteurs de l'humanité » Torrès, Riboldi, Barbusse, etc., écrit un article sensationnel et significatif. Il écrit cet article maintenant qu'il a pu se rendre compte de la terreur électorale du gouvernement. Nous en citons seulement deux phrases:

« Quand M^r Torrès disait qu'en Roumanie on assassine, je l'ai combattu. Mais aujourd'hui M^r Bratiano vient confirmer l'existence de la terreur blanche dans nos contrées. Où est la garantie de l'ordre dans l'Etat, qui ne défend plus la vie des citoyens quand la bande des assassins est l'autorité elle-même — en l'espèce les libéraux! »

Pangalos construit des sous-marins

Le général Pangalos, dont le gouvernement a dépensé dans le courant des six derniers mois pour l'armée, la marine et l'aéronautique une somme sans précédent dans toute l'histoire grecque, a organisé actuellement une vaste campagne contre les dépenses dans le domaine de l'administration sociale.

Les ministères d'économie nationale et d'assistance publique ont été supprimés: les dépenses pour l'hygiène doivent être réduites de 52.000.000 drachmes par an; des économiques révoltantes devront se faire aux dépens de l'instruction publique. Il est intéressant de noter que non seulement trois millions de livres sterling ont été dépensés pour l'équipement de l'armée, mais que les forces aériennes, ainsi que celles de la marine, ont été fortement augmentées.

1^o Un contrat a été signé avec les « Chantiers de la Loire » pour la construction de trois nouveaux sous-marins, à être livrés dans le courant de deux ans, à 115.000 livres sterling chacun. Chaque sous-marin doit avoir dix torpilles, 8 tubes lance-torpilles, un canon de 100 mm, un autre de 40 mm, et deux canons anti-avions de 10 mm. L'équipage sera composée de 4 officiers et 37 hommes. Le déplacement à la surface devra être de 730 tonnes, et ils devront pouvoir faire 14 nœuds à la surface et 9,5 nœuds immergés.

2^o Les sous-marins indiqués sont en dehors des deux sous-marins, *Catsonis* et *Paparkicolis* — chacun d'un déplacement de 605 tonnes, qui ont déjà été lancés et qui doivent être livrés respectivement en mars et en juin.

3^o Les quatre contre-torpilleurs *Leon*, *Aetos*, *Panther* et *Hierax* sont retournés dans les eaux de la Mer Egée après avoir été inspectés et réparés à Cowes; le croiseur *Helli* ira en France en juin pour réparation; approximativement à la même époque le cuirassé *Averoff* retournera en Grèce après avoir été complètement rénové; les deux vieux cuirassés *Lemnos* et *Kichis* seront aussi mis en réparation.

4^o Vers la fin de l'été prochain un nouveau vaisseau-école de 1.700 tonnes, pour 410 cadets, arrivera de l'Angleterre ayant coûté 90.000 livres sterling. Enfin, la base navale de Salonique doit être entièrement reconstruite.

Voilà le programme de paix extérieure et de reconstruction intérieure de la dictature Pangalos.

Presse serbe

L'arrestation des chefs ouvriers yougoslaves

Le journal *Novosti* de Belgrade, l'organe de l'Union Paysanne serbe, publie dans son numéro du 11 février (N^o 1.535) une interview du secrétaire des Syndicats Indépendants Milivoï Kaliévitch:

« Ces derniers jours, la police a relâché quelques-uns des chefs ouvriers arrêtés, car toutes les accusations ont été réduites à néant. Un exemple entre tous: Kosta Novakovitch, deux fois mis en état d'arrestation préventive, a été toutes les deux fois remis en liberté par le juge d'instruction. »

« M^r Milivoï Kaliévitch également arrêté et également remis en liberté, raconte en ces termes les arrestations et les inquisitions bestiales de la police de Belgrade:

« La plupart des arrêtés ont été condamnés de 10 à 20 jours de prison par la police pour « vagabondage », pour « résistance à l'autorité », etc. J'ai été condamné à 15 jours de prison pour vagabondage; le Dr Sima Markovitch, pour résistance à l'autorité.

« Je fus arrêté à mon retour de Nieh, à 7 heures du matin. La police perquisitionna immédiatement ma maison avec le plus brutal vandalisme. Je fus mis aux fers et conduit au commissariat. Vers minuit vint le commissaire Sokolovitch, un fonctionnaire et un brigadier de gendarmerie. Ils me menèrent dans une chambre obscure où ils me baillonnèrent, me renversèrent la tête et commencèrent à me frapper avec un nerf de bœuf, me flanquant des coups de pieds. Tout mon corps en devint noir et je possédai là-dessus une attestation médicale. Ce ne fut qu'après 48 heures que je fus transporté dans la prison municipale où je fut jeté au cachot avec mes camarades et amis. Dans une chambre d'environ 30 mètres cubes nous étions continuellement de 35 à 40 personnes. Dans une pièce à côté, qui était un peu plus grande que la nôtre, il y avait 140 à 150 personnes en permanence. Nous fûmes battus. A l'un, on a enfoncé des épingles sous les ongles.

« La police a fait ces arrestations pour empêcher le congrès

des Syndicats Indépendants de se réunir. D'autre part, la police espérait mettre la main sur quelque matériel pour trouver un prétexte à la suppression des syndicats. Une autre raison encore était l'influence de ceux qui sont contre la reprise des relations diplomatiques avec la Russie.

» La Présidence du Bureau International Juridique a envoyé au barreau de Belgrade, au Ministre de la Justice yougoslave et à la Ligue des Droits de l'Homme à Paris des dépêches dans lesquelles elle proteste contre les arrestations en masses des membres des partis ouvriers et paysans à Belgrade, contre les tortures barbares qui leur ont été infligées et auxquelles a déjà succombé un ouvrier, et contre la participation à l'instruction des autorités militaires. La Présidence demande de protéger par tous les moyens les détenus qui se trouvent à la merci de l'arbitraire de la police. »

Presse française

Une manifestation à Paris contre la terreur en Yougoslavie

Le vendredi 12 février le *Secours Rouge International* avait organisé à Paris, dans la grande salle de l'Union des Syndicats, rue Grange-aux-Belles, un meeting de protestation contre les arrestations à Belgrade. Le meeting était présidé par M^r Vernochet, professeur, secrétaire des syndicats de l'Enseignement. D. Renoult, délégué par le Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie et dans les Balkans, Racamond, délégué par la Confédération Générale Unitaire du Travail, Marion, du Parti Communiste, ont pris successivement la parole et flétri le coup de force qui vient d'être commis à Belgrade contre les organisations ouvrières.

Racamond parla longuement de la conférence internationale syndicale qui se réunira le 9 avril prochain à Sofia et qui, dans la pensée de ses organisateurs, doit servir pour une vaste enquête sur la situation des classes laborieuses en Bulgarie et dans les autres pays balkaniques. Racamond insista sur la nécessité de réunir à cette occasion tous les représentants des organisations ouvrières balkaniques, et en particulier ceux des syndicats de Bulgarie et de Yougoslavie qui ont spécialement souffert de la répression.

(Agence des Balkans)

La persécution des ouvriers en Yougoslavie

Simultanément avec le prolongation de la journée de travail les salaires continuent à baisser, de sorte que ce ne sont aujourd'hui que les ouvriers les mieux rétribués qui ont des salaires égaux à la moitié de ceux d'avant-guerre, tandis que la plus grande partie des ouvriers reçoivent des salaires bien au-dessous de ceux d'avant-guerre.

Le chômage augmente toujours. Il n'existe pas de statistiques à ce sujet en Yougoslavie, car ni l'Etat, ni les municipalités n'accordent des subsides aux sans-travail. Le nombre des

chômeurs était évalué il y a quelques mois à 200.000, chiffre qui a augmenté de beaucoup aujourd'hui. C'est une ironie que de voir que dans le budget yougoslave, qui s'élève à plus de 13 milliards de dinars pour 1926, il est prévu 150.000 dinars « pour assistance aux sans-travail ». Ceci veut dire que chaque personne sans travail recevra par an moins qu'un dinar, soit environ un demi penny.

A Belgrade plus de 200 personnes ont été arrêtées dans le courant de deux jours, parmi lesquelles se trouvent tous les membres du Comité Central des Syndicats Indépendants. Dans les provinces, environ 250 ouvriers ont été arrêtés, dont la grande majorité étaient des fonctionnaires syndicaux. Les personnes arrêtées sont soumises à un brutal régime médiéval.

Le gouvernement a réussi à empêcher la réunion du Congrès des Syndicats Indépendants, qui a dû s'ajourner à une époque indéterminée.

La solidarité ouvrière

Meeting de protestation à Prague contre la persécution des Syndicats Indépendants en Yougoslavie

Le 8 février, sur l'initiative du *Secours Rouge International* (section tchèque) et de la Bourse agricole de Prague, une grande réunion ouvrière fut tenue pour protester contre les persécutions des communistes et du mouvement ouvrier en Yougoslavie et dans les Balkans. 5.000 personnes prirent part à cette réunion. Des discours furent prononcés par les députés communistes Vorbensky, Kreibich et Cibulka, et par quelques autres ouvriers. La résolution, votée à l'unanimité exige la remise en liberté des fonctionnaires des Syndicats Indépendants et des détenus politiques. Une délégation spéciale, composée du député communiste Kreibich, de l'ouvrier Halman et de l'ouvrière Lischkowa, fut chargée de porter la résolution à la légation yougoslave et d'exiger qu'on mette un terme aux persécutions de la classe ouvrière en Yougoslavie.

Les ouvriers tchèques envoient une dépêche à Pachitch

Des télégrammes du meeting de protestation de Prague contre la réaction en Yougoslavie et dans les Balkans furent envoyés à Bratiano, à Liapcheff et à Pachitch. Le télégramme envoyé au premier yougoslave est conçu en ces termes :

« Le prolétariat de la ville de Prague proteste dans sa réunion publique du 8 février contre les persécutions arbitraires et barbares de la classe ouvrière en Yougoslavie et de ses leaders syndicaux et politiques. Nous exigeons la remise en liberté immédiate des arrêtés, et la réunion libre du congrès syndical. Vive la classe ouvrière de la Yougoslavie ! Vive l'unité syndicale ! »

PARTIE ALLEMANDE

Die Minderheitsfrage und der Völkerbund

Die Konferenz von Temesvar ist vorbei. Die Kleine Entente stimmt darin überein, nicht abzurufen. Ninčić fordert die Freigabe des Weges nach Saloniki und Minoritätenschutz für das serbische Element in Griechisch-Mazedonien. — Schon früher hat die jugoslawische Regierung den Gesandten in Athen, Dr. Gawrilowić, Forderungen erheben lassen, die serbische Minderheit in Mazedonien zu schützen. Wir teilen nicht die Auffassung des Herrn A. Chamudopulos, der die Existenz des serbischen Elementes in Griechisch-Mazedonien abstreitet, es ist müßig, solche ethnologische Fragen aufzuwerfen, entscheidender ist die Frage der Eisenbahnlinie Gevgeli—Saloniki. Die griechische Regierung ist keineswegs bereit, dem bulgarischen Element größere Konzessionen zu machen wie dem „nicht existierenden“ serbischen.

Es ist sicherlich eigenartig, wenn gerade die serbische Regierung, die in Mazedonien die Bulgaren und die griechische Minderheit entnationalisiert, als Trägerin der Nationalidee Minoritätenschutz verlangt. Sicher hat Ninčić kein Recht, auf Grund der Nationalitätenpolitik seines Staates Minoritätenschutz von anderen Staaten zu verlangen. Eines ist gewiß: in Serbien haben Demonstrationen gegen Griechenland stattgefunden und die bulgarisch orientierten Elemente ergriffen gerne die Gelegenheit, gegen den griechischen „Landesfeind“ zu protestieren. Die serbische Regierung wiederum nützte diese Stimmung unter den Slawen Mazedoniens für sich und versuchte, nicht ohne Erfolg, die geschwächte Position des bulgarischen Faschismus für die eigenen Expansionspläne nutzbar zu machen.

Andererseits ist es durchaus logisch, daß Chamudopulos der Versicherung des jugoslawischen Konsuls Stefanowitsch, der sich über die „Empfindlichkeit der Griechen“ beklagt, ebensowenig Glauben beimißt, wie der feierlichen Versicherung des Herrn

Ninčić, „daß die Integrität Griechenlands eine Lebensfrage für Jugoslawien bedeutet“. Jugoslawien schwärmt nicht für die Integrität irgendeines Staates, der ihm den Zugang zum Meere verwehrt. Die Versöhnung von Pašić und Radić war der beste Beweis dafür, daß das kroatische Bauerntum und seine begüterte Oberschicht nicht weniger den Weg zum Weltmarkt energisch fordert, wie die serbische Bourgeoisie, die Herrin des Staates.

Die griechische Bevölkerung hat demgegenüber daran festzuhalten, daß Saloniki ein Problem des gesamten Balkans darstellt. Die griechischen Minderheiten in Serbisch-Mazedonien, auf die unsere führenden Männer längst vergessen haben, bedürfen aber der Hilfe. Der Balkan-Garantiepakt, wie Ninčić ihn anstrebt, ist keine Realität. Ninčić braucht den Weg nach dem Meere, während das Kabinett Pangalos ihn nicht freigeben kann, ohne eine schwere moralische Niederlage zu erleiden. Ninčić braucht den Minoritätenschutz der Slawen auf griechischem Boden zur gänzlichen Liquidierung der bulgarischen Irredenta.

Wenn Herr Chamudopulos im „Elefteron Wima“ schreibt: „Wir Griechen, welche einen Strich unter alle unsere außer-grenzlichen nationalen Forderungen gezogen haben, verlangen, daß auch unsere Nachbarn . . . das gleiche tun“, begeht er Nationalverrat. Die Friedensverträge sind kein „noli me tangere“. Der Minoritätenschutz ist für alle Balkanvölker eine Notwendigkeit und kann durch kein „Balkan-Locarno“ gesichert werden, da die gegensätzlichen Tendenzen zu stark sind. Ninčić verlangt für sein Volk eine Expansionsmöglichkeit, die er Bulgaren und Griechen verweigert, Pangalos wieder ist befangen in der alten phanariotischen Ideologie, die den griechischen Namen so schwer geschädigt hat. Weil beide dasselbe wollen, müssen sie miteinander in Konflikt kommen.

Es ist kein Zufall, daß auf der Konferenz in Temesvar Ninčić gegen die Abrüstung aufgetreten ist. Jugoslawien braucht eine Armee, denn das Königreich SHS. basiert auf der bewaffneten Macht und nicht auf dem freiwilligen Zusammenwirken der drei jugoslawischen Völker. Griechenland, um die Früchte seines Vormarsches auf Petrič gebacht, träumt von Vergeltung. Wäre Pangalos nicht gezwungen, seinen gesamten Machtapparat gegen die Bauernschaft zu kehren, gegen eine unzufriedene Arbeiterschaft aufzubieten, wäre der Revanchekrieg gegen Jugoslawien, das den Petrič Kreis für Bulgarien gerettet hat, längst zur Wahrheit geworden. „Balkan-Locarno“ hat aufgehört, ehe es noch geschlossen ist.

In diesem Augenblick appelliert man in Griechenland an den Völkerbund. Man erwartet von ihm, daß er eingreifen werde, die Minderheitsfrage zu lösen, man erwartet, er werde die griechischen Minderheiten in Serbisch-Mazedonien vor völliger Auflösung bewahren und die nationalen Ansprüche Serbiens als ethnologisch unberechtigt zurückweisen. Diese Auffassung ist aber selbst unberechtigt. Der Völkerbund hat kein Interesse daran, die Frage der nationalen Minderheiten zu lösen. Cuius regio, eius religio. Wem im Friedensvertrage zu Neuilly der Boden zugesprochen worden ist, der besitzt nicht nur den Boden, er entscheidet auch über die Nationalität der Unterworfenen. Für das griechische Volk ist die Frage der griechischen Minoritäten in Mazedonien von weit geringerer Bedeutung als die Frage der Kleinasien, die Frage Cyperns und die innere, noch immer ungelöste Frage. Die Diktatur Pangalos' hat neue Vorstöße unternommen. Gemeinderatswahlen werden annulliert, erwählte Gemeindevertreter verhaftet, die Arbeiterbewegung unterdrückt. Die legale Opposition, seit dem Zusammenbruche der Plástras-Aktion unter strenge Aufsicht gestellt, wird restlos unterdrückt. Die Zensur wird verschärft, keine Frage des öffentlichen und privaten Lebens, bis zur Regelung der Länge der Frauenkleider, entgeht der Fürsorge der Regierung. Papanastasiu wurde verhaftet. Man will die Rechte der liberal-republikanischen Bewegung ausrotten, um auf diese Weise die Verbrüderung Pangalos' mit den monarchistischen Offizieren zu befestigen. Die kleinasiatischen Inseln werden zu Verbannungsorten. Der frühere Minister des Innern, General Kondylis, ebenso wie Papanastasiu und Kafandaris wurden nach dem Deodekanesos verbannt. Sondergerichte gegen Hochverrat vermehren die Zahl der Häftlinge. Und der Völkerbund — der Völkerbund als solcher schweigt und die englische Regierung unterstützt die Pangalodiktatur, da sie ihrer bedarf. Die Mossulfrage ist ungelöst. England braucht Landsknechte.

Melingos

Verrat der Siebenbürger Ungarpartei*)

Nach streng geheimen diplomatischen Verhandlungen, gegenseitigen Konzessionen ist eine Vereinbarung zwischen Bratianu-Regierung und Siebenbürger Ungarpartei getroffen worden. Mit diesem Pakt, welcher anlässlich der soeben ausgeschriebenene Gemeindevahlen unter Dach gebracht wurde, sind die bisherigen nationalen Erzfeinde — Bojaren und ungarische Magnaten — Bundesgenossen geworden. Es wird sich der Mühe lohnen, das Bündnis aus der Nähe zu betrachten, um feststellen zu können, daß es sich hier nicht nur um ein geschicktes Wahlmanöver, um einen üblichen taktischen Schachzug der liberalen Partei Rumäniens, sondern um eine beiderseits wohlbewußte, reale Klassenpolitik handelt. Mit dieser Realpolitik reicheten die bisher erbitterten Gegner gegenseitig ihre Hände zur Versöhnung, und dieselbe Klassenpolitik führt langsam, aber sicher, zu einer Neuorientierung in der Außenpolitik Rumäniens in bezug auf Ungarn.

Was ist nun diese Ungarpartei, welche das Bündnis mit der Bojarenregierung Bratianu abgeschlossen hatte? Ist sie Vertreterin der zirka zwei Millionen großen ungarischen Minderheit im Siebenbürger Banat? Keineswegs! Im Rahmen der Ungarpartei sind nur einige tausende Intellektuelle, Großbauern und Pfaffen zu finden, ein Bruchteil selbst der ungarischen Bourgeoisie im Siebenbürger Banat, da die Arbeiterschaft, arme und Mittelbauern, Kleinwirte und Kleinindustrielle niemals die Partei anerkannten, in der eine Handvoll Magnaten, Großgrundbesitzer, Bischöfe und deren Söldner die Führung an sich gerissen hatten.

Es genügt, nur die Führer zu betrachten, die auch die Vereinbarung mit der Regierung zustande gebracht hatten. Der Präsident Ugron ist ein gewesener Diplomat der Habsburg-Monarchie, ein Siebenbürger Großgrundbesitzer, der bis zum Zusammenbruch der Monarchie in Siebenbürgen keine wie immer geartete politische Rolle gespielt hatte und dessen einzige Fähigkeit darin zu suchen ist, daß er mit dem jetzigen ungarischen Ministerpräsidenten Graf Bethlen (selbst ein Siebenbürger Magnat) die freundschaftlichsten Beziehungen aufrechterhält. Neben ihm entfaltet die Grafen Teleky, Tholdalaghy, Banffy, der Siebenbürger katholische Bischof Graf Mailath eine eminente Tätigkeit. Diese Herren repräsentierten zur Zeit der ungarischen Herrschaft die höchste Macht im Siebenbürger Banat. Nach einer amtlichen

Statistik befanden sich 37% aller Grund und Boden in Siebenbürgen in den Händen einiger weniger Magnaten, die insgesamt nur 0,40% der Bevölkerung dieses Gebietes ausmachten! 87% der Bevölkerung waren Klein- und Zwerghauern, die aber nur 34% des Grund und Bodens ihr Eigen nennen konnten.

Der Zusammenbruch kam, damit die rumänische Herrschaft. Es hieß, daß mit der Enteignung der Großgrundbesitzer die armen Bauern zu Lebensmöglichkeiten kommen werden. Naturgemäß war sofort die Parole hörbar: „Weg mit der rumänischen Besetzung, Siebenbürgen gehört Ungarn!“ — um so mehr, da bekanntlich Horthy keine wie immer geartete Agrarreform durchführte. Nach und nach sah man aber, daß es mit der Siebenbürger Agrarreform selbst nicht so ernst gemeint war. In drei Jahren sind ja doch nur eine halbe Million Hektar Felder enteignet und tatsächlich aufgeteilt worden! Allmählich begann man vom Standpunkt der absichtlichen Negierung der rumänischen Herrschaft abzuweichen. Zuerst schloß die Ungarpartei, diese ideologische Vertretung des Großgrundbesitzes und der in seinem Schlepptau gezogenen Schichten, mit den reaktionären Avarescanern eine Vereinbarung ab, in der wichtige Forderungen der ungarischen Agrarier honoriert wurden. Aber die Avarescaner kamen bis heute nicht zur Macht, die Ungarpartei war also gezwungen, mit den tatsächlichen Machthabern auf Grund der gemeinsamen Klasseninteressen eine Vereinbarung zu suchen. Nach solchen Wandlungen ist nun der Pakt mit den Liberalen abgeschlossen worden, die ihrerseits wiederum ein Bündnis gegenüber den aufstrebenden Arbeitern, Bauern und Kleinbürger-schichten Rumäniens dringend brauchen.

In dem Moment, als die Gefahr drohte, daß die rumänische Opposition die Regierungsmacht aus den Händen der liberalen Partei an sich reißen könnte, war die Gelegenheit zur Überbrückung der verschiedenen Differenzen zwischen Bojarenregierung und Ungarpartei gegeben. Wie diese Differenzen aus der Welt geschaffen wurden, was der eigentliche Inhalt des Paktes ist, kann man nicht genau erraten, da der Kuhhandel hinter den Kulissen abgeschlossen wurde. Sicher ist nur, daß die Bratianu-Regierung bedeutende Konzessionen auf dem Gebiete der Agrarreform machen mußte. Die Enteignungsgelder für die ungarischen Großgrundbesitzer werden erhöht. Gegenüber den katholischen, kirchlichen Grundbesitzern wird mit der größten Schonung vorgegangen. Der katholische und protestantische Klerus der Siebenbürger Magyaren erhält staatliche Unterstützungen wie die orthodoxe Kirche. Die Kultusgesetzesvorlage wird zurückgezogen und mit Einverständnis der kirchlichen Vertreter des Ungartums neu abgefaßt.

Die Ungarpartei ihrerseits verpflichtet sich, bei den Wahlen auf gemeinsamen Listen mit der Regierungspartei zu kandidieren, wofür im Parlament und in der Verwaltung ihr verhältnismäßig Mandate und Positionen zugesichert werden. Anstatt der bisherigen irredentischen, regierungsfeindlichen Politik und Propaganda muß sie eine konstruktive Haltung an den Tag legen, im Ausland alle Provokationen gegen Großrumänien einstellen. In der Tat zog schon der ungarische Vertreter in Genf beim Völkerbund alle Beschwerden der Siebenbürger Kolonisten bezüglich der rumänischen Agrarreform zurück. Die vielen Presseorgane der Siebenbürger Ungarpartei ihrerseits schlagen bereits friedliche Töne an. Die wohlinformierten Regierungsorgane in Horthy-Ungarn selbst unterstreichen die Notwendigkeit einer solchen realpolitischen Vereinbarung, da man mit einer rumänischen Opposition, in der auch die Bauernpartei vertreten ist, nicht zusammengehen kann, da „die Gefahr drohte, daß noch weitere Enteignungen zu Ungunsten Ungarns durchgepeitscht werden“.

Nun ist es also klar, wie auch die Vollversammlung der Siebenbürger Ungarpartei in Cluj betonte, daß zum Burgfrieden nur solche klassenpolitische Erwägungen geführt hatten. Den ungarischen Großgrundbesitzern sind selbst die rumänischen Bauernführer vom Schlage Michalache und Lupu gefährlich, die eben daran sind, ihre Regierungsfähigkeit mit Aufgabe ihrer antidynastischen und antikapitalistischen Gesinnung zu beweisen. Die Magnatenführer der Siebenbürger Ungarpartei betraten also den Weg, den auch Radić, Hlinka und wie auch alle nationalistischen Führer der bürgerlichen Minderheitsbewegungen heißen, gewählt hatten. Aus Irredentisten sind sie konstruktive Staatsmänner geworden. Für sie spricht allerdings auch die Tatsache, daß bei ihrem klassenbewußten Schritt die diplomatischen Interessen ihres Mutterlandes Rumpf-Ungarn vertreten.

Mit Recht können sie sich darauf berufen, daß mit diesem Bündnis sie die Sache Horthy-Bethlens gefördert hatten.

Die Folge desselben Burgfriedens war schon, daß in Temesvar, bei der letzten Konferenz der Kleinen Entente, Rumänien eine wohlwollende Haltung gegenüber Ungarn an den Tag gelegt hat und Duca — trotz der Banknotenfälscherei — sich geäußert hat: „Man muß abwarten, was die Untersuchung zeitigt; bis dahin wird Rumänien die gutnachbarschaftlichen Beziehungen mit Ungarn aufrechterhalten.“

Fort sind schon die Haßparolen, die beiderseitige Realpolitik hat die Spitzen der nationalen Gegensätze zwischen Grundbesitzern und Bojaren abgedämpft. Eine andere Frage

*) Dieser Artikel wurde noch vor den rumänischen Wahlen geschrieben, konnte aber wegen Raumangel nicht früher gedruckt werden. (N. d. R.)

ist nur, ob mit diesem Burgfrieden auch die großen werktätigen ungarischen Massen in Siebenbürgen und Banat einverstanden sind? Selbst im Lager der Ungarpartei beginnt es zu gären. Die dünnen Schichten der Mittelbauern, die dort organisiert sind, erfuhren an eigenem Leib, wie die nationalen Forderungen der ungarischen Minderheit für Magnateninteressen verraten wurden. Die Spaltung der Siebenbürger Ungarpartei

ist nicht zu vermeiden. Die großen ungarischen Massen wiederum werden jetzt bewußter gegen die zweifache Unterdrückung kämpfen können. Die Einheitsfront Bratianu-Horthy-Siebenbürger Magnaten muß naturgemäß eine Einheitsfront der ungarischen Werktätigen mit den rumänischen Arbeitern und Bauern ins Leben rufen.

Transylvanicus

PARTIE SERBE

Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

Марсел Вилар

Марсел Вилар, докато у апелационом парижком суду, рођен је у Паризу год. 1889. Члан социјалистичке партије пре рата, чим је демобилисан, приступио је Трећој Интернационали.

Ангажован од Црвене помоћи да отпутује у Бугарску у циљу једне анкете, он је био први који је ступио колом у Цанковљевоу Бугарску; после Априлских догађаја године 1925, он је био присутан на процесу Централног Комитета бугарске Комунистичке Партије, где је главни оптуженик био Кабакчиев. Он је говорио са Малиновом, Костурковом и ити више са генералом Волковом.

После повратка у Француску, Марсел Вилар је публикувао „Шта сам видео у Бугарској“, моћну оптужбу, врло објективну и прецизну. Ова брошура и поред свих цензура и препреки које су против ње стављене, продрла је у Бугарску, била је читана и, допринела је рушењу и паду Цанкова.

Марсел Вилар, са другим познатим личностима основао је у Паризу Комитет за Обрану жртвима Белог терора у Бугарској и на Балкану, чији је председник Анри Барбис и који је у Паризу центар акције против ових режима белог терора на Балкану.

Грађанине,

Одвратна лаж мировних уговора, у целом савету, са обновљеним речником Библије и Права Човекових, није створила друго еквивалентно осим поновног груписања, ревидирање статике и преиначених сила потлачавања, чији је сукоб проузроковао светски рат.

То управо најслабије место система, које је проузроковало год. 1912. делегати у Сен-Жермену и Тријанону, изабрали су, да погоршају у исто време несталност, претње и негирање начела толико прокламованог од њих о слободном самоопредељу народа.

Њима је била непозната, или су се правили да им је била непозната Македонија, та Пољска југо-источне Европе, која се избавила ропства испод вековног јарма судана, само зато, да буде подељена год. 1912 од три брата непријатеља, недавно ослобођена од Турчина и који су одмах постали империјалисти: Србина, Грка и Бугарина.

Европски рат је жртвовао Бугарина, који данас, зато што је играо на оне, који су остали побеђени, види своју земљу и свој суверенитет, угрожене. Нова подела мучи несрећну Македонију, о чему нико не води рачуна. И од тада, један народ сељака од два и по милијона душа дели судбину осталих етничких мањина (Мађара, Словена и т. д.) са том погоршаном тешкоћом, да ниједна држава, не узима у заштиту ствар нације, којој се порекло право на опстанак.

Међутим није била погрешка борити се за живот. Мучен, масакриран од Турака Абдул-Хамида, тај народ је сада прогоњен, tlačен, децимиран, од војних диктатора, који се отимају о њихове остатке. Ту Цанков и Волков помажу самозване „аутономисте“ који продају ствар независности за тридесет делатних сребрњака и силе се, да их што више разјаре против њихове браће федералиста, који верни традицији револуционарног покрета, падају један по један од плаћеника бугарског тврђина. Тамо, Пашивева Србија поступа са Македонцима из Скопља као са Хрватима и Словенцима. На југу, Грчка провинцијалената жари и пали по Содуну.

„Правда и Слобода“? О томе не може бити ни говора под овим режимима терористичке утакмице, плаћене од западних империјалиста! Мир? Он је пао на милост и немилост једног економског ривалитета, једног претекста, једног пограничног сукоба. Он је данас у много већој опасности него што је био уочи последњег рата! И није Друштво Народа, овај израз савременог фарисејства где се закон јачега облачи у модерне формуле, које ће га остварити! Друштво Народа није зато способно исто онако као што није у стању, да осигура заштиту етничких мањина: дете плачкашких уговора, оно носи и њихов карактер.

А лек? Не треба бити велики политичар, шта више ни етнограф, ни историчар; довољно је посматрати, размислити... и бити слободан и независан, да би се дошло до закључка, који би требао да буде заједнички свима: Македонија има све потребне услове за посебну нацију; као таква, слободна да одређује сама својом судбином, она треба да буде у месту мотива за конфликте, један природни спој међу државама које је окружавају и чији су дубоки економски интереси тако очевидно везани. Интереси балканских држава већ ослобођених, интереси Македоније и народних мањина,

које се сматрају као такве; општи мир, истинска равнотежа југо-источне Европе, све позива поновно груписање ових народа, једном слободних, у крило једне федерације, у којој ће се вештачки антагонизми, подржавани од западне финансије, решавати хармонично и мирним путем.

Међутим ја нисам слеп оптимиста и ја вам поверавам мишљење, да је ово претпапање остварљиво само кроз економску и социјалну револуцију. Ја тврдо верујем, да ће Македонија (као и Хрватска, Словеначка, Црна Гора и т. д.) извојевати своје право на опстанак само против империјалистичког Запада, где су гласови Жореса, Преансеа, Глептова, већ одавно замрли (ако и не у срцу маса). Ја верујем, да ће федерација бити дело радника и сељана, или је неће бити. Ово говорим зато да вам покажем камо треба да окренете ваше очи, ако хоћете сигурне савезнике и који су делом показали на коју помоћ, на који покрет и на коју снагу треба, да рачунате.

Гледајте на Север! Гледајте тамо где је управно погледе пролетаријат свега. Где данас гледа полупролетаријат далеког Истока. Ви Европљани, питајте Кинезе, који иду пред вама, према коме су пољу окренути.

Честитам Вам на Вашем напору, коме топло желим успеха.

Верујте грађанине у моју потпуну оданост.

Марсел Вилар

Акт о „Споразуму“ Р. Р.

На захтев Николе Пашића, прочитан је најпре на једној седници радикалног клуба, а затим предат јавности текст уговора између радикала и Радићеваца. Досад је овај докуменат држан у тајности. Највише зато, да се учини концесија Радићу. Пашић га данас публикује зато да би се видело како он каже „да радикална партија није одустала од свога програма нити изневерила своје изборне паролe“; у ствари зато да дискредитира Радића пред хрватским народним масама и да покаже до које је мере Радић капитулирао. То је одговор на агитацију, коју је овај водио приликом свог недавног путовања кроз Босну и Далмацију, по наредби краљевој и у споразуму са противницима Пашивевићем. За моменат најблажи и најромшиљенији потез против Радића, од стране једног старог и искусног политичара какав је Пашић.

Нама је Радићева капитулација била позната и до сада. Декларација Павла Радића од 27. марта у Народној Скупштини, долазак Радићев за министра просвете, цео његов рад од дана када је изашао из затвора, све је показивало, да су обавезе морале бити онако тешке какве их видимо читајући овај текст споразума. Али су неки одсеци из тог споразума ипак прекорачили толико границе политичког морала и разума, да морамо на њих упозорити читаоце „Балканске Федерације“.

У чему је споразум између Радикала и Радићеваца према уговору потписаном од преставника једне и друге стране? Извешемо најважније ставове из њега, који се односе на унутрашње уређење државе, на спољашњу политику и на питање народног јединства:

1. „Делегати Народне Радикалне Странке и Хрватске Сељачке Странке на својим састанцима почев од 2. Јула. о. г. имали су стално задовољство, да констатују, да се обе странке налазе на потпуно једном гледишту у погледу основа наше државе Срба, Хрвата и Словенаца и да је изјава водства Хрватске Сељачке Странке у Народној Скупштини од 27. Марта о. г. резултат еволуције у политици Хрватске Сељачке Странке, јер је ова признала јединство државе, династију Карађорђевића, толико заслужну за ослобођење и уједињење Срба, Хрвата и Словенаца и устав на основу кога постоји један једини парламенат за целу државу.“

2. „Послије учињених декларација у Народној Скупштини од стране водства Хрватске Сељачке Странке диктованих стеченим искуством може се рећи, да су два дијела у ствари једног народа, који су много столећа и под туђинском влашћу били растављени сада не само по самом факту него и увјерењем и осећајима под једним кровом...“

3. Заједничка влада Радићеваца и радикала прима на себе обавезу за „интегрално примењивање устава у држави“ што има бити изведено „на целокупној територији краљевине Срба, Хрвата и Словенаца без икаквих изузетака онако како то устав одређује за ову једну и недељиву краљевину. Поред тога обе странке стављају себи у задатак да изведу велику и разумну штедњу у држави, да живораде на унифицирању законодавства, да се постарају за респектовање и грађанских и политичких права према свима исправним грађанима...“

4. Спољашња политика „имала би да се настави у досадашњем духу са нашим савезницима великим и мањим, који су било непосредно било посредно дали могућност, да се створи ова наша држава, за чије ћемо се одржање и напредовање старати сви, не жалећи никакве жртве за праве потребе њене војничке моћи“.

5. „Овај је споразум резултат не догађаја и ценкања партијског него, ако се добро размисли, дубокога и правилно схваћеног државног и народног јединства“.

Оно што одмах пада у очи то је, да ово није споразум између хрватског и српског народа него партијски споразум између радићеваца и радикала. Затим да су радићевци према овом уговору напустили свој пријашњи републикански програм и признали монархију Карађорђевића. Али то смо ми и раније знали. Само нам је била непозната граница Радићеве капитулације и нисмо знали да је Радић заједно са Радикалима постао најсигурнији стуб југословенске монархије, а то смо прочитали у тексту овог споразума.

Овај споразум показује у правом светлу и радикалну партију, али то нас не занима толико и не чуди. Радикална је партија и у овој прилици остала само конзеквентна својој политичкој идеологији за последњих тридесет година и верна српској капиталистичкој буржоазији. И прва је потреба демаскирати Радића зато што он још и данас има дрскости да се сматра борцем за хрватска сељачка права и да се упоређује са Матијом Губцем и другим великанима из хрватске прошлости.

Не само да је Радић овим уговором са радикалима, и у пракси остајући конзеквентан њему, нанео тежак губитак хрватском сељачком ослободилачком револуционарном покрету него се одрекао уопште самосталне политичке борбе. Хрватска Сељачка Странка не постоји после овог уговора, него само као део радикалне партије, који је прихватио њену идеологију и њене политичке методе.

Радић је у својим говорима често од како је дошао на власт додиривао питање Видовданског Устава. И могло га се разумети као да он није баш одушевљен за тај устав и чинио му је примедбе. Из текста уговора види се да је Радић не само данас за Видовдански Устав него да он не мисли ни у будућности нити на ревизију, а да и не говоримо о укидању тог устава. Овде је он много већи реакционар и од самог Николе Пашића, који је још одмах после доношења овог устава на говоре опозиције изјавио: „Ништа није вечно

па тако ни овај устав. Ако време покаже да није добар, донећемо други.“

Хрватски је народ живео вековима независно од Срба као засебна нација под другим приликама и сопственим културним животом. У временима најтежег ропства није напустио борбу за своју независност. Радић се овим уговором одриче хрватске националне мисли и постаје партизан „Државног и народног јединства“ Хрвата и Срба.

Одричући се хрватске националне мисли и признајући јединство државе С. Х. С. Радић је овим уговором прихватио и пут који најсигурније води остварењу велико-српске идеје. Тај пут је милитаристички.

Некадашњи проповедник човечанске миротворне републике, који је обећавао хрватском народу ослобођење од војне обавезе, покорав се овим уговором српској милитаристичкој кисти и хоће од Југославије да направи жапдарско-војничку касарну „не жалећи никакве жртве за праве потребе њене војничке моћи“.

Ради сигурности унутарње и спољашње. У земљи, да би се одржала реакција и угушивали ослободилачки покрети нација, изван земље, као оруђе и гаранција реакције на балканском полуострву и као помоћ страним великим силама, освајачима, и творцима поратних империјалистичких уговора.

Створен на милитаристичкој и централистичкој бази Видовданског Устава, самим тим, овај споразум је искључиво капиталистички. Против свих слобода и за сузбијање револуционарних покрета сељачких и радничких маса у Југославији.

У споразуму се тражи уважавање грађанских и политичких права „за све исправне грађане“. Ово значи спровођење „Обзнане“ до последњих граница. ...

Акт споразума је једном режју само у интересу српске и хрватске капиталистичке буржоазије. Против тежња и против интереса хрватског народа, из њега се види, да је Радић решен да води борбу само за учвршћивање и стабилизацију југословенске монархије и српског милитаризма.

И ако се до данас и могло наћи необавештених, који нису веровали у искреност Радићевог преокрета, томе после објаве овог акта више нема места.

М. Владимиров

PARTIE GRECQUE

Η ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ ΚΑΙ Η ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΓΝΩΜΗ

Ἡ ἐρευνᾶ μας μεταξὺ τῶν πολιτικῶν
καὶ φιλολογικῶν προσωπικότητων

Πῶλ Λουί

ἽΟ Πῶλ Λουί γεννήθηκε στὰ 1872. Ἐποῦδασε νομικὰ καὶ ἱστορία στὴ Σορμπὸν καὶ στὴ Νομικὴ Σχολή. Στὰ 1896 μπαίνει στὸ σοσιαλιστικὸ Κόμμα ὅπου παίζει ἓνα σπουδαῖο ρόλλο, καὶ γίνεται μέλος τῆς Διοικητικῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Κόμματος, ἔπειτα, ὕστερα ἀπὸ τὸν πόλεμο, μέλος τῆς Διευθυνούσης Ἐπιτροπῆς τοῦ Κομμουνιστικοῦ Κόμματος. Ἐκάμε διευθυντὴς τῆς ἐξωτερικῆς πολιτικῆς τῆς ΟΥΜΑΝΙΤΕ, καὶ διεκρίθη σ'αὐτὴ τῇ θέσῃ μὲ τὴν πλατεῖα του πολυγλωσσία καὶ μὲ τὴν ἔκτακτο του ἀντίληψη καὶ διερευνητικὴ τῶν γεγονότων τῆς διεθνούς πολιτικῆς.

ἽΟ Πῶλ Λουί ἔχει κάμει συνεργάτης σὲ ὅλες τῆς μεγάλες σοσιαλιστικῆς ἐφημερίδες καὶ περιοδικὰ τῆς Εὐρώπης καὶ τῆς Ἀμερικῆς.

Εἶναι ὁ συγγραφεὴς πολλῶν ἔργων, μεταξὺ ἄλλων καὶ τῶν ἑξῆς: ΙΣΤΟΡΙΑ ΤΟΥ ΓΑΛΛΙΚΟΥ ΣΟΣΙΑΛΙΣΜΟΥ, ΙΣΤΟΡΙΑ ΤΩΝ ΣΥΝΔΙΚΑΤΩΝ ΣΤΗ ΓΑΛΛΙΑ, Ο ΣΥΝΔΙΚΑΛΙΣΜΟΣ ΕΝΑΝΤΙΟΝ ΤΟΥ ΚΡΑΤΟΥΣ, Η ΕΡΓΑΣΙΑ ΣΤΟΝ ΡΩΜΑΙΚΟ ΚΟΣΜΟ, ΟΙ ΚΟΙΝΩΝΙΚΟΙ ΤΥΠΟΙ ΤΟΥ ΜΠΑΛΖΑΚ ΚΑΙ ΤΟΥ ΖΟΛΑ, Η ΠΑΓΚΟΣΜΙΑ ΑΝΑΤΡΟΠΗ, Η ΠΑΡΑΚΜΗ ΤΗΣ ΑΣΤΙΚΗΣ ΚΟΙΝΩΝΙΑΣ.

Εἶμαι τῆς γνώμης πὼς καμιά συνθήκη ἀπὸ ἐκείνες ποὺ ἐκλείσθησαν στὸ τέλος τοῦ πολέμου — καὶ ποὺ ὅλες τους εἶναι ἀπλῶς ἱμπεριαλιστικῆς συνθήκης ποὺ ἐπέβαλαν στοὺς νικημένους οἱ θεωρούμενοι νικητῆς — δὲν εἶναι σύμφωνη μὲ τῆς ἀρχῆς τοῦ δικαίου τῶν λαῶν, γιατί σὲ ὅλες ἔχουν ληφθεῖ ὑπ' ὄψη στρατηγικοὶ καὶ οικονομικοὶ σκοποὶ καὶ πουθενὰ δὲν ἐζητήθηκε ἡ γνώμη τῶν πληθυσμῶν.

Αὐτὴ ἡ ἀλήθεια ἰσχύει πρὸ πάντων γιὰ τῆς βαλκανικῆς χώρες ποὺ ἐστάθηκαν πάντα κάτω ἀπὸ τὴν κηδεμονία τῶν μεγάλων δυνάμεων.

Τὰ δίκαια τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων δὲν μποροῦν νὰ μείνουν σεβαστὰ κάτω ἀπὸ τὴ σημερινὴ βαλκανικὴ ἀντίδραση ποὺ ἐξασκεῖται τόσο κατὰ τῶν ἐθνικότητων ὅσο καὶ κατὰ τῶν ἐργατικῶν μαζῶν: παραδειγμα, ἡ Βουλγαρία καὶ ἡ Ρουμανία.

Τὸ μόνο μέσο γιὰ νὰ βελτιωθεῖ ἡ κατάστασις στὸ μέρος αὐτὸ τῆς Εὐρώπης, ὅπου οἱ ἐθνότητες ἔχουνε διεισδύσει ἢ μιὰ μέσα στὴν ἄλλη καὶ ὅπου οἱ ἱμπεριαλιστικῆς Μπουρζουαζίες βρίσκονται στὴν ἀρχὴ καὶ σηρίζονται πάνω στὴν ἐνοπλὴ βία, δὲν μπορεῖ νὰ εἶναι ἄλλο ἀπὸ τὴ Βαλκανικὴ Ὅμοσπονδία. Θέλω νὰ ὑπεθυμίσω πὼς αὐτὴ ἦταν ἡ λύση ποὺ παραδέχονταν τὰ σοσιαλιστικὰ συνέδρια ἤδη πρὸ τοῦ πολέμου.

Οἱ σημερινῆς βαλκανικῆς κυβερνήσεις εἶναι ἀνίκανες νὰ πραγματοποιήσουνε τὴν Ὅμοσπονδίαν αὐτὴ, γιατί ἡ καθιερωμένη τους, ἀπὸ ταξικὸν συμφέρο, κλείνεται μέσα σὲ ἓνα ἔνοπλο ἐθνικισμὸ. Μονάχα τὸ καθιερωτὸς ποὺ θὰ φέρει τὸ νικηφόρο προλεταριάτο, τὸ ἐργατικὸ καὶ τὸ ἀγροτικὸ, μπορεῖ νὰ δώσει σ'αὐτὴν τὴν Ὅμοσπονδία τῆς ἀναγκαῖες ὕλικῆς καὶ ἠθικῆς βάσεις ποὺ χρειάζονται γιὰ τὴ δημιουργία καὶ διατήρησίν της.

Εἶμαι ἀπὸ ἐκείνους ποὺ, μὲ τὸ λόγο καὶ μὲ τὴν πένα, διεξάγουν τὸν ἀγῶνα κατὰ τῶν ἀντιδραστικῶν καπιταλιστικῶν Κυβερνήσεων τῶν Βαλκανιῶν, καὶ προσθέτω πὼς ἡ ὑπαρξὴ τους εἶναι μιὰ διαρκὴς ἀπειλὴ γιὰ τὴν εἰρήνη, καὶ συγχρόνως μιὰ προσβολὴ στὰ δίκαια καὶ τὴν ἐλευθερία τῆς διεθνούς ἐργατικῆς τάξεως.

Πῶλ Λουί

Ἐνρὺ Τορρές

ἽΟ Ἐνρὺ Τορρές εἶναι μόλις 34 χρονῶν· μόλις ἐγύρισε ἀπὸ τὸν πόλεμο καταπατήθηκε μὲ τὸν πολιτικὸν ἀγῶνα τῆς ἐργατικῆς τάξης στὴ Γαλλία.

Ἵταν ἓνας ἀπὸ τοὺς ἰδρυτῆς τῆς Ἐνώσεως τῶν Παλαιῶν Πολεμιστῶν.

Πρὶν λίγους μῆνες ἐπῆγε γιὰ νὰ συνεργασθεῖ στὴν ὑπεράσπισιν τῶν κατηγορουμένων τοῦ Τατάρ Μπουνάρ στὸ Κισενέβ.

ἽΟ Ἐνρὺ Τορρές ἦταν γενικὸς γραμματεὺς τῆς ΑΛΗΘΕΙΑΣ καὶ ἀρχισυντάκτης τῆς „Ἐφημερίδος τοῦ λαοῦ“ καὶ ἔγραφε ἐπὶ δύο χρόνια στὴν „Ὀυμανιτέ“ τὴ στήλη τῶν „Πολεμικῶν“.

Ἡ πράξις του ὡς δικηγόρου καὶ οἱ πολυκροτεσ δίκες πού διεξήγαγε, πολλές φορές ὑπερα ἀπὸ μέγαν ἀγῶνα, μὲ ἐπιτυχία, ἦταν νίκες κατὰ τῆς διεθνούς ἀντιδράσεως, ἡ ὅποια, στὴ Γαλλία εὗρηκε στὸ πρόσωπό του ἕναν ἀπὸ τοὺς πιδ ἐπίφοβους ἐχθροὺς τῆς.

Πολίτα καὶ ἀγαπητὲ συνάδελφε,

Εἴχατε τὴν καλωσύνη νὰ μοῦ στειλετε ἕνα κατάλογο ἐρωτημάτων στὰ ὅποια, μέσα στὸ πολὺ στενὸ περιθώριο πού διαθέτω, δὲν μπορῶ νὰπαντήσω παρὰ μὲ ἕνα τρόπο γενικὸ καὶ βιαστικὸ.

Ἀπὸ τὸ ταξίδι μου στὰ Βαλκάνια ἀπεκόμισα τὴν πολὺ σταθερὴ πεποίθησι πὼς τὸ σημερινὸ καθεστῶς πού ὀργιάζει στὴν Χερσόνησο ἀποτελεῖ πραγματικὰ ἕναν ἱστορικὸ παραλογισμό. Τὸ τεχνικὸ κουρέλιασμα πού προξένησαν οἱ ἐπανειλημμένες συνθήκες κατέληξε στὸ φανερόν ἐχθιασμὸ τῆς ἀρχῆς τῶν ἐθνικότητων καὶ στὴν καταδίωξη τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων.

Τὰ συμφέροντα τοῦ πολιτισμοῦ βρίσκονται σὲ μεγαλύτερο κίνδυνο. Τὸ καινούργιο γεωγραφικὸ διαμοίρασμα τῶν Βαλκανιῶν ἐδημιούργησε στὴν Ἀνατολικὴν Εὐρώπη μιὰ κατάστασι δξεία ὑπερεντάσεως ὡστε νὰ τίθεται εἰς κίνδυνον ἡ εἰρήνη ἀπὸ τὸ παραμικρὸ συνοριακὸ ἐπέισθδιο.

Αὐτὴ ἡ κατάστασι καταντὰ χειρότερη ἀκόμα μὲ τὴν ὑπάρξει ἐνὸς τελωνιακοῦ παρτικοουλισμοῦ, τοῦ πιδ αὐτηροῦ καὶ στενοῦ, ὁ ὅποιος νοθεύει τελείως τῆς φυσικῆς οἰκονομικῆς σχέσεως μεταξὺ τῶν διαφόρων ἐθνῶν. Τὰ Βαλκάνια βρίσκονται σὲ μιὰ κατάστασι ζυμώσεως, τὴν ὅποια ἡ δυτικὴ Εὐρώπη δὲν ἀντιλαμβάνεται ἐπαρκῶς, καὶ θέλω νὰ σημειώσω μὲ μιὰ λέξη, μὲ αὐτὴν τὴν εὐκαιρία, τῆς εὐθύνες τῆς γαλλικῆς πολιτικῆς πού συνεχίζει τὰ πατροπαράδοτα σφάλματα τῆς διπλωματίας μας: Ἡ Γαλλία ὑποστηρίζει, ἐὰν δὲν διατηρεῖ, τὴν ἀντίδρασι στὴ Βαλκανικὴ, στηριζομένη πᾶνω στῆς Κυβερνήσεσι τῆς Λευκῆς Τρομοκρατίας. Μοιάζει σὰν νὰ τῆς θεωρεῖ γιὰ ὑπερασπιστῆς τοῦ πολιτισμοῦ κατὰ τοῦ „μωσκοβιτικῶν βορβαρισμοῦ“.

Μέσα στὴν παιδικὴν ἀντίληψη τοῦ Καὶ Ντ' Ὀρσαί μας ἡ Ρουμανία παίξει τὸν ἀμφίβολο ρόλλο ἐνὸς προχωρημένου φυλακείου τοῦ λατινικοῦ κόσμου ἐμπρὸς στὸ σκοτεινὸ μυστήριον τῆς Ἀσίας.

Εἶναι μιὰ καθαρὰ παράλογη πολιτικὴ, καὶ πολὺ χειρότερη ἀπὸ ἐκείνη πού ἀκολούθησαμε στὰ 1912, τὸν καιρὸ πού ἦλθε στὰ πράγματα ὁ κ. Ρερμόν Πουανναρὲ καὶ στὸ πλάγι του ὁ Μωρίς Παλαιολόγος.

Στὰ 1912, ἡ Γαλλία ἀκολούθησε μαζί μὲ τὴ Ρωσία μιὰ πολιτικὴ Βαλκανικῆς μεγαλομανίας. Στὰ 1926 ἐξακολουθεῖ τὴν ἴδια πολιτικὴ τῆς βαλκανικῆς μεγαλομανίας, αὐτὴν τὴ φορὰ ὅμως ἐναντίον τῆς Ρωσίας.

Οἱ προσπάθειές μου ἐδῶ τείνουν νὰ διαφωτίσουν τὴν δημοσίαν γνώμη μὲ σκοπὸ νὰ ἀναγκάσουν τῆς Κυβερνήσεσι μας νὰ ἐγκαινιάσουν μιὰ πολιτικὴ πού νὰ συμφωνεῖ περισσότερο καὶ μὲ τὰ συμφέροντα τῆς Χώρας μου καὶ μὲ τὰ συμφέροντα τῆς Εἰρήνης.

Δὲν πιστέβω, πραγματικὰ, σ' αὐτὸ τὸ ἐξαιρετικὰ πολὺπλοκο πρόβλημα τῆς βαλκανικῆς ἰσορροπίας νὰ μποροῦν νὰ ὑπάρξουν λύσεις ἄλλες ἀπὸ τῆς ὁμοσπονδιακῆς. Στὴν ἐξέλιξη τῶν λαῶν πού διέπονται πρὸ παντός ἀπὸ οἰκονομικοὺς νόμους, τὰ δυναστικά προβλήματα εἶναι δευτερευούσης σημασίας.

Πάντως, στὴ Βαλκανικὴ, οἱ διάφορες δυναστίες, ἔχουν τόσο ἐκτεθεῖ μὲ τὴν ἐφαρμογὴ μεθόδων τῆς πολιτικῆς ἀντιδράσεως καὶ τῆς κοινωνικῆς καταδίωξεως, ὡστε ἡ κατάρρησή τους ἐπιβάλλεται ἐπιτακτικὰ.

Δὲν πιστέβω, πράγματι, νὰ εἶναι εὐκολο, ἢ δυνατό νὰ μπορέσει κανεὶς νὰ δημιουργήσῃ μιὰ μόνη Ὅμοσπονδιακὴ Βαλκανικὴ Δημοκρατία, πιστέβω ὅμως πὼς πρέπει νὰ προσπαθεῖ κανεὶς νὰ ἰδρύσει Ὅμοσπονδιακῆς Δημοκρατίες, Βουλγάρικη, Ρουμανικὴ, Γιουγκοσλαβικὴ, Ἑλληνικὴ κ. τ. λ. πού θὰ γεννηθοῦν ἀπὸ τὰ γεγονότα ἀλληλοδιαδόχως — χωρὶς νὰ μπορεῖ κανεὶς τώρα νὰ προείπει τὴ σειρά τῆς ἀλληλοδιαδόχης — καὶ οἱ ὅποιες, ἔπειτα, θὰ συνδεθοῦν ὁμοσπονδιακὰ, μὲ τὴν σειρά τους, μὲ τῆς γειτονικῆς δημοκρατίας.

Ἡ μολσεβικὴ ἰδεολογία, ἡ ὅποια κάτω ἐκεῖ — πρέπει νὰ τὸ πει κανεὶς — δὲν ἐκδηλώνεται μὲ τὴ μορφή τῆς δικτατορίας τοῦ προλεταριάτου, παρὰ μὲ τὴ μορφή ἐνὸς δημοκρατικοῦ φεντεραλισμοῦ πᾶνω σὲ ἀγροτικῆς βάσεσι, θὰ ἐξασκήσῃ ἀπ' αὐτὴν τὴν ἀποψη μιὰ δύναμη προωθήσεως καὶ ἀκτινοβολίας πού δὲν μπορεῖ κανεὶς ἐκ τῶν προτέρων νὰ ἀναμετρήσῃ τῆς συνέπειες.

Σὲ κόμματα, πού εἶναι στοὺς ἀντίποδες τοῦ κομμουνιστικοῦ κόμματος, ὅπως τὸ κόμμα τῶν Τσαρριστῶν καὶ ὅπως, γενικὰ, τὰ ἀγροτικὰ κόμματα στὰ Βαλκάνια, παίξει ἤδη ὁ μολσεβικὸς δυναμισμὸς ἕναν ἀπέραντο ρόλλο.

Τὸ ἐξαιρετικὰ σοφὸ καθεστῶς πού οἱ μολσεβικοὶ ἐγκαθίδρυσαν στὴ Μολδαβικὴ Δημοκρατία καὶ ἡ πρόδοσι τῆς Δημοκρατίας αὐτῆς, ἐξασκοῦν ὄχι μόνον στὴ Βεσσαραβία μὰ σὲ ὅληκληρη τὴ Ρουμανία καὶ στοὺς γείτονες τῆς μιᾶς ἰσχυρῆς ἔλξης.

Μιὰ Ὅμοσπονδία Δημοκρατικῆ πού θὰ ἐγγυηθεῖ στοὺς παραγωγούς, πού τόσον καιρὸ καταπιέζονται ἀπὸ τοὺς τσιφλικούχους, τὰ προϊόντα τῆς ἐργασίας των καὶ πού θὰ ἐπιτρέψει τὴν ἐξέλιξη τῆς οἰκονομίας των μέσῳ μιᾶς πλατειᾶς „Δασμολογικῆς Ἐνώσεως“ θὰ εἶναι ἕνα ἀπὸ τὰ μεγαλύτερα εὐεργετήματα γιὰ τὸν πολιτισμὸ καὶ γιὰ τὴν εἰρήνη, καὶ εἶναι, γιὰ νὰ τελειώσω, ἡ εὐχὴ πού ἐκφράζω μὲ ζέση.

Ἀνρὺ Τορρές

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Anri Barbis

ANRI BARBIS je rođen u Asnières-y 17 Maja god. 1873. On je jedan od retkih pisaca, koji predstavljaju u isto vreme čoveka od misli i od akcije. Slavni autor „Požara“ stavio se na čelo onih bivših ratnika, koji su uzeli najodlučivije držanje protiv rata i kapitalističkog društva. On je u isto vreme i generalni sekretar Internacionale Bivših Ratnika.

Malo je pisaca doživelo takav uspeh kao Anri Barbis svojom strašnom optužbom protiv Velikog evropskog kao i uopšte protiv rata.

Do sada je publikovao: LE FEU, CLARTÉ, QUELQUES COINS DU CŒUR, PAROLÉS D'UN COMBATTANT, LA LUEUR DANS L'ABÎME, LE COUTEAU ENTRE LES DENTS, inedavno LES ENCHAÎNEMENTS.

Dragi Građanine,*

Poslali ste mi povodom položaja na Balkanu niz pitanja na koja mi je dužnost da odgovorim s obzirom na tragični zamašaj koji je zahvatio ovaj veliki problem. Ja sam znao za Vašu korisnu aktivnost, sa kojom je Vaš list upotrebio sve snage, da unese svetlosti u događaje, koji se tamo dešavaju, na tako strahovit način, i pre nego što odgovorim na Vaša pitanja, dužnost mi je da, Vam

* Odgovor Barbisov na našu anketu poslat je lično našem prijatelju i drugu D. Vlahovu, bivšem poslaniku u turskom parlamentu i poznatom borcu za oslobođenje Makedonije. — Redakcija

čestitam na naporu, koji činite, da raskrinkate strašni položaj stvoren neredom, i da obavestite iskreno i istinito evropsku javnost.

Vi koji ste se borili i koji ste patili za pravdu i mir, Vi koji ste poznavali u svima detaljima peripetije bratoubilačke borbe balkanskih naroda, došli ste do uverenja, da je jedino republikanska federacija balkanskih naroda srestvo, da se izadje iz sadanjih nesreća i da se izbegnu buduće opasnosti, koje anarhija svakog dana umnožava na poluostrvu.

1. Svaka čista savest, svaki duh oslobođen od predrasuda, priznaće, da je sadanja solucija makedonskog pitanja u neskladu sa principima slobode i jednakosti, koje velike parole civilizacije izražavaju sa toliko rečitosti, i konzekventno tome, da je u neskladu sa interesima mira. Sadjanja podela Makedonije je jedan kompromis, da bi se dala satisfakeija pograničnim državama, Srbiji, Grčkoj i Bugarskoj. Ali ova podela, koja samovoljno deli jednu etničku celinu, ne vodi nikva računa o aspiracijama i potrebama samih naroda, koje seče na komade. I može se primetiti, da ovo oskrnavljenje, koje je protiv svih velikih principa prava i morala i koje teži, da eliminiira umetnim i nasilnim sredstvima jedan teritorijalni personalitet, ne daje šta više ni potpunu satisfakciju ni svakoj od država, koje su u pitanju. Može se reći, na protiv, da podele ove vrste podržavaju zavist i antagonizam izmedju sila koje su delimično profitirale.

Vrlo je tačno reći, kao što Vi činite, da makedonski narod danas zna za gore ropstvo nego u vremenu turske uprave, i da je za njega počela era sistematskog proganjanja. Ja sam često lično dolazio do dokaza porobljavanja i uništavanja makedonskog naroda.

Očevidno je, da, ako se hoće spasti ova živa masa, treba joj dozvoliti da normalno prosperira, da živi svoj život. Za to treba naći drugo rešenje nego ovaj brutalni postupak, koji se sastojao u tome da su ga rasekli na tri dela i utopili u strani elemenat.

2. Prava narodnih manjina ne mogu biti respektovana i zagarantovana pod režimom reakcije, koja danas vlada sa silinom nepoznatom u istoriji na balkanskom poluostrvu. Nikada vlade despotskog i arbitarnog karaktera čija se diktatura vrši pomoću policije odvratne i strahovito organizovane, ne mogu ni pomisliti da održe prava te vrste. To je tako reći protivno njihovom biću i u apsolutnoj opreci sa čitavom njihovom politikom i sa svima elementima na kojima oni stalno grade i brane svoj autoritet.

3. Bez svake sumnje, formulu federacije naroda: grčkog, jugoslovenskog, bugarskog i rumunjskog, koji žive jedan pored drugoga na velikom istočnom poluostrvu, donosi sredstvo zdravoga razuma, da nestanu prepreke, rivalnosti, mržnje i izazivani ratovi između njih. Treba u istini, odreći satisfakciju zahtevima različitih nacija. Nikada zadovoljštine, koje bi se mogle dati jednima ili drugima neće zadovoljiti sve. Oni će se osećati uvek povredjeni. U sadanjem stanju stvari postoji matematička nemogućnost, da se postigne trajan mir igrom podela teritorijalnog plena između zemalja koje konkuriraju jedna drugoj, to će reći koje su večno u neprijateljsstvu. Ne bi tako bilo kada bi nacije politički formirale delove jedne celine sa administrativnom autonomijom za svaku od njih. Pod ovakim pogodbama sve snage i svi izvori svake zemlje, mogli bi se slobodno razvijati i međusobno popunjavati. Iz toga bi rezultirala logično jedna „nadracija“, koja bi bila izvanredno moćna i jaka. S druge strane, etnički karakter, posebne osobine svakoga od ovih krajeva, koji bi se tako slobodno i solidno sjedinili jedan sa drugim, ne bi više imali potrebe da upotrebljavaju nasilje, da se nametnu ili da se održe da ne iščeznu. Ujedanput razoružani zajedničkim pristanokom i jednom inteligentnom ravnotežom, ovi individualiteti mogli bi da se razvijaju i da cvetaju. U današnjem sistemu, nemaju kao što sam rekao, drugog izlaza osim sile, odbranbene ili ofanzivne.

4. Sadašnje vlade ne mogu pretendovati da ostvare balkansku federaciju. Ovakva jedna institucija ne može se roditi ni postati stabilna, nego u čisto demokratskom sistemu. Sve federacije koje postoje danas u svetu, postoje samo kroz ostvarenje ovog očevidnog principa. Stara kao i savremena istorija uče nas, da svaka despotska vlada, pa šta više i svaka vlada koja se ne oslanja na narodne mase, je fatalno osuđena da radi prema interesima dominacije a ne prema interesima masa, koji su stvarni interesi jedne zemlje, a zgrada koje je tako konstruisana ne bi imala osnove i bila bi slaba i privremena.

5. Republikanska federacija Balkana kao i mnoge druge jasne i jednostavne ideje zadovoljava razum i neosporno osigurava umirenje ovog velikog ognjišta starih ratova lokalnih i opštih. Ali teškoće ostvarenja su sada vrlo velike zbog opozicije tiranskih vlasti, koje vladaju u ovom delu Evrope. Ovo ne treba da oduzme hrabrost onim ljudima, koji pošto su učinili plan oslobodjenja, počinju hrabro da seju ideju. Ovde u istini, kao i u celom ostalom svetu strašne posledice politike ljubomore, konkurencije i borbe, pomoći će ovim smelim novatorima. Najbolja će solucija doći silom samih događaja, kroz nevolje i ruševine, do kojih dovode stari artifičelni režimi. Ovaj ideal naći će malo po malo svoj put i zadobiti zainteresovane mase. Njegova je moć u njegovom praktičnom karakteru, a nema ništa praktično i jasno što nebi bilo ostvarljivo, kada se preagne, da se otvore oči narodima.

Prijateljski Vaš

Anri Barbis

Ekonomski planovi srpskog imperijalizma

Srpski imperijalizam davi cio Balkan, to je najveći neprijatelj mira i slobode balkanskih naroda. Pod njegovim pritiskom stenje 7 milijona nesrpskog stanovništva Jugoslavije (od 12 milijona) koje on politički tlači a ekonomski isisava.

U svom govoru u Narodnoj skupštini od 8. februara 1926 povodom debate o novom budžetu, karakterisao je g. Korošec vladajući sistem ovim riječima: „Vas Srba ima 43%, a vjestačkim izbornim redom došlo je, da imate preko dvije trećine poslanika u skupštini. Dalje kralj je Srbin, vlada je potpuno srpska, diplomacija u ogromnoj većini srpska, generalitet potpuno srpski, centralne državne institucije 98% srpske, zandarmerija preko 60% srpska i svaki dan sve više srpska, carinska služba 70% srpska, finansijska služba isto tako. Kad vidimo, da pojedine granč državnog aparata postaju iz dana u dan sve više srpske, ne nervira nas to samo nacionalno, nego se tu radi o egzistenciji i kruhu za naše ljude.“

I zaista milijoni ljudi ugroženi su zločinačkim planovima srpskog imperijalizma.

Politički planovi — osiguranje hegemonije u Jugoslaviji — i na Balkanu često su predmet pisanja „B. F.“

Ovaj članak ima da prikaže prvenstveno ekonomske ciljeve i planove srpskog imperijalizma.

U ekonomskoj politici srpskog imperijalizma vidimo 3 pravca, tri osnovne tendencije. Prvo, plan da se pomoću nejednakog i vjestačkog oporezovanja nerazmjerno mnogo oporezuju, da se upravo isisavaju pokrajine bivše Austro-Ugarske Monarhije, osobito Slovenija, Hrvatska i Vojvodina.

Drugo, da se sa tako opljačkanim novcem stvara industrija u Srbiji i srpskim djelovima Jugoslavije, da se defacijom i kre-

ditnom politikom stvorene teškoće slovensko-hrvatske industrije iskoriste da bi ona prešla u srpske ruke i da se, najzad, kemiska i željezna industrija tih oblasti prenese na jugoistok, Bosnu i Srbiju, da bi poslužila kao osnovica za stvaranje teške srpske industrije: vojne željezne i ugljene.

Treću tendenciju predstavlja težnja za novim teritorijalno-ekonomskim osvajanjem na Balkanu. Prije je to bio osobito kraj oko *škadarskog jezera*, a danas je *Solun i solunska željeznica*, pa onda *južno-albanska nafta* na što baca požudno svoje oči, k čemu upravlja svoj mač veliko-srpski imperijalizam.

Prvi pravac napadaja srpskog imperijalizma već je pobjedonosno završen. Sjedne strane, vjestačkom poreznom politikom isprešane su ogromne sume novca iz hrvatsko-slovenskih pokrajina i vjestačkom kreditnom politikom narodne banke, hipotekarnih fondova i ostalih središnjih državnih novčanih zavoda predane su Srbijancima i Srbima, s druge strane, pod pritiskom strahovitog oporezovanja, industrija, zanati i trgovina u pokrajinama bivše Austro-Ugarske zapala je u *tešku krizu*, pod kojom će propasti ako veliko-srpski poreski šaraf ne popusti. Nekoliko primjera. Prema posljednjem budžetu dolazi na jednog *Slovenca 83.82 Dinara* poreza a na jednog *Srbijanca 47.42 din*, dakle skoro za polovinu manje. Kod direktnih poreza razlika je još veća: 170.64 Din. naprama 62.60 Din. Porez na poslovni promet, invalidski i ostalo opet je u Sloveniji više nego u Srbiji („Slovenec“ od 27. januara 1926).

Isto vrijedi i za Hrvatsku i Vojvodinu. Nu nije samo industrija i trgovina bivših austro-ugarskih pokrajina znatno jače opterećena nego u Srbiji. Također i slovensko hrvatsko i vojvodjansko seljaštvo mnogo je teže oporezovano od srpskog. Hrv. federalistički zastupnik *Dr. Ivan Lorković* izračunao je da na 20 jutara zemlje seljak u Hrvatskoj plaća 4.826.36 Din. poreza, a u Srbiji (za istu površinu i kvalitet) samo 810.74 dakle 6 puta manje (Hrvat od 28. Jan. 1926). Kućarina (porez na zgrade) pokazuje slični škandalozni nesrazmjer. Vlasnik kuće, koja nosi godišnji dohodak od 50.000 dinara a vrijedi 400.000 dinara plaća u Zagrebu 33.000.80 din. poreza, a u Beogradu samo 7.594.06 dakle manje od jedne četvrtina („Hrvat“ od 5. februara 1926). Iz brojki, koje je objelodanila „B. F.“ o oporezovanju Vojvodine („B. F.“ br. 37 od 1. februara) vidi se, da je slovensko-hrvatska industrija na rubu propasti. To su veliko-srpski imperijalisti upravo i htjeli. Oni je misle sad prekupiti, pa onda demontirati i seliti prema Srbiji.

Dr. Triller, jedini Slovenac u upravnom odboru „Narodne Banke“ izjavio je na kongresu saveza slovenskih industrijalaca (januar 1926 u Ljubljani): „Kad sam izlagao da će ovom finansiskom i poreskom politikom biti slovenačka industrija uništena, odgovoreno mi je: Ne vaša industrija neće biti uništena, ona će samo promijeniti gospodara.“

Šta može drugo i da kaže upravni odbor Narodne banke, u kojem sjedi 17 beogradjana i Srbijanaca, a tek pet ljudi iz pokrajine bivše monarhije. Ali za to su te pokrajine u g. 1925 platile 4 milijarde dinara direktnih poreza, a Srbija tek 1 milijardu.

Akciju oko uništenja, preseljenja i srbiziranja slovensko-hrvatske industrije vodi načelnik ministarstva trgovine i industrije *Milivoje Savić*. G. Savić izgrađuje postepeno svoj plan. Čl. 137. „Financijskog zakona“ za g. 1924.—25. ovlašćuje ministra za trgovinu i industriju, da smije dozvoliti osnivanje novih industrija samo onda, ako se tiču „narodne odbrane“. Taj je pojam opet neodređen. Može obuhvaćati i cijelu industriju, moguće je, da se poduzetim ljudima čini sve moguće poteškoće i uopće onemogućuje osnivanje novih industrija.

„U interesu narodne obrane“ gospodin Savić je dapače načinio čitav plan, kako treba industrije demontirati i prenijeti u Srbiju i taj svoj plan izložio je u knjizi „Naša industrija i zanati“ (4 sveska 1919—1924). Taj dugo i pomno spremni plan misle *veliko-srpski imperijalisti sada odstraniti*. Kriza slovensko-hrvatske industrije, kapitulacija Radićeva, nade u američki zajam — to su razlozi zbog kojih oni sada kane pristupiti ostvarenju svog davnšnjeg plana.

Slovenski industrijalci održali su povodom toga u januaru o. g. *izvanredni kongres* u Ljubljani: Sekretar „Saveza industrijalaca u Sloveniji“ g. Milan Šuklje kazao je tim povodom:

„Nije dovoljno, što Slovenačka trpi uslijed nejednakosti direktnih poreza, taksenog zakona i terora porezne prakse, već bi još htjeli mjerodavni krugovi da demontiraju njenu industriju, pa ju tako sasvim upropaste. U svojoj knjizi „Naša industrija i zanati“ učinio je g. Milivoje Savić čitav plan, kako treba slovenačku industriju demontirati, i to tobože zato, što je u blizini granice. Po njegovom mišljenju treba naročito demontirati *željeznu industriju*, pa je skoro u svojoj knjizi za *svako poduzeće odredio*, kuda treba da se premjesti. Onda mu neda mira ni *elektro-kemiska industrija*, a u pogledu industrije umjetnih gnojiva drži, da treba u Slovenačkoj *zabraniti preradbu kalijevog cijanamida u amonijak i azotne kiseline*.“ Kao razlog demontaže, srpski imperijalisti navode opasnost zbog „blizine granice“. Na to odgovara g. Šuklje: „Industrija se ne stvara tamo, gdje ju se dekretira, već gdje su potrebni uvjeti. Velike vojničke države, Francuska i Njemačka, pa i stara Rusija imale su najveće industrijske centre baš u blizini državnih granica. Medjutim, u slučaju rata mogu neprijateljske zračne flotile de unište ma gdje naše tvornice, još prije nego što smo postavili u poziciju prvi top. Kada se govori o seobi tvornica, može se misliti samo na transport njihovog unutrašnjeg uređaja, jer se zgrade, dimnjaci i peći ne mogu preseliti. To čini kod većine tvornica investicija tako da bi na taj način propali mnogi zlatni milijuni. A misao, da se u velikom stilu deportiraju naši radnici, upravo je nečuvena.“ Ovi su argumenti neo-

borivi, ali gospodari gospodina Savića neće za njih ni da čuju: Zar su toliko neinteligentni? Ne! Imadu oni *druge razloge*, koje oni ne kažu a koje g. Suklje ne smije spomenuti i ako su mu dobro poznati. Pravi je razlog taj, što beogradska vlada hoće da ima tešku, vojnu, željeznu i kemičnu industriju na *srpskom teritoriju i pod hegemonijom srpskih banaka*. Taj je teritorij: Srbija i Bosna, zaokružene sa krajevima iz susjednih oblasti u tradiciionalnu Veliku Srbiju. Izgradjenjem jedne *ekonomske Velike Srbije*, nadaju se srpski imperijalisti da će moći tržišno osigurati svoju hegemoniju nad Hrvatima i Slovencima u kraljevini S. H. S. i da će moći preći na nova osvajanja na Balkanu.

Da srpska vlada već praktično prilazi ostvarenju tih planova, dokazuje ne samo saziv spomenutog izvanrednog kongresa slovenskih industrijalaca i diskusije na njemu (kao i protestna rezolucija donesena u istom smislu) nego to dokazuje i donošenje *nove carinske tarife* u Junu 1925.

Ovo je tipična tarifa protekcije *teške željezne industrije*, ali tako udešena, da ona prisiljava industriju iz sjevero-zapadnih krajeva, da se seli na jugo-istok.

Izgledom na ogromne profite nastoje srpski imperijalisti pridobiti zagrebačke i ljubljanske banke za svoje planove. „Mi ćemo vladati ali vi ćete moći uživati“ — poručuje Beograd.

Ovi planovi srpskog imperijalizma, koje će on nesumnjivo nastojati svom brutalnošću da izvrši, vode ne samo k novim ratovima na Balkanu, već i k novim borbama u samoj Jugoslaviji. Rad na njihovom ostvarenju potenciraće nacionalnu borbu Slovenaca i Hrvata

protiv beogradskog režima. U Sloveniji već se raspravlja o osnivanju „Narodnog Vijeća“ u koje bi ušli pored opozicionalne pučke stranke Korošceve i industrijalci, koji su do sada podupirali vladu.

Ali će izvršavanje tih planova potencirati naročito otpor i borbu širokih seljačkih i radničkih masa, pa i srpskih. I ako možemo računati sa time, da će dijelovi hrvatskih i slovenačkih bankara, sada kao i uvijek, izdati zbog profita oslobodilačku borbu svoga naroda, i ako uzmemo kao vjerovatno da će se nešto (ne mnogo) zajma u Americi moći dobiti-povrh svega toga troškovi za ostvarenje velikosrpskih ekonomskih planova treba će da padnu najvećim dijelom na leđa stanovništva Jugoslavije. Budžet od 13 milijardi i carinska tarifa koja vanredno poskupljuje masovne artikle (odijela, cipele, plugovi, kose) to već dovoljno dokazuju. Ali isto tako i fakti da budžet ima 1.5 do 2 milijarde deficita, kao i da zaštitnom carinom poskupljene proizvode seljaštvo i radništvo ne može više da kupuje — dokazuju, da široke narodne mase (niti srpske), ove ogromne troškove srpskih imperijalističkih planova, ne mogu podnijeti. Teška industrijska i agrarna kriza čini tu situaciju još kritičnijom.

Jugoslavija ulazi s jedne strane u period novih nasilja, provokacija i zločina srpskog imperijalizma, a s druge strane u period nove borbe potlačenih naroda protiv srpskog imperijalizma, čija će borba biti pojačana i pooštrena istovremeno borbom seljaštva i radništva svih naroda (pa i srpskog) protiv nepodnošljivih, fantastičnih troškova, koje će na njih veliko-srpski imperijalisti svaljivati.

I. Žanić

PARTIE ROUMAINE

După alegerile comunale

Pentru a putea prețui rezultatul alegerilor comunale ce-au avut loc în România la 18, 19 și 20 Februarie, trebuie mai întâi să-l comparăm cu rezultatul alegerilor pentru Camerele Agricole dela 25 August anul trecut, ținând însă socoteală de două lucruri. Întâi: La alegerile agricole din August blocul oligarhic cuprindea partidele *liberal, averescan, maghiar și săses*, iar blocul opoziției partidele *țărănesc și național*. La alegerile de-acum însă blocul oligarhic a pierdut pe averescani, cari s'au alăturat, nu fără anumite intenții perfide, frontului unic al opoziției (vorbim aici deocamdată numai de sate, la orașe frontul unic anti-liberal cuprinzând și pe *social-democrați și Blocul Democrației Muncitorești-Țărănești*). Deci o primă slăbire a blocului oligarhic. Al doilea: La alegerile agricole de-acum 6 luni nu au luat parte, conform legii, decât proprietarii rurali cu mai mult de 3 ha. pământ, adică acele elemente rurale care sunt prin situația lor economică mai puțin înclinate spre radicalism. La alegerile comunale, dimpotrivă, au participat — sau... ar fi trebuit să participe, dacă n'ar fi fost împiedicați cu forța sau prin falșuri — și țărani cu mai puțin de 3 ha. sau fără pământ deloc, adică acele categorii mai sărace și deci mai radicale, care formează majoritatea populației sătești. (Nu vorbim aici de orașe, unde la alegerile comunale de-acum au participat pătri încă și mai radicale și mai înaintate politicește, ca muncitorimea industrială, sau pătri profund nemulțumite de regimul liberal, ca funcționarii publici, meseriași, micii patroni, micii comercianți, etc.) Deci o a doua și hotărâtoare slăbire a pozițiilor oligarhice în alegerile comunale.

Și totuși! În alegerile agricole blocul opoziției a bătut blocul oligarhiei cucerind din 76 camere agricole 43. În alegerile comunale însă blocul oligarhiei a luat *la sate* din 6685 comune (de unde se cunosc până acum rezultate definitive) 5601. Cum se explică asta? Oare din August până în Februarie liberalii și-au schimbat politica oligarhică într-una țărănească și au cucerit simpatia masselor țărănești? Doamne ferește! Și totuși ei au luat 83% din consiliile comunale rurale. Cel puțin așa interpretează ei rezultatul alegerilor.

E drept că conducătorii opoziției contestă această interpretare. Ei spun: pedeoparte din 8700 comune rurale, câte există în România, au fost proclamate alee *din oficiu* în 4250 de comune listele preținse guvernamentale *fără a se mai purcede la vot*, pentru că nu se înregistrase decât o singură listă, listele opoziției fiind respinse pe motive de formă și procedură; pedealtă parte asta nu însămnă că toate aceste 4250 de liste sunt *pur* guvernamentale, mulți din cei proclamați astfel aleși fiind țărăniști sau naționali. Nu știm încă în ce măsură această „explicație“ a opoziției corespunde realității. Dar ceea ce știm este că conducătorii naționaliști și țărăniști — în înțelegere cu regele, adică cu oligarhia — au hotărât încă din capul locului „să nu ducă lupta la țară“, „să nu expună pe locuitori persecuțiilor și răzburărilor administrative“, „să nu turbure pe oameni dela munca lor“, „să nu dea caracter politic alegerilor la sate“, — adică conducătorii opoziției au abdicat în fața palatului, care nu vrea ca satele să-i fie „ațâțate“, și n'au opus oligarhiei liste în numeroase comune rurale cu speranța că astfel își vor cuceri grația regelui singura lor nădejde de venire la putere.

În asemenea condițiuni rezultatul alegerilor comunale *la sate* nu poate deci prezenta o iconă a puterii și „popularității“ oligarhiei, ci cel mult o iconă a țărătoriei palatiste a șefilor opoziției, o iconă a dezorientării și nevolniciei lor. Ceea ce este însă în orice caz sigur, este că rezultatul *la țară* dovedește *măsura teroarei și alșurilor administrației*. Nu ar fi oare cu adevărat grotesc să se

accepte ca real acest rezultat: partidul bancar al marilor orașe învingător printre... țărani, și Partidul Țărănesc bătut... la țară!

În schimb rezultatul *la orașe* este limpede și clevent. Pentru a-l putea aprecia, trebuie și aici să ținem în prealabil socoteală de unele lucruri. Marea majoritate a locuitorilor cu drept de vot au fost înălțurați prin falșuri și piedici administrative dela înscrierea în listele electorale. Așa, de pildă, la București din 800.000 locuitori au fost înscriși în liste numai... 54.000. Apoi din cei înscriși au primit cărțile de alegător și au putut participa la vot numai o mică parte, adesea ori nici jumătate. La București: din 54.000 înscriși au votat numai 24.000. În multe părți cartiere întregi au fost declarate pentru timpul alegerilor... contaminate de boli moliptoare și inconjurate cu cordoane polițienești, iar alegătorii împiedicați astfel de a veni la vot (cazul dela Bălți și de-aiurea). Însfârșit, cu cărțile de alegător neeliberate au votat agenții guvernului. (La București au fost prinși 4 gardiști travestiți în civil votând cu cărți de alegător străine; dar spre uimirea candidaților liberali chiar și acești agenți cumpărați ai guvernului puseseră buletine pe numele... opoziției în urnă, atât de departe merge ura contra regimului) Nu mai vorbim aici de nemulțumirile provocate în masse de cealaltă capitulare a conducătorilor opoziției burheze: au renunțat la programul lor, care conținea desființarea constituției și legiurilor liberale, a legilor excepționale, amnistia generală, etc. și au acceptat idea de „continuitate“ la conducerea statului, — abdicare ce-a îndepărtat pe mulți alegători dela vot. Ei bine, cu toate falșurile și cu toate piedicile, cu toată teroarea care, pe lângă sute de arestați și de răniți, a dat și *sase morți*, blocul oligarhiei a fost la orașe zdrobit. El nu a putut lua nici-una din capitalele celor 10 provincii (București, Jași, Cluj, Cernăuți, Chișinău, Timișoara, Constanța, Craiova, Oradia-Mare și Bazargic) și nici-unul din porturile comerciale dunărene. Deasemenea guvernul a pierdut cea mai mare parte din orașele de provincie. Frontul Unic Antioligarhic din care făceau parte și social-democrații și Blocul Democrației Muncitorești-Țărănești s'a ales aici cu majorități covârșitoare: la București de pildă cu 17.000 de voturi din 24.000, la Chișinău cu 92% din totalul voturilor depuse. Rezultatul alegerilor *la orașe* este cu atât mai caracteristic, cu cât el însămnă pedeoparte o înfrângere a liberalilor, adică a aceluia partid care este eminamente *orașănesc*, al burheziei d' n orașele industriale și comerciale, și pedealtă parte o victorie în primul rând a organizațiilor muncitorești, dar și a Partidului Țărănesc, care a fost „bătut“ la... țară!...

Dar să nu primim rezultatul alegerilor numai după geografia socială: satul și orașul, ci și după geografia națională. Să considerăm rezultatul alegerilor după provincii. Tabloul devine atunci și mai vorbitor, ceea ce nu însămnă că este numai îmbucurător.

Să începem cu partea tristă. Acolo unde democrații minoritari au abdicat în fața reacționarilor minoritari și, împreună, au pactizat cu oligarhia liberală, acolo nu numai în sate, dar și într' un șir de orașe au ieșit listele guvernamentale. Este cazul în Transilvania. Asta arată că, deși acolo la asuprirea politico-economică se adaogă și asuprirea națională, totuși pătri încă largi minoritare mai urmează pe conducătorii reacționari sau carieristi ai Partidului Maghiar sau Săsesc-german, deși aceștia au trădat pe față interesele vitale ale masselor minoritare. Vina este și a partidelor românești de opoziție care, prin nehotărârea și prejudecățile sau interesele lor șoviniste, nu au știut și nu era posibil să se apropie de masele minoritare. Numai acolo unde influența Partidului Comunist s'a putut valorifica blocul oligarhic al liberalilor și al magnaților a putut fi trântit. Centrele cele mai importante din Transilvania sunt astfel luate de opoziție (Cluj, Sibiu, Oradia-Mare, Timișoara, Brașov, etc.). Ba la

Oradia-Mare Frontul Unic al Opoziției și al organizațiilor muncitorești a ieșit biruit, deși în blocul liberal au intrat și social-democrații...

În Dobrogea procentul comunelor cucerite de opoziție este important. În județul Tulcea de ex. 75% (după Adevărul din 24 Februarie). Deasemenea și în Bucovina.

Rezultatele cele mai semnificative le dă însă Basarabia. *Nici-un oraș nu a putut fi luat de guvern.* Iar opoziția s'a ales cu evasi-unanimități. La Chișinău de pildă ea a înrunit 92% din totalul voturilor. Tot așa la Soroca și aproape la fel și în alte părți. În schimb guvernul s'a ales la... Tatar-Bunar. Ce simbol!...

Cât despre evrei, minoritate răspândită peste tot teritoriul, masa a votat cu opoziția — ceea ce face ca presa guvernamentală să spună că populația evreească a primit în acest senz poruncă dela... sinagogi. Burghesia evreească însă, ea și în trecut, a dat mâna cu oligarhia.

Blocul oligarhic a fost deci în general zdrobit politicește în

alegerile comunale. Dar ar fi o iluzie să ne închipuim că liberalii vor părăsi pentru asta guvernul. Ei au făcut alegerile comunale pentru a vedea în ce măsură pot asigura o formă „legală“ continuării dominației lor. Dacă presupunem că opoziția ar fi luptat pestetot la țară și ar fi cucerit nu numai o victorie politică, ci și una formală — adică ar fi avut majoritatea absolută a comunelor —, liberalii ar fi văzut atunci că formele „legale“ nu-i servesc și ar fi trecut peste ele: dictătura fățișă, mărturisită ar fi fost urmarea. Dar așa cum opoziția a abdicat dela luptă în majoritatea comunelor rurale, dând puțința liberalilor să aibă formal majoritatea în țară, continuarea guvernării oligarhice apare și mai ușoară, pentru că păstrează, din grația conducătorilor opoziției, forma „legală“. Fără o luptă hotărâtă oligarhia nu va putea fi doborâtă. Și politica palatistă a conducătorilor opoziției nu însemnă luptă, și încă și mai puțin luptă hotărâtă.

J. Mateescu

PARTIE ALBANAISE

Liria e fiales e liria e shtypit në Shqypni

Posë Zyres së Shtypit të Tiranës, nuk ká nieri qí të kish páturpesin m'u mundue me rrejtë boten, se në Shqypni ka sot liri fiale e shtypit. Faktet janë aq hë karta sa në Shqypni nuk ká sot as hijen e nji liris, sá s'kish me këné nevoja me i qitë në nji artikull, por rrena e nji Zyres qí e thret vehtën zyrtare, lypë nji pergjegje: thaç prá se në Shqypni nuk ká sot kurrfarë liriye, sot po kufinohem këtu per të provue vetun, se në Shqypni nuk ká kurrfarë liriye fiale e shtypit.

Nen liri fiale merret vesht e drejta me diftue çiltas mendimin e vet me fjalë permbi nji gjendje, çeshtje a person. Ner Shtetet autokrate ish e kufinueme kjo liri vetun kuer perkittë personin e Mbretit, e edhe këtu vetun atëherë kuer munt t'u provote se fjala u perdorte per t'a poshtu ne Mbretin, a por kuer nuk ishte e vertetë. E mirë sot Begu i Matit, e ban vehten Mbret të Shqypnis, tuj i ndalue kujdo me folë keq per personin e tij!

Asht e vertetë se të gjithë popullit e di se Ahmeti hini n'atdhë të vet me bajoneta serbe e se edhe sot gjinden vrangelist në Shqypni, të gjithë e din se bravo-ja i tij Çatin Saraçi, e organizoj vrasjen e Luigj Gurakuqit, mbas urdhnit arit t'Ahmet Begut, të gjithë e din se ky pinjoll feodalësh ká duert e perlyeme me gjakun e Bajram Currit, të Zia Dibres, të Zef Ndocit, të Sali Çetes etj. etj., të gjithë e din se Sh. Naumi e Vermoshi, Banka Italiane, Konçesionet englezeve, privilegiet giuhe e fetare grekëvet, janë pagesat e trathtis, per të fitue e per të mbajtë fuqin; të gjithë e din se Ahmeti po e çon Shqypnin po aty ky e kish çue Essadi, të gjitha i din këto e të tjera por kurrkush s'ká guzimin të flasë, pse ç'do fjalë e vertetë ndaj qeverimin e diktatorit të sotshem shkaktón hapsin, konfiscacionin e shpesh herë deken. Vargje-vargje sillen si gjarpit do fytyra degeneracioni, niers turpi e shpirta kriminel: fundria e njerzvet qí sherbyen nji mbas nji okupatorët e Shqypnis; keto janë shteti madhuer i Begut të Matit, elita e spiunvet, chefi i të cillëvet asht Ahmeti vehtë. — Me to këshillohet, në to ká besim e me to qindron pinjollit i Bejlervet. — Vetun n'zemer të familjes së vet, mbledhur rreth votres, flet popullit shqyptar per gjendjen e tëmershme të sotshme, per fatin e zí ku e çoj Shqypnin ajo kastë e mallkueme e bejlervet, per zgjedhen e robnis ku e pruni nji pinjoll i tyne; në mrame kuer terri mbëlón natyren, kuer muret e shpís segurojn prej spiunvet t'Ahmetit, robt shírejn n'inád të drejtë kundra diktatoris feodale, çilen zëmrat në nji shpnesë të gjallë. per at emigracion qe do t'a shtypit ket klasë të kalbur bashkë me kryet e tyre, — shfren e kjan populli shqyptar rreth votres, pse e din se perfaqësues e tij sot a janë vetë bejler a por laqait e tyre.

Ku asht zani i Parlamentit e i Senatit shqyptarë, a s'e din këto perfaqësues se shpejt historia e birt e tyne veht, kan me i lypë hesapë per pergjegjesin e tyre, a sedin se pergjegjsia e tyre asht me folë burnisht çiltas per gjendjen e çeshtjet qe gjikojn? Jo, perfaqësuesat e popullit shqyptarë, o janë të dehur prej arit të fuqivet interesuese, o janë të terrorisuem prej exponentit të kllasit të degeneruem të bejlervet, a por janë idiotë qí s'kan kurrfarë kuptimi. — E ja disa shembulla qí provoijn se edhe këtu, në Parlament e në Senatë, n'olokun e fjales, liria e fiales asht fiktive.

Kuer Ahmet Begu, do t'i pagute Pashiqit, çmimin e trathtis, Sh. Naumin e Vermoshin, e qiti çeshtjen para Parlamentit e Senatit per t'i dhanë edhe bojen ligjore. E mirë çka ndodhi në ket mbledhje historike? Nji komedi e lujtur prej çilimish: nji shumicë kundershuan rrebtësish kundra Serbis, e kundra kësaj tramtë deri sá erdhi koha me votue... kuer duerne votat, si shumica qí kish bëzà, tuj bà „scena muta“ në teatrin e çilimivet, si ato qí kishin kundershutet ket proponim... votuene per pranimin e trathtis të Begut. Ende sot bota qesh per kundershutin e çilimivet qe mbas pak minutash pranoshin çka kishin kundershutue.

Nji rasë tjeter tipike: enqët-a parlamentare per çeshtjen e Myfid Libohoves në rasen e konçesionit të Bankes italiane. — Çeshtia dihet prej të gjithëvet: Disá deputet mbajtne fjalime të rrehta në parlament, tuj thanë shkurt se, Myfidi kish marrë nji perqind, si bakshish prej Italis, per t'i dhanë konçesionin e Bankes.

Prap edhe këtu komedia e parashkrume: fjalime mbi fjalime permbi drejtsin, moralin shtetnuer, mbi korrupcionin, permbi mbasat qí do të mberreshin etj. etj. fjalime qí thue se jé n'Eldoradon e drejtis e të moralit shtetnuer, fundi: nji enqët-e parlamentare. Anëtarët i vëhen me zëll punes, Ahmet Zogu hapë fjalën se kerkon domos qí të skiarohet kjo punë, e anëtarët naiv punojnë edhe ma me zëll, deri... kuër lamshi fillon m'u shkatrue te dera e Ahmetit veht, deri kuër shofin se, si edhe në korrupcion, begu i Matit ish lidhë me begun e Libohoves! Natyrisht, bash në solucion çeshtia Myfid Libohova, — qí ish bà, pá pritë nji çeshtje Zogu-Libohova —, ... shtyhet per ma vonë, enqëta lëhet pá krye, Parlamenti e Senatit bezajn. Pse? Si kështu? Ku asht Ahmeti qí lypete kjarimin? Ku janë perfaqësuesët qí kerkoshin dënimin? — pvetë bota. Pergjegja, te votra e shpís, në zërnër të familjes shqyptare aty ku folet pá frigë asht: Diktatori kuer s'munt të kapet pse a gjaksuer, s'munt të kapet as atëherë kuer asht korrup, prá bëzaj e aman mos të na ndij kush!...

Prune vehtem këto dy rasa tipike, pse mungesa e vendit së rmeton m'u shkruet të gjitha rasat, qí provoijn se liria e fjales nuk existon sot në Shqypni, dua në fund të permendi vehtem pershtypjen qí ban në boten e kulturue me ajo fjalë tipike qí perdorë në ç'do rasë zyra e shtypit: „u vendos nji-zani“, këto fjalë s'don me thanë tjeter, veçse „diktatori-beg urdhenoj, dhe robt-raje thane: amin!“

U vendos nji-zani qí të ndrohet statuti: amin! u vendos nji zani qí mydiri i Pashiqit të bähët President i Shqypnis; amin! u vendos nji zani se të gjithë jemi republikan: amin!... Bota s'çuditet edhe po kje se neser vendoset nji-zani qí të gjithë republikanët të bahen monarkist, e qí Presidenti-mydir të bähët Mbreti i mydirietit: u vendos nji-zani? e po, atëherë: amin!

Liria e fjales ká nji kuptim mã të gjanë se liria e shtypit, prá kuer në nji Shtet asht e ndalueme liria e fjales, aq ma teper asht e ndalueme liria e shtypit.

Vehtem per plotësim t'argumentacionit due të flas shkurt edhe per lirin e shtypit: sot në Shqypni kjo liri nuk existon fare.

Para se të hite Ahmet Begu, me bajoneta serbe në Shqypni, gjindeshin miat fletore, si organe të grupevet indpendente politike, edhe këto gëzoshin plotësisht lirin e shtypit; të vim ner data objektive: në Shkoder delte „Ora e Malevet“, si organ i partis klerikale-sociale të popullit të veriut; n'Elbasan, „Ura e Shkuminit“, si organ i grupit antifeodal-nacional, ashtu edhe „Ku vemi“ si lajmtar i nji grupit liberal-demokrat; në Gjinokaster delte „Drita“ fletore demokratike; në Vlorë fletorja „Politika“ agrare-nacionale, e në Korçë. „Shqypitari i Amerikes“ si lajmtar i mendimevet të kolonis shqyptare n'Amerikë. — Permenda këtu vehtem gazetata ma me randësi, tuj shtue edhe të perköhëshmen „Hyll i Drites“ nji e perköhëshme kulturë-literare-sociale, per stilë e per landë, nji visar per gjuhen shqyptare. — E mirë, qyshë se hini Begu i Pashiqit në Shqypni, asht ndalue botimi i të gjithëvet. — Ndoshta edhe këtu rrena zyrtare do t'i kundershtojn të vertetes, porsë e di fare mirë se në ket rasë bähët qesharake, pse jo vehtëm qí këto fletore janë ndalue, por edhe redaktorët e tyre janë vrà (b. f. Sali Çeka) janë burgosë e janë aratisë.

Deri nji ner fletore qeveritare, „Republika“ qí delte në Shkoder, kje mbyllë e redaktorit të sajë ju desht me hikë, jo per tjeter por pse filloj me qitë në shesh korrupcionet e Begut të Libohoves, pá parapá lidhjen qí ky kish në ket korrupcion bashkë me begun e Mates.

Fletoret qí dalin sot në Shqypni janë thiesht qeveritare, a ma mirë me thanë idholatruese per Ahmetin qí i paguen; tuj këné qí jo shum nierz ulen në ket shkallë të poshter adulatorësh të paguem, redaktorët e tyne janë në shkallen ma t'ultë të kultures: stili e landa e këtyne fletoreve asht zero, thohet se emigrant i këndoijn rregullisht këto fletore, pse këto zanë vëndin e „Karagjos-it“ në Shqypni, e me këto hjekun pak të keq.

E vetmia fletore qí ish e pá-anshme „Dielli“ organi i Vatres, nuk u léte perpara e lir me hi në Shqypni, tash qí drejtori i tij, i vetmi beg me shkollë, báni „causa commune“ me kllasin e tij, qe perpara e kish renegue, artikujt e tij merren zyrtarisht prej fletoreve qí dalin në Shqypni.

Çdo fletore shqyptare qe del në dhë të huej e qe merr guxinin me folë të drejtem mbi gjëndjen e sotëshme në Shqypni, është e ndalueme.

Këto janë faktet qe provojn se *liri fjale e shtypit sot në Shqypni nuk ka*, e se zyra e shtypit kuer thotë të kunderten rrënë; po kje se kjo s'është e verteta, atherë zyra e Shtypit t'i rrëxojn me argumenta

çka thamë më sipër, — tuj ju lutë vehtem qe mos të perdorin në at metod rrenash dementuese të pà turpëshme, pse ky method në bōten e kulturume e ban zyren e shtypit qesharake e ulë nderin e Shqypnis. Pak më kuptim u pritte edhe prej Zyre së Tiranes, sado qe është goja e Malokut të Mates.

Itali, Fruer

M. D.

PARTIE BULGARE

Правителството на Ляпчев на работа . . .

Два месеца изминаха от като Ляпчев зае местото на Цанков. За това време, той даде предостатъчно доказателства, че неговото правителство следва неуклонно пътя на Цанков, че то прилага същите методи на управление, както кървявият професор. Можеше ли да бъде иначе?

Правителството на Ляпчев, подобно това на Цанков, изхожда от партията на Демократическия сговор. Тази партия се направлява от неотговорните фактори, групирани в воената лига. Командир на тая лига, както е известно, е генерал Вълков, който и при Ляпчев, ръководи военното министерство, следователно, той държи под своята команда вжоржжената сила на страната. Не трябва да се забравя още, че генерал Вълков има под своята команда и неколкото хиляди добре вжоржжени запасни офицери, както и неколкото стотин бандити на Протогерово.

Ние посрепнахме „новото“ правителство така, както то заслужаваше да бъде посрепнато — с погнуса и отвращение.

Сега ние сме в състояние, с факти на ръка, да докажем, че системата на насилия, терор и убийства продължава в България, че българският народ, при управлението на Ляпчев, живее при същите тежки, непоносими условия, както и преди това.

Още при Цанков се изработи третия законопроект за политическа амнистия. Правителството на Ляпчев възприе напълно целия законопроект на своя предшественик и го гласува в парламента. Вместо да се даде пълна и безусловна амнистия на преследваните и находящите се в затвора и избегалите зад граница политически противници на воената диктатура, правителството на Ляпчев даде такъва на крадците, мошениците, мародерите, спекулантите, изобщо на всички вулгарни престъпници, които беха преследвани по законите на буржуазната държава. Не стигаше, че то ги освободи от затворите, и от всека по-нататъжна углавна и гражданска отговорност, но той им опрости паричните глоби, на които те беха осъдени. Нещо повече. Това правителство гласува специален член в закона за амнистията, по силата на който държавата ще заплати на неколкото десетки спекуланти и мошеници, на които беха конфискувани имотите, стойността на тия имоти — 87 милиона лева. И до като Ляпчев, така постъпва с спекулантите, крадците и мошениците, той остава да гинат в затворите и да скитат из чужбина 5—6 хиляди български работници, селяни и интелигенти. Три четвърти от политически преследваните български граждани остават не засегнати от амнистията. Сам министра на правосъдието заяви в правителствения вестник Свободна реч, че, по закона за защитата на държавата, от 2.240 души осъдени, щели да бъдат амнистирани само 1.005 души, или по-малко от половината.

Животът на гражданите сега е изложен на също такъва опасност, както и по-рано.

Убийствата и хвърлянето на бомби в жилищата на гражданите продължават, както при Цанков.

Така, няколко дни преди разглеждането делото на „конспираторите“ в Севлиево, в началото на февруари т. г., местният адвокат Македонски, член на радикалната партия, е получил писмо, с което бил заплашен, че ще бъде убит, ако се наговори с защитата на „конспираторите“. На 10 с. м. неизвестно лице е хвърлило бомба върху прозорците на жилището му, находяще се срещу воените казарми, която не се възпламенила и паднала на улицата. Непознатото лице не е заловено. Правителството се мъчи да представи, че това било „детинска работа“, както това се вижда от обясненията, които личният орган на Ляпчев, Зора, дава по този атентат. Обаче, никой не верва на тия смешни обяснения. Целта на атентата е да се тероризират адвокатите, за да не се явяват като защитници на „конспиратори“, т. е. ра отници, селяни и интелигенти.

При Ляпчев се вършат убийства, както при Цанков, и убийците все не се задаят. Протестът, който 800 семейства от едно село в Орханйиско, при вратите на София, отправиха до министър-председателя (тоя протест ние възпроизведохме в миналия брой на нашия вестник), че от 9 юни 1923 г. насам те са в тревога и в ужас и искат да знаят, къде да отидат, за да спасят своя живот — дава ясна картина за ужасния ад, в който живеят българските граждани.

При Ляпчев неотговорните фактори продължават да всеват ужас сред българския народ, несмушавани от никого, както това беше при Цанков. Напоследък, тия фактори са взели най-живо участие в повсеместния терор, който се упражни над

българските избиратели през последните избори за общински съветници. Същите тия фактори, под страх на смърт, заставиха избирателите в Петришкия край, Македония под българска власт, да гласуват за правителствените листи (по-доле ние ще разгледаме по-подробно действията, както на отговорните, така и на неотговорните фактори на властта през време на тия избори). Тук ще укажем на някои случаи на заплашвания и насилия на неотговорните фактори.

В Лом и Разград, както и в други градове в България, има групи от една „патриотическа“ организация, наречена Родна Защита. Председател на тая организация е известният убиец на работници и селяни през септември 1919 г., който, по заповед на тогавашния министър на войната Ляпчев — сега същия този господин е министър-председател на България — избя няколко хиляди селяни и работници, войници, връщайки се от фронта, поискаха да установят народна власт в България.

В споменатите по-горе градове, членове на тая организация бият и заплашват българските граждани-евреи, като ги заставят да напуснат България и се изселят за Палестина. Вестниците на туй наречената легална опозиция, хроникайки тия беззакония, съобщават, че агенти на същата организация, както и на ред други тайни контра-революционни организации, са плъзнали из страната и натравят на българските граждани, особено на евреите, разни книги, портрети, събират пари за „патриотически цели“, заплашват и бият, и питат блюстителите на законите в тая страна, съществува ли чл. 1 от закона за защитата на държавата?

Наивни въпроси. Законът за защитата на държавата е насочен против работниците и селяните, но не и против разните контра-революционни фашистки организации. Възможно ли е една фашистка власт да преследва организациите, които са най-яката опора на нейната диктатура?

При Ляпчев делата против „конспираторите“ продължават. Неотдавна се разгледаха от окръжните съдилища в Търново и София две дела, по които беха осъдени 7 души работници на строг тъмничен затвор от 10—15 години и на парична глоба над един милион лева.

Както при Цанков, така и при Ляпчев, работнически печат нема. Свобода на печата, словото, събранията, сдруженията съществуват само за убийците на народа, bankerите и спекулантите.

Цанков спре всички вестници, които не одобряваха неговата система на убийства. Ляпчев върши същото.

От няколко седмици насам в София излизат два народни вестника, списвани много умерено: Земя и Труд и Новини. Ляпчев не можеше и тех да търпи. След като на два пъти в Новини беше конфискуван, сега и двата вестника са спрени и редакторите им арестувани. Каква е техната по-нататъшна съдба — още не се знае.

Ляпчев не може да търпи даже чисто синдикални вестници. До такъва степен той е враг на работниците. Излизащият в София чисто синдикален вестник Единство, е подложен не само на най-строга цензура, но и след като се преглежда от органите на Обществена безопасност, не се позволява неговото разпространение. В 40 града на България отговорните и неотговорни органи на Ляпчев конфискуват вестника, заплашват неговите настоятели, а когато редакцията отправи публичен протест против тия беззакония, то нейните редактори беха публично заплашени чрез правителствените вестници и техната постъпка беше квалифицирана като „нарушение на реда“, „джрзост“ и „безсрамие“.

Както при Цанков, през ноември 1923 г. и последвалите по-късно избори за окръжни и общински съветници, така и при Ляпчев, през време на последните общински избори, се приложиха всички средства на морален и физически терор, които само една противонародна власт може да прилага.

На 14 февруари се произведоха избори за общински съветници в 72 града на България.

Ляпчев заяви, че изборите ще се произведат при пълна свобода, а в действителност той приложи същите насилнически и терористически средства, с които си служеше неговия предшественик. Нека оставим вестниците на легалната опозиция, Знаме, Радикал, Народ, Независимост, да говорят за беззаконията и произволите на властта.

В Сливен — терор и арестуване на опозиционни агитатори и кандидати, атентат в дома на един социал-демократ. В Дупница —

четири офицери обсаждат клуба на социал-демократическата партия, като арестуват дъамата и кандидати: Д-р Паламарев и С. Янев. В Дупнишо — депутатът от правителствената партия, един от главорезите на Протогеров, Таско Стоилков, публично заявява: „Бийте, пребивайте, избора спечелете, амнистията е готова“. Пещера — шайки вжрдуват из града, за да тероризират избирателите-опозиционери. **Нова Загора**, арестуван опозиционен депутат, избирателните книжки държи правителствен чиновник и ги раздава на когото иска; на държавни и общински чиновници се дават белезници бюлетини, за да знае властта кой от тях не са гласували за правителствената листа; гласували са малолетни, а някои правителствени агенти са гласували по няколко пжти; заставят се бежанците да гласуват за правителствената листа. **Хасково и селата**, арестувани четирима граждани, терор, какъвто гражданите не помнят до сега. **Старо Загорско**, арестуват се кметове, числящи се към опозицията. **Айтос**, провокация, нападение на предизборни събрания, вследствие на което на 7 февруари се били арестувани 15 души граждани, които още се държат в затвора. **Т. Пазарджик**, тероритирани и бити хора; трима души от побой са обляни в кърви, телата им обезобразени. **Радомир**, терор и арести. **Плевен** и околната, арести и побойца в околняското управление; участниците са пжлни с арестуваните хора. **Разград**, нападение на квартални събрания. **Шумен** — заплашвания с „безледно изчезване“. Сак там и в **Провадия**, запрещение околняско събрание на десницата на Земледелския съюз. **Ловеч**, арести и интригираня на опозиционери в селата на околнята. **Троян**, терор. **Лом**, заплашвания и арести; пжани стражари заплашват и беснеят. **Белоградчик** — окръжният управител свиква гражданите в околняското управление, туря револвера си на масата, с насочено срещу тех дуло, като им заявява, че ще се преследват „конспираторите“, че ще да се повтарят септемвриските събития (кланета над работници и селяни). **Русе**, органите на властта дават на когото искат избирателни книжки, а на опозиционно настроените прибират ги и пр. и пр.

Това са сведения, които ние, на бърза ръка, заемаме от бжлгарския печат. Терорът, преди и през време на изборите, беше повсеместен. Той засегна градове и села (една неделя след градските избори требваше да се произведат такива в 2.381 селски общини; резултатите от тех още не ни са известни). Терорът и насилията беха насочени срещу всички опозиционни партии.

При все че властта употреби такъв страшен терор, при все че министрите, депутатите и всички граждански и воени чиновници беха трайнаги по агитация, като си служеха с разни обещания и заплашвания — правителството на Ляпчев изгуби изборите.

При пренесяването на резултатите от изборите трябва да се има пред вид, че бжлгарските граждани, земеделци и комунисти, беха лишени от всека възможност да развият какъвто и да е агитация; те немаха нито един вестник; те не можаха да публикуват нито едно възвание, да свикат нито едно събрание; те не можаха да развият даже лична агитация, а на много места те не можаха да заверят своите кандидатни листи и да имат своите застъпници в избирателните бюра — толкова много те беха преследвани от властта!

И при едно такъво положение, резултатите от тия избори са следните:

Общо в 72 града са гласували 180.000 души избиратели; от тех за партията на правителството Ляпчев — 72.000 души, или 40% и за опозицията — 108.000 души, или 60%.

В **София** правителството е получило 10.500, или една трета, а опозицията — 21.300 гласа, или две трети; в **Варна**, правителството е получило 2.670, или една четвърт, а опозицията 8.580 гласа, или три четвърти; в **Сливен** респективно 1.540 и 4.000, или една трета и две трети от подадените гласове.

Гласовете на опозицията се разпределят така:

За комунисти и земеделци са гласували 26.400 души, за национал-либерали 24.400, демократи 17.000, широки социалисти 11.300, стамболовисти 11.000, радикали 6.700, коалиция радикали и демократи 4.800, занаятчий 2.600 и бежанци и бездомници 770 гласа.

Правителството на Ляпчев е бито, жестоко бито.

Бжлгарският народ решително произнесе своята присяда против това правителство. Той се произнесе против управлението с огън и меч, против „безследните изчезвания“, против убийствата при „опит за бегство“, против злодеянията, които Демократическият съговор на Панков и Ляпчев, воената лига на генерал Вжлков и Русев, Кимон Георгиев и Славейко Василев и престъпната банда на Протогеров и Ив. Михайлов извършиха над него от 9 юни 1923 година до сега.

Бжлгарският народ се произнесе; той заяви, че правителството на Ляпчев е също тъй тираническо и престъпно, както беше това на Панков.

На 14 февруари т. г. бжлгарският народ каза своята тежка дума:

Правителството на кържавата диктатура трябва да си вжрви.

Г. Казановски

Добруджа пред опасност

В последните месеци на току що изтеклата година, ромжнската преса ежедневно запжляваше своите страници със съобщения за „четническа дейност“ в Добруджа, за „банди“, „комити“ и „разбойници“ и пр. Тая кампания особено се засили след като стана известно, че нови трудности се изпречват за сключване на ромжнско-бжлгарския договор.

Пресата, поставила си за цел да мобилизира общественото мнение в Ромжния, изжкваше отговорностите на бжлгарското правителство за „четническата дейност“ в Добруджа, джлжт му в интереса на запазване ромжнско-бжлгарското приятелство, да вземе всички мерки за изкореняване на „комитаджийските гнезда“ в Бжлгария, предложи дори съдействието на ромжнските власти за тая цел и на края лансира съобщението, че ромжнското правителство е решило, след прекъсване на ромжнско-бжлгарските преговори, да пристъпи само към ликвидиране на секвестрираните имоти на бжлгарските поданици в Добруджа.

В сената, в края на декември, се направи запитване за „постояниите комитаджийски нападения в Четирижгжлника (Южна Добруджа) и за мерките, които правителството мисли да вземе“. Министра на външните работи, г. Дука даде един твърде характерен отговор: „Джжжен сжм да заявя, че постъпки пред бжлгарското правителство са правени не веднаж. Обещавам, че нема да се поколебая нито за момент да изпжлня напжлно своя джлж за осигуряване на границите ни“.

Тоя заплашителен тон на м-р Дука, пораждащ недоразумение при не веднаж оповестените приятелски отношения с Бжлгария, както и проведената кампания в пресата, достатъчно ясно и недвусмислено разбулват своите цели: да се упражни нуждното давление в София, за по-голема отстъпчивост в ромжнско-бжлгарските преговори.

Ромжнските чокот, за указаната ценна подкрепа след 9 юни на фашисткия режим в Бжлгария, искат рекомпенсации. Тия рекомпенсации могат да се резюмират в следното: пжлна дезинтересованост от съдбата на Добруджа, заплащане на репарациите, ликвидиране с имотите на бжлгарските поданици (ликвидиране, което граничи с пжлното ограбване, особено за селските имоти) и разтурване организацията на добруджанската емиграция.

Софийското правителство, в досегашните си сервилни отношения с Букурещ, показа, че то действително е капитулирало по първия пункт на ромжнските претенции, защото по въпроса за колонизация на Добруджа, ограбване земите на селяните, затваряне на бжлгарските училища, отнемане на църквите, за 40 хилядна маса прокудени добруджанци, то не намери за нужно да отпрати какъвто и да било протест, нито пред Ромжния, нито пред Европа. А с мартенските (1925) убийства и арести над добруджанската емиграция, то даде достотъчно гаранции, че е склонно да капитулира и по последния пункт на ромжнските претенции. Софийското правителство упорствува само по въпроса, кога да почнат вноските по изплащане на репарациите и по скандалното ликвидиране на секвестрираните имоти на бжлгарските поданици. Имайки пред вид, че в интереса на своето закрепване и реакционна вътрешна политика, фашисткия режим в Бжлгария до сега достатъчно предателствува интересите на бжлгарското племе в Македония и Тракия, нам не е никак чудно, че това предателство ще бжде продължено и спрямо интересите на бжлгарското население в Добруджа. Много малко се иска още, до пжлната капитулация на софийското правителство пред безерамните претенции на ромжнските чокот.

Да се упражни давление в София за по-голема отстъпчивост в ромжнско-бжлгарските преговори, да се принуди софийското правителство да капитулира пред исканията на ромжнската олигархия — всичко това е само едната страна — вжжнната, на целите, които си поставя кампанията в ромжнската преса, в сената и чрез изявленията на м-р Дука. Тая кампания безспорно цели и нещо друго — засегаще твърде чувствително жизнените интереси на добруджанското население. Чрез нея ромжнските управници тжрсят да оправдаят и засилят своя изключителен режим в Добруджа.

Така, в Букурещ се свика специална конференция под председателството на джржавния подсекретар г. Татареску (фактическия м-р на вътрешните работи в Ромжния) с участието на шефа на Главната Сигуранца, началниците на жандармерията и пограничните войскове части и окръжните управители в Добруджа. Решенията на конференцията са: засилване на пограничните и жандармерийски части в Добруджа, прилагане колективната отговорност на селата в случай на четнически нападения, строги мерки срещу всички укриватели на „комитите“. Тия са официално оповестените съобщения.

Обаче, за неоповестените решения на тая конференция, за пжклените замисли на нейните участници по отношение съдбата на добруджанското население, ни дава ясно представа една заповед на Сидистренския окръжен управител Ташку Пучеря, автора на избиването на 5 души селяни в с. Асваткой — (1924), издадена непосредствено след тая конференция. В тая заповед се казва: „Всички тия, които застрелят един бандит или комитаджия,

ще бъдат възнаградени със сумата от 10.000 лей за всяка глава на бандити или комитджии“.

Цитираме по Adevèrul брой 12.867 от 23./XI. 1925 г. Същият вестник по повод тая заповед добавя: „Значи, правото е на всеки, да залови, да квалифицира като разбойник и да екзекутира — в замена на една премия — без никаква друга формалност, освен личното убеждение на тоя, който има вкуса да стане ловец на комитаджии“.

„Всеки може да си представи, какво страшно поле за чудовишни производи се разкрива за обуздаваните от закона зверски инстинкти, когато самата власт възнагражда убийствата. Можем да кажем, не един режим като тоя, който практикува г. Ташку Пучеря в Дуростор (сидистренски окръг) не е минавал до днес през фантазията и на най-жестокия усмиритель на колоните.“

Тая заповед, която и до сега продължава да бъде в сила, е един открит и безсрамен апел за безразборното избиване на добруджанското население. И когато тоя апел се прави от един окръжен управител, тогава той се явява не само най-добрата характеристика за царувания режим в Добруджа, но и най-сжкрушителния удар за нейните настоящи кървави управници.

За да се разбере добре смисъла на подобни заповеди, нуждата от засилване на войсковите и жандармерийски части и изострането изобщо на потисническия апарат, трябва да посочим причините за действително неспокойното положение в Добруджа, създаден от варварския режим и реакционната политика на ромънските управници.

Първо. Комисиите, действующие съгласно закона за собствеността в Добруджа, са привършили своята предварителна работа и пристъпват към отнемането (безвъзмездно) на една трета част от земята на селяните. Също така, по силата на тоя закон, наречен от видни ромънски юристи „чудовищен“ и „закон за организиран грабеж“, комисиите отнемат изцело земите на приблизително 30 процента от добруджанските селяни, понеже не могли да докажат (?) своето право на собственост.

Второ. Колонизацията на Добруджа взема все по-широки размери. Настаяват се с хиляди куцовлашки семейства от Македония на ограбените земи от добруджанските селяни. Обзавеждането на колонистите, снабдяването им с инвентар, добитък и безплатен труд става все за сметка на местното население. Колонистите се настаяват по селата вжоржжени и с помощта на жандармите, заставят населението на сила да им строи училища, да превозва със свои средства необходимия материал, да помага със свой инвентар и добитък за обработване раздадените им земи и пр. Една черна робия, незапомнена от добруджанци и за най-мрачните времена на далечното минало.

Трето. Една политика за асимилация и ромънизация на чуждите националности, чрез закриване училищата, отнемане на църквите, преследване на интелегенцията и нейното прогонване из Добруджа. Пълно ограничаване на културните, национални и политически свободи.

Четвърто. Една система на беззаконни реквизиции, ангарии, рупшети и открити грабежи, вжршени от една корумпирана администрация, която в своята алчност за бързо забогатяване, не спира и пред изжршването и на най-вулгарни престъпления.

Всичко до тук е достатъчно да покаже, че действително положението в Добруджа не може да бъде спокойно, че едно негодуване справедливо обхваща все по-широко и по-широко добруджанските народни маси. Израз на това негодуване се явява масовото гласуване против правителството на Братяну в станалите избори за земеделски камари и частичните за сената.

В Добричкия окръг (Județul Caliacra) резултата на избори за сената, сравнен с тоя от 1922 г., е следния:

партии:	март 1922 г.	декември 1925 г.	Разлика
либерали	7398	1266	— 6132
царанисти	2050	—	—
обединена опозиция	—	2435	+
аверескани	—	538	503
Всичко гласували	9448	4239	

Либералите, които в 1922 г. получават 78% от гласовете, в 1925 г. имат едва 28%. Техния кандидат е българи — Д-р Бжчваров и макар, че населението в този окръг в своето подавяюще болшинство е българско, то гласува за кандидата на обединената опозиция (царанисти и националисти) — за ромънеца К. Ангелеску. Тоя факт има огромно значение. Българското население за първи път произнесе своята решителна присъда не само над ромънските управници, но и над местната българска буржуазия, която е в фактически сжюз с ромънската олигархия и нейн сжучасник в прокарването на един широк грабеж над трудящите се работнически и селски маси в Добруджа.

Това е сжщевременно тежък крах за национализма и патриотарството — винаги фиктивни, на българската буржуазия и признак за една нова революционна ориентация на добруджан-

ските маси. Друго, което изпжква в изборните резултати е внушителното намаление на броя на гласувалите, от 9448 на 4239, въпреки задължителността и тежките глоби, които предвижда избирателния закон. Тоя факт свидетелствува, че либералите са заличили от избирателните списъци над 50% от имеющите право на глас и въпреки „агитацията за правителството“, вжршена от полицията, сигуранцията и жандармерията, въпреки побищата, заплашванията и арестите, поражението за тях е катастрофално.

Страшно е оплакването на офицоза „Вийторул“ след изборите за враждебния дух в средата на малцинствата в Добруджа спрямо ромънската джржава и че не може да се иска от местното население да стане в продължение на няколко години „добри ромъни“, защото, сжщите тия малцинства, гласувайки за ромънеца Ангелеску, против либерала-българин, ние мислим, че са дали вече достатъчно признани на „добри ромъни“, сжгласно отвратителната логика на офицоза.

Трябва да добавим, че гласуването за опозицията никак не означава, че потиснатите добруджански маси се увеличат от демагогските предизборни обещания на тая опозиция. Добруджанци имат богат опит от миналото, те знаят, че предизборния период е „меден месец“, за да почне пак „старата песен“ след изборите и избраниците бжрже да забравят своите обещания. Добруджанци гласуват против правителството на Братяну и неговата политика в Добруджа.

Това гласуване „против правителството“, характерно общо за всички насила присъединени територии — Бесарабия, Трансилвания, Буковина и Добруджа, е ясна указател за растящото негодуване на потиснатите националности в Ромъния (представляващи половината от общото население) и че зад „гласуването за опозицията“ стоят националните борби, които всеки ден повече навлизат в решителна база.

Ромънската олигархия е изправена пред сериозни мъчногии. Предстоят общински избори в целата страна. Правителството на Братяну, получило добри уроци от станалите напоследък избори и виждайки, че ще бъде провалено и в новите, постоянно ги отлага и прави всичко възможно да сломи борческия дух и потуши разстящото негодуване в потиснатите национални маси.

Специално в Добруджа, ромънската олигархия нема други средства за запазване и поддржане „редът“, освен като засилва своите войскове и жандармерийски части като изостри все повече своя потиснически апарат.

Целата аларма за четнически нападения, за комити, банди, разбойници в Добруджа (в голема степен преувеличени и често вжршени от самата корумпирана администрация с участието на колонистите, нападения, при които винаги нападателяте остават неотгрити) има именно тая смисъл: да обяви, че реда в Добруджа е нарушен и че той трябва да се възстанови с цената на кървави насилия и терор. Целта на това възстановяване на „реда“ е ограбване земите на селяните, пълно национално, културно и економическо заробване, колонизация и ромънизация на Добруджа.

Тая е вътрешната логика на политиката на ромънската олигархия в Добруджа. Пжтицата на тая политика, провокираща постоянно добруджанските маси, водят фатално към нови кланета. Добруджа я очаква участта на Бесарабия.

Всички условия ромънската олигархия е създавала в Добруджа за сжбития от рода на Татарбунарските. Оправдателната присъда, за срам на целия цивилизован свет, над изрода поручик Морареску, автора на стотици убийства в Бесарабия, достатъчно насжрчи неговите подобни в Добруджа!

Добруджа е пред явна опасност! Джлг на добруджанската емиграция е да отпочне решителна акция в защита на Добруджа. Джлг на западната демокрация, на всички приятели и честни защитници на поробените народи е да издигнат мощен протест пред ромънското правителство. Лозунга на тия протести трябва да бъде: **Долу престъпните ръце на ромънската олигархия от Добруджа!**

Добруджанските селяни и работници в тревога очакват тая защита. Те сжщевременно трябва и ще вземат всички мерки за своята законна самозащита, ще положат всички усилия да организират своята борба за сжществуване, своята борба за свободен живот.

Януари 1926 г. Добруджа.

Добруджански

Жени-жертва на белия терор в Бжлгария

Към най-страшните ужаси на белия терор в Бжлгария принадлежат и жертвите, които, заедно с децата, принесоха, жените и девичите на бжлгарския трудов народ. Неизразими са болките на бжлгарските майки, които от две и половина години насам всеки ден са свидетелки на жесткото избиване на техните синове и мъже. Според постановленията на закона за защита на джржавата, жените, чиито синове или мъже се преследват политически, са задължени да ги издват; всеко премълчаване или каквото и да е указване помощ на преследваните, се смета

за държавна измена и наказва се със смърт или дългогодишен тъмничен затвор.

Но, трудящите се жени и девизи в България се проследват не само по този косвен начин; самите те биват масово арестувани, изтезавани, осъждани на смърт или биват убивани, без какъвто и да е съдебен процес, по най-жесток начин.

Съдбата на арестуваните жени и девизи е много по-лоша, отколкото тази на техните братя, защото, попаднали в затвора, най-първо те биват изнасилени по най-низък начин от джескавите офицери и „кавалери“ и фашистки бандити; след като тези зверове в човешки образ, по един най-безрамен начин наситят своите животински страсти убиват по най-кръвожаден начин нещастните жертви.

Тук ние даваме имената на до сега известните убити или полудели в затворите жени:

През м. януари 1925 г. в околността на София бе намерен обезобразения труп на една 17 годишна ученичка от Т. Пардзджикско. На врата ѝ висеше една бележка със съдържание: „Така свършва предателката на отечеството“. Че това убийство бе организирано от офицерската лига и фашистите стана ясно от факта, какво, след това престъпление, фашисткото списание **Родна Защита**, чийто редактор е запасния генерал **Шкойнов**, писа: „Така ще свърши всеки заподозрен и предател!“

Гражданката **Елена Гичева**, жена на архитект Гичев, след арестуването ѝ през м. февруари 1925 г., беше изнасилена и малтретирана по един най-жесток начин от офицери и тайни полици. Тя не можеше да понесе тези страшни мъки и една сутрин тя бе намерена в килията обесена.

В гр. **Айтос**, една учителка от същия град бе изтезавана скотски. Покрай другото, в половия орган на жертвата е било вкарвано едно нажежено железно. Отведена в болницата, тя почина вследствие твие на ужасните рани.

Гражданката **Ана Маймункова**, дългогодишна учителка и главна редакторка на женския комунистически вестник **Равенство**, впоследствие главна редакторка на в **Работничка**, след атенатата в черквата на 16 април 1925 г. бе арестувана в обществената безопасност и там бе така скотски бита и изтезавана, щото, след 20 дена, когато бе отведена в женското отделение на затвора, не можаха да я познаят, поради страшните съссем почернели птоци, даже и нейните най-близки другарки. И тя също, както самата съобща, е била изнасилена по най-низък начин от офицерите и цанковите агенти. На 9 юни 1925 г., втората годишнина от Цанковия преврат, тя бе заклана, заедно с още други двама затворници, в софийските гробища.

Гражданката **Вела Пискова**, учителка от **Шумен**, при арестуването ѝ в Русе бе убита от цанковите агенти.

Също и гражданката **Мина В. Стойчева** от **Нова Загора**, майка на три деца, бе убита от правителствените бандити.

Гражданката **Иванка Симеонова**, студентка при софийския университет, официално фигурира като изчезнала, а това значи, че тя е убита в затвора. Социал-демократическият в. **Епоха** от 14 ноември 1925 г. помества едно заявление от нейния баща до тогавашния председател на народното събрание, а сега министър професор **Кулев**, с което иска да се разследва случката с неговата дъщеря, която, въз основа на една заповед от 29 април 1925 г. на обществената безопасност, бе арестувана, изпратена в затвора и от тогава безследно е изчезнала.

Гражданката **Рахела Ангелова**, санитарна прислужница в частната клиника на Д-р **Николев**, бе арестувана след 16 април и от тогава безследно изчезна. След това тя бе осъдена „задочно“ за нелегална дейност — нещо, което представлява най-обикновения начин за узаконяване на беззаконие убийства.

Майката на работническия водител от Бургаско, гражданина **Паскал Ненов**, бе арестувана след 16 април, само заради сина си и така тежко бе изтезавана, че тя почина вследствие на раните. Тя бе така подута, че не можаха да ѝ се съблекат дрехите. В това положение палачите я показаха на нейния син, който, при тази гледка, е полудел. Самият **Паскал Ненов** веднага след това е бил застрелян на улицата пред съда.

60-годишната **Анка Димитрова** от **Свищов** бе есечена със сабли, защото отказа да предаде скривалището на сина си **Бончо Димитров** преследван от властта.

Жената на действующия капитан **Кротнев** бе убита в леглото, заедно с нейното кърмаче. През същата нощ, мъж ѝ, заподозрен като съмишленик на Земледельския Съюз, бе арестуван, а на другия ден сутринта минувачите намериха трупа му на улицата.

Гражданката **Соня Драгойчева**, студентка, бе осъдена на смърт в пловдивския политически процес след 16 април 1925 г. Тя показа особена храброст. Смъртната присъда не можеше да бъде изпълнена, понеже, изнасилена от цанковите бандити, тя беше заченала.

Французойката **Адела Николова** бе осъдена на смърт като укривателка, понеже дала под наем своето жилище на лица, които са били преследвани политически. Само благодарение на енергичното застъпване пред царя на французкия пълномощен министър, смъртната присъда бе заменена с доживотен затвор.

Страшно големо е числото на арестуваните жени. Така, между 300 политически затворници в софийския окръжен затвор, има 15 жени, от които 3 осъдени на смърт.

Избягалата от България гражданка Д-р **Царвуланова** за страданията на българските жени в затвора даваше потресающа сведения. Тя е прекарала няколко месеци в софийския окръжен затвор и подлежеше на осъждане на смърт. След като понесе най-страшни мъки и страдания тя бе призната за невинна и требваше да бъде оправдана. Нейният мъж, гражданин Д-р **Царвуланов** е един от безбройните безследно „изчезнали“, т. е. убити в затвора.

Освен тези, известни са имената и на следните жени и майки, намиращи се в бургаския затвор: **Тодорка Стоянова**, майка на две деца; **Христина Лазарова**, майка на две деца; **Мара Комитова**, майка на две деца; **Неделя В. Бекярова**, **Кера Комитова**; в сливенския затвор — **Мара Чарева**, майка на три деца.

Много случаи има на полудели в затвора жени. Така, г-жа **Д-р Гергица Карастоянова** от Лом, вследствие на безчовечните изтезания, изгуби разума и способността да кърми своето дете. Също тжй и гражданката **Гичева**, в своето умопомрачение, не можа да позная своето дете. Гражданката **Мултарова**, след убийството на мъжа си, бе също арестувана и в затвора полуде; след това тя дълго се луташе без подслон с своите две деца.

Инспираторите и изпълнителите на тези нечувани жестоко-сти спрямо жените и девизици на трудова България не само че не са наказани, но подкрепелите и „духовните“ главари на тези бандити, в лицето на фашистките големици и воената лига, са настанени на властта и при **Ляпчева**, също тжй, както това бе при правителството на **Цанков**: в новия кабинет те се представляват от военния министър генерал **Вълков** и новите министри, полковниците **Славейко Василев** и **Кимон Георгиев** и професор **Кулев**.

Тодорова

„Комитета за защита жертвите на белия терор“ при българския посланик в Париж

Комитетът за защита жертвите на белия терор в България и на Балканите, реши да се представи на българския посланик в Париж, за да прояви следните искания:

- 1° Премахване на страшния закон за „защитата на държавата“.
- 2° Пълна и безусловна амнистия.
- 3° Немедленото освобождение на арестуваните в София трима французи.

Една делегация, състояща се от г.г. **Eugène Frot** и **André Berthon**, депутати, **Gayot**, парижки общински съветник, **Marcel Willard**, адвокат, **Daniel Renoult**, журналист, **Vernochet**, професор, **Zygomski**, журналист, е била приета на 1-и февруари в българската легация от г. **Богдан Морфов**.

Ние можахме да придружим г. **Eugène Frot**, и поискахме да даде своите впечатления.

„Българският посланик, каза ни той, ни прие много ласкаво. Той ни изреди маса уверения на своето правителство. От дългия разговор, който ние имахме с него, трябва да се спрем на известни декларации.

„Г. **Морфов** призна, че през време управлението на **Цанков**, са станали някои нежелателни работи, които не са могли да бъдат предотвратени. Той утвърждава, че г. **Ляпчев** желае умиротворението на страната. Ако амнистията не е достатъчна, каза той, тогава ще се гласува друга. Освен това има и помилвания.“

— Ние обхрнахме вниманието на социалистическия депутат, че трудно е да се поверва на тия заявления, щом като военната лига управлява и днес, както вчера.

— Бъдете спокойни, ние не прехемем всичко това за чиста монета! Ето отговора на г. **Морфова** и аз ви го давам за да видите какъв е той:

„Аз ви уверявам, че сега не управлява генерал **Вълков**, а г. **Ляпчев** и само той.“

Г. **Eugène Frot** продължава: „Г. **Морфов** е добър дипломат. Той ни говори много и то ловко. За комунистите, той наблегаше на насилията на Стамболйски против работническата класа през време на железничарската стачка. За мой приятел **Zygomski** и за мен, той направи няколко цитати на български социалисти, след атенатата от 16 април, като оправдание на поведението на правителството през онова време.

Той забележи даже, че **Цанков** има един брат, който е социалист! Ние неможахме да получим нищо определено относно амнистията и закона за защитата на държавата.

— А за арестуваните французи!

— Тук, той беше пояснен. Той формално призна, че те са били зле третирани. Той заяви, че той е знаел лично, какво директор на полицията често е нанасял побой на г. **Léger**. Той обеща веднага да телеграфира на своето правителство за да изисква едно по-човешко третиране за г. и г-жа **Léger** и за г-жа **Адела Николова**. Мой колега **Berthon** му съобща, че той

е депозиран едно искане за интерпелации върху мъченичеството на тримата француски затворници.

— Вашето общо впечатление?

— Постъпки като тази са полезни. Необходимо е да се групират всички сили от левницата и от крайната левица против фашизма.

Депутата от Loiret ни даде текста на получената от делегацията нота.

Ние я предаваме ин екстензо:

«Ръководими от една мисъл пълна със симпатии и приятелство към българския народ, тъй жестоко сразен от съдбата в продължение на много години, ние се адресирахме още в дена на идването на власт на новото правителство, за да му изразим желанието, че е необходимо, в интереса на България да се вземат немедленно следните две мерки:

1° Възвръщане към нормалното законодателстване от преди държавния преврат.

2° Една обща амнистия, за всички жертви на гражданската война, от 9 юни 1923 г. насетне. Ние констатираме, че софийският кабинет не изглежда, че е разположен да удовлетвори това двойно желание.

Не се съобщава даже за възстановяването на един нормален режим.

Чудноватият закон, на тъй наречената защита на държавата, почиващ върху принципи, които са абсолютно в противоречие с основните положения на модерния и на античния закон, остава в сила, позволявайки, както вчера, тъй и днес, извършването на политически, административни и съдебни действия, които универсалната съвест, която съди както държавите, така и народите, не може да го приеме.

Проектът за една широка амнистия, която ние очаквахме за България, за нейните нещастни синове, които се скитат в изгнание, и главно в Франция, се свежда до едно предложение, което обещава всички ония, които, след 1923 година, съдействували на България в правителствената акция, която, може да се каже, излезе аномална. Този проект също тъй освобождава престъпниците от всички наказания, наказуеми по общия закон.

Обаче, между политическите затворници, се установяват различия, се фиксират категории, в такива условия, щото големият жест за умиротворението и очакваното забвение не е даже начертано?

От друга страна, поддръжайки наказанията на политическите затворници, и наказанията от фискален характер, които бежа неимоверно тежки, и то само за тех, проекта лишава наистина тия затворници от амнистията.

При тия условия, ние сме длъжни, да манифестираме пред българското правителство, нашето разочарование.

Ние му заявяваме, че ако изключителната политика на Цанков, продължава и при новото правителство, политиката, която подтикна много личности в Франция и чужбина да издигнат своя глас в защита на българския народ, това последното нека не се чуди тогава, че протестите, които се изразиха на Запад през време кабинета на Цанков, ще продължат.

«Напротив ние ще се постареем, да дадем на тия протести повече гласност, с единичната цел да ускорим идването на дена когато, за благо на българския народ, откритата на 9 юни 1923 г. ера ще бъде приключена.»

Връчвайки този протест, ние не можем да забравим, че между осъдените, за които ние очаквахме амнистия, се намират мнозина французи.

Г. Léger и жена му, г-жа Адела Николова, която е французка, беха осъдени на смърт и тяхното наказание бе заменено с вечен затвор, по изричното настояване на френския посланик в София.

Те беха обвинени, че са приели за квартиранти хора, които са били замесени в атентата от 16 април.

Ние не желаем да дискутираме тук базата на това обвинение. Пълна светлина един ден ще даде. Ние верваме че един ден ще се хвърли пълна светлина върху тия печални събития, които костваха такъв изобилна кръв на България.

Но, известно е, че нашите съотечественици, осъдени на смърт, сетне това наказание заменено с вечен затвор, не са взели никакво непосредствено или преко участие в атентата.

При все това, обаче, насмалко оставаше да бъдат екзекутирани, а от дълги месеци, това се установява с неоспорими свидетелства те са изложени в затвора на най-жестоки наказания.

След като настоявахме, за благо на България, обща амнистия, ние изискваме, като французи, освобождението на тия французи.»

Анри Барбюс, Ромен Ролан, Северин, г-жа де Сен При, Фредерик Брюне, подпредседател на камарата, Казал, Ернест Лафон, Фердинанд Фор, Компер-Морел, Фонтание, Андре Бертон, Хелий, Мариус Муте, Валин Кутурие, Шастане, Жюл Юри, Ежен Фро, Паул Еврард, Шарл Барон, Рено, депутати, Александър Люке, Жан Гаршери, Роберт Бос, Андре Гайо, Люн Селие, общ. съветници, Андре Морие, Анри Селие, генерални съветници на Сена, Жан Лонге, Брак, бивши депутати, Анри Торес, Марсел Вилар, Алберт Фурние, адвокати, Л. Жуо, секретар на Общата конфедерация на труда, Ланжвен, Пренан, Виктор Баш, Алберт Матиез, професори, Матиас Морхард, Жорж Дюамел, Панаит Истрати, Виктор Маргерит, Леон Базалжет, Марсел Мартине, Жорж Шеневир, Леон Верт, Жан Рихард Блох, Шарл Вилдрак, Анри Маркс, Жорж Пиош, Андре Жибал, Бернард Лекаш, Пол Луи, Андре Салмон, Франсис Журден, Зиромски, писатели и публицисти.

(«Agence des Balkans», Paris, N° 9, от 4 февруари 1926.)

SOMMAIRE

Texte français (577—588)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — III

René Arcos
Luc Durtain
Charles Vildrac
Gabriel Péri

Boris: Une manifestation grandiose — II (Suite et fin)
G. Kazanovsky: Le ministère Liaptcheff à l'œuvre
J. Mateescu: Les élections municipales en Roumanie
M. Vladimirov: La situation de la coalition Pachitch-Raditch
N. Mermet: La meurtrière Mencia Karniciu
Spectator: Une conférence de M^{re} Paule Lamy

Revue de la Presse

Texte allemand (588—590)

Melingos: Die Minderheitsfrage und der Völkerbund
Transylvanicus: Verrat der Siebenbürger Ungarpartei

Texte serbe (590/591)

Балканска Федерација и европско јавно мишљење

Марсел Вилар
М. Владимиров: Акт о „Споразуму“ Р. Р.

Texte grec (591/592)

Ἡ Βαλκανική Ὀμοσπονδία καὶ ἡ Εὐρωπαϊκὴ γνῶσις
Πῶς Λοὺί
Ἀπὸ Τορρές

Texte croate (592/594)

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Anri Barbis
J. Zanić: Ekonomski planovi srpskog imperijalizma

Texte roumain (594/595)

J. Mateescu: După alegerile comunale

Texte albanais (595/596)

M. D.: Liria e fiales e liria e shtypit në Shqypeni

Texte bulgare (596—600)

Г. Казановски: Правителството на Ляпчев на работа...
Добруджански: Добруджа пред опасност
Тодорови: Жени-жертва на белия терор в България
„Комитета за защита жертвите на белия терор“ при българския посланик в Париж